



Document de Programme

Financements du GPE pour la Transformation du Système (STG) et l'Accélération de l'Éducation des Filles (GEA) en Guinée en appui aux objectifs du Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (ProDEG) et du Pacte de Partenariat

Fonds Commun de l'Éducation



23 octobre 2024

Délégation de fonds du Partenariat Mondial de l'Éducation (GPE)
Co-financement de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'UNICEF

Table des matières

Liste des tableaux	1
Liste des graphiques	1
Liste des annexes	1
Sigles et acronymes	2
Résumé	4
1. Contexte	6
1.1. Contexte général	6
1.2. Contexte du secteur de l'éducation	8
1.2.1. Le ProDEG	8
1.2.2. Les performances du secteur	9
1.2.3. État des lieux des réformes institutionnelles en cours	14
2. Le processus d'élaboration du document de programme 2025-2028	17
3. Description des priorités et des stratégies retenues par le programme	18
3.1. Théorie du changement	18
3.2. Approche en faveur de l'égalité des genres et de la scolarisation des filles	20
3.3. Priorités et stratégie d'intervention	20
3.3.1. Gestion des ressources humaines enseignantes	21
3.3.2. Réforme curriculaire et intrants pédagogiques	24
3.3.3. Formation initiale et continue des enseignants, et encadrement pédagogique	27
3.3.4. Amélioration des conditions de scolarisation par la construction, l'équipement et la réhabilitation d'écoles	32
3.3.5. Amélioration des conditions de scolarisation dans les zones « prioritaires »	36
3.3.6. Amélioration des conditions de scolarisation des filles dans les zones « prioritaires »	39
4. Orientations pour l'approfondissement de la déconcentration et de la décentralisation	42
4.1. Appuis aux DSEE	42
4.2. Appuis aux DPE	43
4.3. Appuis aux CFC	43
4.4. Appuis aux IRE	44
4.5. Collecte des données de base	44
5. Synthèse des actions dédiées à l'accélération de la scolarisation des filles (GEA)	45
6. Modalités d'exécution du programme : le Fonds Commun de l'Éducation	47
6.1. Modalité d'exécution des fonds du GPE 2020-2024	47
6.2. Manuel de procédures et modes opératoires	48
6.3. Planification, programmation budgétaire, exécution des activités du programme	48
6.4. Rapportage technique et financier	49
6.5. Capacités d'absorption et d'exécution, mesures de régulation budgétaires	50
7. Cadre de dépenses	51
8. Modalités de pilotage et de suivi	56
8.1. Modalités de pilotage	56
8.1.1. Alignement sur le cadre partenarial et les outils de pilotage nationaux	56
8.1.2. Comité FCE	60
8.2. Modalités de suivi-évaluation	60
9. Cartographie des risques et modalités de mitigation	62
9.1. Gestion du risque opérationnel	62
9.1.1. Rappel des causes	62
9.1.2. Les mesures de mitigation des risques opérationnels	63
9.2. Gestion du risque fiduciaire	65
9.3. Rôle de l'agent partenaire	69
Annexes	71

Liste des tableaux

Tableau 1 : Évolution des effectifs scolarisés et de la couverture scolaire.....	10
Tableau 2 : Volume des dépenses publiques allouées à l'éducation.....	13
Tableau 3 : Financements FCE – Phase II	52
Tableau 4 : Cadre de dépense indicatif global - FCE Phase II	52
Tableau 5 : Cadre de dépense global indicatif sur la période pour les ressources du GPE ..	55
Tableau 6 : Indications sur la répartition des ressources du GPE selon les niveaux central, déconcentré et décentralisé (en %)	55

Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux d'admission et d'achèvement aux différents cycles en 2015 et 2021	11
Graphique 2 : Taux d'admission et d'achèvement aux différents cycles selon le genre et le milieu	11
Graphique 3 : Taux de réussite aux différents examens des élèves du public selon la région en 2022-2023	13
Graphique 4 : Théorie du changement du Pacte de Partenariat	19

Liste des annexes

Annexe 1. Cadre de dépenses indicatif global des ressources AFD, GPE et UNICEF	72
Annexe 2. Cadre de résultats	74
Annexe 3. Liste des membres de l'ETN	83
Annexe 4. Principaux entretiens et consultations menés.....	84
Annexe 5. Liste de présence à l'atelier de Kindia (du 30 avril au 4 mai)	86

Sigles et acronymes

AFD	Agence Française de Développement
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BSD	Bureau de Stratégies et du Développement
BAS	Budget d'affectation spéciale
BM	Banque Mondiale
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CDE	Comité de Développement de l'École
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFC	Centre de Formation Continue
CIPC	Comité Interministériel de Pilotage et de Coordination
CPMF	Conseiller Pédagogique Maître Formateur
DAF	Division des affaires financières
DCE	Direction Communale de l'Éducation
DPE	Direction Préfectorale de l'Éducation
DSEE	Délégué Scolaire de l'Enseignement Élémentaire
EGRA	<i>Early Grade Reading Assessment</i>
ENI	École Normale des Instituteurs
ETN	Équipe Technique Nationale
FCE	Fonds Commun de l'Éducation
FoCEB	Fonds Commun pour l'Éducation de Base
GEA	<i>Girls Education Accelerator</i> (Accélérateur de l'éducation des filles)
GNF	Franc guinéen
GPE	<i>Global Partnership for Education</i> (Partenariat Mondial pour l'Éducation)
GSE	Groupe Sectoriel de l'Éducation
IRE	Inspection Régionale de l'Éducation
ISSEG	Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation en Guinée
LORF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MB	Ministère du Budget
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MEPUA	Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation
MESRSI	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
METFPE	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MTFP	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAAB	Plan d'Action Annuel Budgétisé
PAE	Plan d'Amélioration de l'École
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PAPB	Plan d'Action Pluriannuel Budgétisé
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN
PCGES	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PDL	Plan de Développement Local
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Paquet minimum d'activité
PP	Pacte de partenariat
PPM	Plan de Passation de Marchés
PréPEF	Projet de Résultat au Préscolaire et à l'Enseignement Fondamental (Banque Mondiale)
ProDEG	Programme Décennal pour l'Éducation en Guinée

PSE	Programme sectoriel de l'éducation
PTF	Partenaire technique et financier
RESEN	Rapport d'État du Système Éducatif National
SGE	Service Genre/Équité
ST/CP	Secrétariat Technique pour la Coordination et le Pilotage du ProDEG
STG	<i>System Transformation Grants</i> (Financement pour la transformation du système)
TBS	Taux Brut de Scolarisation
UNICEF	<i>United Nations International Children's Emergency Fund</i> (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
VBG	Violences Basées sur le Genre

Résumé

Suite à la reconstitution des ressources du Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) pour la période 2021-2025, la Guinée a été informée être éligible à de nouveaux financements du GPE, dont ceux pour la transformation du système (STG), l'accélération de l'éducation des filles (GEA) et le renforcement de capacités (SCG). Les autorités guinéennes ont alors engagé, en lien avec le nouveau modèle opérationnel du GPE, et avec l'appui de leurs partenaires, la préparation d'un Pacte de partenariat centré sur la réforme visant la « professionnalisation des corps enseignants pour une performance accrue et durable du secteur de l'éducation ». Cette réforme comprend 4 axes stratégiques d'intervention qui seront appuyés par ce nouveau programme :

- . Alignement du système de recrutement, de formation (initiale et continue) et d'allocation des enseignants sur les standards requis ;
- . Revalorisation socio-administrative de la fonction enseignante, afin de mieux attirer et fidéliser les enseignants, notamment les femmes ;
- . Amélioration de l'environnement et des conditions d'apprentissage pour une éducation de base pertinente, réussie et équitable ;
- . Accélération de la scolarisation réussie des filles et des couches vulnérables par des enseignants sensibles au genre.

Objectifs

Les nouveaux financements, en particulier du GPE, visent à accompagner le Gouvernement guinéen dans la mise en œuvre du **Pacte de partenariat (2024-2027)** et la poursuite de l'exécution des stratégies du **Programme Décennal de l'Éducation en Guinée** (ProDEG 2020-2029). Tenant compte des priorités éducatives énoncées dans ces documents, du montant des financements, des interventions déjà lancées avec le Fonds commun de l'Éducation (abondé par les financements du GPE-ESPIG, de l'AFD et de l'UNICEF), ainsi que du positionnement des autres partenaires du secteur, il a été retenu six thèmes prioritaires :

- (i) L'amélioration de la gestion des ressources humaines enseignantes ;
- (ii) La poursuite de la réforme curriculaire, le renforcement de la disponibilité des manuels scolaires ;
- (iii) La professionnalisation des enseignants en appuyant leur formation initiale et continue, ainsi que leur encadrement pédagogique dans la salle de classe, et l'administration scolaire ;
- (iv) L'amélioration des conditions de scolarisation avec la poursuite du programme de construction et de réhabilitation d'écoles primaires ;
- (v) Le renforcement de l'équité par des interventions dans les zones faiblement scolarisées ;
- (vi) L'amélioration des conditions de scolarisation des filles dans les zones faiblement scolarisées.

Ces priorités sont cohérentes avec le plan stratégique 2025 du GPE. Elles feront levier sur la performance du système éducatif guinéen et notamment sur l'égalité des genres et la scolarisation des filles.

Modèles opérationnels

Le financement STG/GEA du GPE – objet de cette requête – viendra abonder le Fonds commun déjà en place¹ et sera complété par de nouvelles contributions de l'AFD et de l'UNICEF. Par ailleurs, le Gouvernement encourage une plus grande participation de ses partenaires à ce Fonds aligné, qui leur reste ouvert. La mise en œuvre des contributions des PTF se fera sur la base des programmations annuelles, en accompagnement des stratégies prioritaires des ministères sectoriels et suivant les conditions suspensives prévues au protocole du financement commun (PFC) entre la Guinée et les partenaires contributeurs, document qui régit le fonctionnement du Fonds.

Un ensemble de procédures, mises en place au démarrage du fonds et ajustées selon les besoins est aujourd'hui en place et déjà éprouvé. Certaines doivent être complétées, d'autres améliorées ou renforcées pour être plus efficaces et durablement appliquées. Les leçons de l'expérience doivent guider ce travail ainsi que la prise en compte des réformes de déconcentration et décentralisation du secteur de l'éducation engagées depuis plusieurs années par le Gouvernement. Pour accompagner la mise en œuvre du fonds commun, un dispositif d'assistance technique avait été mobilisé par l'AFD à son démarrage en 2020, financé sur des ressources propres. Sa relève devra être anticipée pour cette nouvelle phase, en capitalisant sur les expériences passées.

Le suivi de la mise en œuvre des financements du FCE sera adossé au dialogue sectoriel via le CIPC et le GSE. Le comité FCE, présidé par le Ministère du Budget, continuera de jouer son rôle de régulation et de suivi du fonctionnement du FCE.

Financements

Le financement STG/GEA, d'un montant total de **40 MEUR**, sera exécuté sur 4 ans (2025-2028) et géré par l'AFD comme agent partenaire. Ce financement est composé de :

- 30,8 MEUR au titre du Financement pour la Transformation du système (STG) – dont 20% sont soumis à l'atteinte d'indicateurs déclencheurs², et
- 9,2 MEUR au titre du Financement pour l'Accélérateur de l'éducation des filles (GEA).

Sur cette enveloppe, un peu moins de 7 % (soit 2,65 MEUR) seront affectés à l'agent partenaire, pour appuyer la supervision du Programme, mobiliser les audits externes annuels et fournir des appuis techniques au cas par cas.

L'AFD et l'UNICEF prévoient, en complémentarité de ces financements, d'apporter de nouvelles contributions au FCE (respectivement de 14 MEUR et de 1 MUSD).

De plus, l'AFD mobilisera un nouveau dispositif d'appui technique pour renforcer les capacités nationales, financé par ses ressources internes et, sous réserve de l'acceptation de la requête qui sera présentée séparément, par les ressources du SCG.

¹. La première phase du Fonds Commun de l'Éducation a été mise en place en 2020 et exécutée selon une approche de financement budgétaire de programme. Il est aligné sur les structures et les procédures nationales. Ce fonds a regroupé les financements de l'AFD (C2D et subvention – 27,5 MEUR), de l'UNICEF (1 MUSD) et du GPE (précédents fonds ESPIG - 34,03 MEUR).

². La part complémentaire fera l'objet d'une condition suspensive pour son décaissement, dans la convention que l'AFD signera avec l'Etat Guinéen.

1. Contexte

1.1. Contexte général

La population guinéenne est en forte augmentation, évoluant de 12,2 millions en 2014³ à près de 14 millions d'habitants aujourd'hui (dont 51 % de femmes). Elle vit en majorité en milieu rural (62%) et est particulièrement jeune, avec près de 5,8 millions de moins de 15 ans (soit 42 % de la population totale). Bien que le nombre de jeunes devrait continuer à augmenter, la fécondité observée dans le pays diminue (l'indice synthétique de fécondité est passé de 5,4 enfants par femme en 2010 à 4,4 en 2021), réduisant le rapport de dépendance démographique des jeunes⁴. La population scolarisable (4-24 ans), qui était de 5,2 millions en 2014, pourrait s'élever à 8 millions en 2030 (dont 80 % dans le pré-universitaire)⁵, ce qui accentue la demande sociale, déjà élevée en matière d'éducation, de santé et d'emplois, et présente de nombreux défis pour le pays, malgré l'espoir de tirer des bénéfices du dividende démographique⁶.

Après le coup d'État militaire du 5 septembre 2021, la situation politique a été marquée par la mise en place d'un Gouvernement de transition et la signature en octobre 2022 d'un accord avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet accord prévoit une période de transition de 24 mois, au cours de laquelle plusieurs étapes doivent être accomplies, telles que le recensement général de la population, le recensement d'état-civil, l'établissement du fichier électoral, l'élaboration d'une nouvelle constitution et l'organisation d'un référendum sur la nouvelle constitution. Les retards pris dans la réalisation de ces étapes ont conduit l'actuel Premier ministre à annoncer le report du retour à l'ordre constitutionnel à 2025 (plutôt qu'à la fin de l'année 2024). Par ailleurs, le Gouvernement de transition a défini en 2022 un plan de développement à moyen terme, le Programme de Référence Intermédiaire (PRI) 2022-25, intégrant un Plan de Relance Économique (PRE).

Malgré ses nombreux atouts naturels, comme sa façade maritime, un important potentiel hydrologique et agricole et un sous-sol très riche en minerais, la Guinée est confrontée à des fragilités structurelles (insuffisance du capital humain et physique, environnement des affaires difficile, etc.), fait face à une situation politique et sociale incertaine et est très vulnérable aux chocs exogènes. Par ailleurs, l'économie reste en grande partie informelle (avec 41 % du PIB et 96 % des emplois⁷). Malgré les difficultés et les chocs induits par la pandémie de la COVID-19, la transition politique et la crise en Ukraine, la croissance économique a été résiliente, atteignant 4,0 % en 2022 et étant estimée à 5,7 % en 2023. Elle devrait cependant ralentir à 4,1 % en 2024 en raison des pénuries de carburant (à la suite de l'explosion du principal dépôt de carburant en décembre 2023), avant de rebondir à 5,6 % en 2025, grâce au secteur minier (et notamment l'exploitation de la mine de fer de Simandou). Avec une évolution de son revenu national brut par habitant de 1 010 dollars en 2021 à 1 180 dollars en 2022, la Guinée est passée, en juillet 2023, de la catégorie des pays à faible

3. République de Guinée (2014), Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation - RGPH 3.

4. Division des Nations Unies pour la population.

5. UNICEF / IPE-Pôle de Dakar – UNESCO (2019), Analyse du secteur de l'éducation et de la formation, Pour l'élaboration du programme décennal (2019-2028).

6. Ministère du Plan et de la Coopération internationale de la République de Guinée (2021), Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère.

7. INS (2020), Enquête nationale sur l'emploi informel en Guinée (ENESIG 2018-2019).

revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure dans la classification de la Banque mondiale. L'inflation, bien qu'en baisse depuis 2021 (de 13 % à 8 % en 2023), devrait osciller entre 10 % et 11 % en 2024 et 2025, et se traduit par une hausse des prix des produits alimentaires, des carburants et des engrais.

Si les recettes de l'État sont restées stables ces dernières années, elles se situent toutefois à un niveau plutôt faible. Globalement, l'État peine à mobiliser des ressources publiques domestiques : ces dernières ne représentent que 12 % du PIB, bien en deçà de la moyenne des pays africains (16 %), du seuil minimum de 15 % considéré comme nécessaire pour soutenir les investissements de base dans un contexte de pays à faible revenu⁸ et de l'objectif de 20 % préconisé par la CEDEAO dans ses critères de convergence budgétaire. Alors que les dépenses courantes de l'État sont en baisse (de 13 % du PIB en 2021 à 11 % du PIB en 2023), les dépenses d'investissement sont, elles, en augmentation (de 2,3 % en 2021 à 4,5 % du PIB en 2023 et sont estimées à 5,2 % en 2024 et en 2025), du fait du lancement de projets d'infrastructures. Cette hausse, couplée aux subventions versées au secteur de l'électricité, conduisent à une augmentation du déficit budgétaire global. Dans le même temps, la dette publique diminue, passant de 48 % du PIB en 2020 à 40 % en 2022 et 2023, se situant en deçà de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (60 % du PIB)⁹.

Les conditions de vie sont difficiles pour une grande partie de la population. Près de 44 % des Guinéens, soit un peu plus de 5 millions de personnes, vivent sous le seuil de pauvreté¹⁰, bien que ce chiffre ait légèrement baissé depuis 2014 (48 %)¹¹. La prévalence de la pauvreté est beaucoup plus forte en milieu rural (55 % contre 22 % en milieu urbain), notamment dans les régions de Labé (66 %), Faranah (64 %) et Kindia (59 %). L'accès aux services de base comme l'électricité et l'eau potable s'améliore mais reste marqué par de fortes disparités géographiques, avec seulement 18 % des ménages en milieu rural ayant accès à l'électricité contre 86 % en milieu urbain. L'insécurité alimentaire persiste et s'est même aggravée en 2022 à la suite de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des engrais et des coûts de transport. Cette même année, 73 % de la population était confrontée à des difficultés modérées ou graves d'accès à la nourriture¹². Si l'insécurité alimentaire aiguë touchait près de 400 000 personnes entre octobre et décembre 2023, il est estimé qu'entre juin et août 2024 (qui correspond à la période de soudure alimentaire), environ 700 000 personnes seraient concernées, dont un peu plus de 50 000 personnes seraient même en situation d'urgence¹³. La malnutrition infantile et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans reculent mais restent élevés,

⁸. OCDE, Commission de l'Union africaine et Forum sur l'Administration Fiscale Africaine (2023), Statistiques des recettes publiques en Afrique – Guinée.

⁹. Fonds Monétaire International (2024), Communiqué de presse n°24/140 ; FMI (2024), Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne : une reprise timide et coûteuse ; FMI (2022), Rapport des services pour les consultations de 2022 au titre de l'article IV et demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide.

¹⁰. Institut National de la Statistique (INS) (2020), Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages – EHCVM 2018-2019.

¹¹. Banque Mondiale (2022), Investir dans les pauvres et les vulnérables : Évaluation de la pauvreté en Guinée.

¹². FAO, CEA, CUA et PAM (2023), Afrique – Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023 : Statistiques et tendances.

¹³. Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (2023), Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2023 et projetée en juin-août 2024.

surtout en milieu rural et parmi les plus démunis. Le pays a également été confronté à diverses épidémies, telles que le virus Ébola et la Covid-19.

Les inégalités de genre sont fortes : le pays est classé 181^{ème} sur 193 sur l'indice des inégalités entre les sexes¹⁴. Les pratiques coutumières et religieuses telles que le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines restent préoccupantes et témoignent du statut très médiocre des femmes et des filles dans la société guinéenne¹⁵. Les mariages et unions précoces (avant 18 ans) concernent près de la moitié des femmes de 20 à 24 ans (47 %, dont 17 % ont même été mariées avant 15 ans), et les grossesses précoces 26 % des femmes âgées de 15-19 ans (contre 34 % en 2012)¹⁶.

Le taux d'alphabétisation des individus de plus de 15 ans est en moyenne de 40 %, et varie de 28 % chez les femmes à 54 % chez les hommes¹⁷. L'espérance de vie s'élève à 59 ans en 2022 (58 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes). L'Indice de Développement Humain (IDH), qui combine l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation des adultes, le niveau d'éducation et le PIB / habitant, est estimé à 0,471 en 2022 (contre 0,547 en moyenne en Afrique subsaharienne), ce qui classe le pays au 181^{ème} rang mondial (sur 191 pays)¹⁸.

1.2. Contexte du secteur de l'éducation

1.2.1. Le ProDEG

Sur la base d'un diagnostic sectoriel réalisé en 2018¹⁹, le Gouvernement a adopté, en 2019, le Programme Décennal de l'Education en Guinée (ProDEG) pour la période 2020 à 2029. Cette stratégie couvre tout le continuum éducatif et est portée par trois ministères : le ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (MEPUA), le ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (METFPE), et le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI). Le ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (MPFEPV) est également impliqué du fait de sa tutelle sur les écoles spécialisées accueillant les enfants en situation de handicap. D'autres ministères sont associés à la mise en œuvre du ProDEG, notamment les ministères de l'Économie et des Finances, du Budget, de l'Aménagement du Territoire et de la Fonction Publique.

Le ProDEG a pour objectif de garantir un accès équitable de tous les enfants et jeunes de la Guinée à une éducation de qualité. Il est structuré en six programmes prioritaires :

1. Accès équitable à l'enseignement général ;
2. Qualité et pertinence des enseignements ;
3. Alphabétisation et éducation des adultes ;
4. Extension et réforme de l'ETFP ;
5. Réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
6. Gouvernance et pilotage du système éducatif.

¹⁴. Base de données du Rapport sur le Développement Humain du PNUD – Profil pays Guinée.

¹⁵. Banque Mondiale (2022), Libérer le potentiel des femmes et des filles. Le statut des femmes et des filles par rapport aux hommes et aux garçons en Guinée

¹⁶. INS et ICF (2018), Enquête Démographique et de Santé en Guinée 2018.

¹⁷ INS (2020).

¹⁸. PNUD (2024), Rapport sur le développement humain 2023-2024. Sortir de l'impasse.

¹⁹. UNICEF / IIPE-Pôle de Dakar – UNESCO (2019).

La mise en œuvre du ProDEG a été planifiée en trois phases. La première a débuté en juin 2020 et s'achèvera en 2025²⁰. L'État guinéen, premier bailleur du ProDEG, notamment pour le financement du fonctionnement des institutions et des rémunérations des agents de l'État ainsi que des structures décentralisées, est appuyé dans la mise en œuvre des activités par un certain nombre de Partenaires Techniques et Financiers (PTF), dont l'AFD, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et l'UNICEF, qui ont mutualisé leurs ressources dans le « Fonds Commun de l'Éducation » (FCE), pour accompagner le ProDEG.

Le FCE se définit comme un instrument budgétaire, comptable et financier, dédié au secteur de l'éducation-formation, basé sur les principes suivants :

- L'alignement sur les structures, les acteurs et les procédures nationales pour mettre en œuvre les financements extérieurs.
- L'harmonisation des procédures des partenaires, impliquant que parmi ces derniers, ceux qui abondent le fonds conviennent d'utiliser des modalités de financement et des procédures communes, en l'occurrence celles de l'État.
- L'appropriation du fonds par les acteurs nationaux, facilitée par l'utilisation des règles et des procédures nationales de planification, programmation budgétaire, exécution des activités, rapportage et suivi-évaluation.

Pour garantir l'affectation des ressources du BAS/FCE au secteur de l'éducation, il a été créé en Loi de finances 2020, en conformité avec la Loi organique relative aux lois des finances (LORLF) n°2012-12 du 06 Août 2012, un Budget d'Affectation Spéciale (BAS) par ministère en charge de l'éducation. Ces budgets permettent d'isoler les crédits du BAS/FCE de ceux du budget général de l'État (BND), d'impliquer les partenaires dans certaines étapes d'arbitrage et de gestion, et de recourir à des dispositifs/moyens de contrôles externes comme les audits ou les évaluations.

1.2.2. Les performances du secteur

Les parcours scolaires des élèves

Entre 2015 et 2022, le nombre d'élèves a augmenté dans tous les niveaux d'enseignement, excepté dans l'enseignement supérieur (tableau 1 ci-après). La hausse est particulièrement forte dans l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP), où le taux d'accroissement annuel moyen des effectifs au cours de la période s'élève à 9%, ainsi qu'au préscolaire (5%) et au primaire (4%). Les effectifs de l'enseignement secondaire augmentent de façon nettement moins forte (moins de 2%) et ceux de l'enseignement supérieur sont en baisse par rapport à 2015 et évoluent en dents de scie. Par ailleurs, si une baisse des effectifs a été enregistrée dans certains cycles en 2020-2021, elle n'a duré qu'une seule année ; l'augmentation des effectifs dès 2021-2022 ayant ensuite compensé cette diminution (excepté dans le second cycle de l'enseignement secondaire).

La proportion de filles parmi les effectifs scolarisés baisse à mesure qu'on progresse dans le système éducatif général : en 2022-2023, elle passe de 48 % des effectifs du préscolaire et 46 % de ceux du primaire à un peu plus de 40 % dans le secondaire et

²⁰. Le délai d'achèvement initial fixé en 2024 sera reporté d'une année pour résorber l'impact des retards accusés, et une évaluation à mi-parcours du ProDEG est prévue sur le guichet SCG au second semestre de 2024.

32 % dans l'enseignement supérieur (avec très peu d'évolution ces trois dernières années). Les filles sont néanmoins majoritaires dans l'ETFP (55 %).

Entre 2015 et 2022, la couverture scolaire stagne ou est même baisse dans certains cycles. Le taux brut de préscolarisation s'élève aujourd'hui à 24 % (contre 22 % en 2015 ; ce qui implique que 76 % des enfants en âge d'aller au préscolaire en sont exclus). Si le Taux Brut de Scolarisation (TBS) est de 106 % dans le primaire, il ne s'élève qu'à 45 % dans le premier cycle du secondaire et à 27 % dans le second cycle. Enfin, depuis 2015, la part des effectifs scolarisés dans le privé augmente à tous les niveaux d'enseignement.

Tableau 1 : Évolution des effectifs scolarisés et de la couverture scolaire

	2005-06	2015-16	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Préscolaire						
Nombre d'élèves	87 995	235 996	202 255	229 672	261 070	322 008
% filles	49%	48%	49%	49%	49%	48%
% privé	-	87%	89%	89%	90%	90%
TBS	10%	22%	16%	18%	20%	24%
Primaire						
Nombre d'élèves	1 258 038	1 776 560	2 107 661	2 072 250	2 208 723	2 312 849
% filles	45%	45%	44%	46%	46%	46%
% privé	22%	28%	32%	33%	36%	36%
TBS	86%	99%	105%	100%	104%	106%
Secondaire 1						
Nombre d'élèves	356 456	471 089	506 147	499 831	543 274	535 541
% filles	36%	40%	41%	42%	42%	42%
% privé	17%	35%	42%	43%	46%	51%
TBS	50%	48%	46%	44%	47%	45%
Secondaire 2						
Nombre d'élèves	121 908	202 544	207 920	194 451	200 581	216 142
% filles	29%	36%	40%	40%	40%	41%
% privé	18%	51%	55%	58%	58%	66%
TBS	25%	31%	28%	26%	26%	27%
ETFP						
Nombre d'élèves	13 500	34 234	49 829	55 765	56 571	61 645
% filles	39%	39%	55%	54%	56%	55%
% privé	15%	20%	27%	57%	58%	57%
Nombre pour 100 000 hab.	157	324	392	439	445	485
Supérieur						
Nombre d'étudiants	68 261	101 439	73 730	87 729	81 306	61 502
% filles	21%	30%	29%	31%	32%	32%
% privé	5%	46%	24%	18%	17%	16%
Nombre pour 100 000 hab.	793	917	587	680	642	488

Sources : RESEN, 2019 ; Annuaire statistiques du MEPUA, du METFPE et du MESRSI.

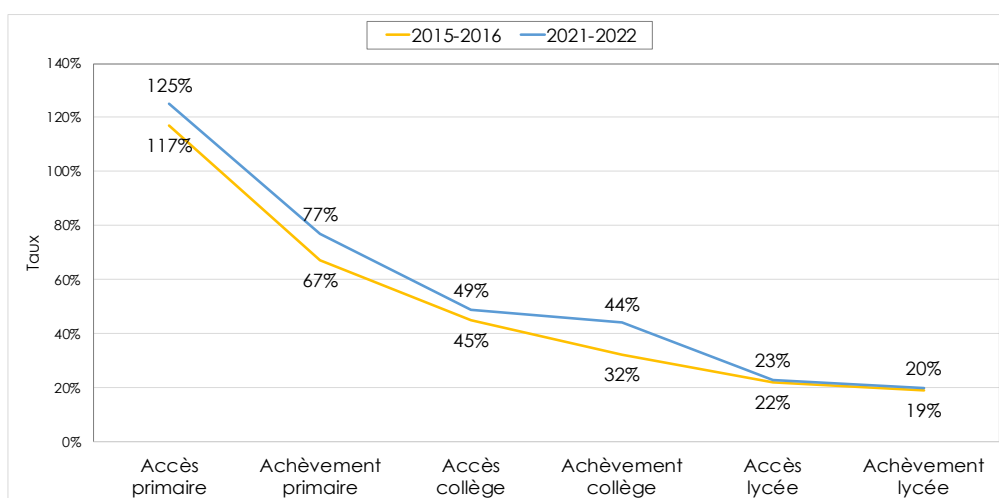
Les indicateurs de couverture scolaire fournissent une image très globale des scolarisations. Pour plus de détails, le graphique 1 (ci-après) présente, pour 2015-16 et 2021-22²¹, les taux d'accès et d'achèvement au début et à la fin de chaque cycle. Les parcours scolaires se sont améliorés mais de façon un peu variable selon les moments de la scolarité. Entre 2015 et 2021, le taux d'accès en première année du primaire est passé de 117 % à 125 % (le taux étant supérieur à 100 % du fait d'entrées à la fois précoces et tardives dans le cycle) et le taux d'achèvement du cycle primaire (ou taux d'accès en CM2) de 67 % à 68 %. Cela implique qu'en 2021, près d'un tiers (32 %) des élèves en âge de fréquenter la dernière année du primaire n'y sont pas et ont donc très peu de chances d'acquérir durablement des compétences

²¹. Les données de l'annuaire 2022-2023 ne permettent pas de présenter ces informations.

de base. Au niveau de l'enseignement secondaire général, si l'accès s'est légèrement amélioré (de 45 % à 49 %), l'achèvement du collège a lui nettement augmenté, de 32 % à 44% au cours de la même période. Enfin, l'accès et l'achèvement du lycée ont plutôt stagné entre 2015 et 2021²².

De façon globale, l'évolution des scolarisations se caractérise par une meilleure rétention dans chacun des cycles, mais une détérioration des transitions entre les cycles. Ainsi, les taux de rétention sont passés de 57 % à 62 % au primaire, de 71 % à 90 % au collège et de 86 à 87 % au lycée. A contrario, les taux de transition sont passés de 67 % (45/67) à 64 % (49/77) entre le primaire et le collège, et surtout de 69 % (22/32) à 52 % (23/44) entre le collège et le lycée.

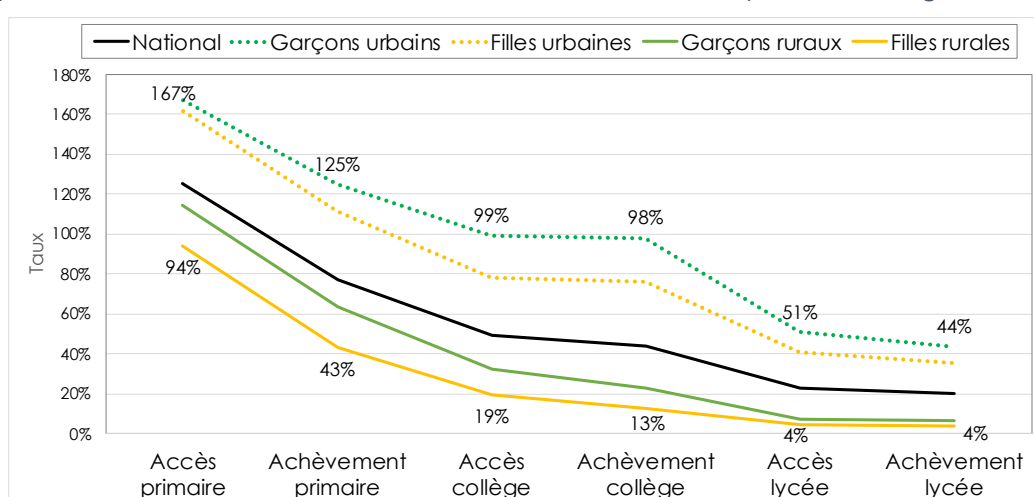
Graphique 1 : Taux d'admission et d'achèvement aux différents cycles en 2015 et 2021



Sources : RESEN, 2019 ; Annuaire statistique du primaire et du secondaire du MEPUA 2021-2022

La situation nationale masque de fortes disparités selon les caractéristiques des élèves, notamment lorsque le genre et le milieu de résidence sont pris en compte de façon jointe (graphique 2).

Graphique 2 : Taux d'admission et d'achèvement aux différents cycles selon le genre et le milieu



Sources : Annuaire statistique du primaire et du secondaire du MEPUA 2021-2022

²². Le taux d'achèvement du lycée a été réestimé, pour mieux prendre en compte les redoublements en classe de Terminale.

La situation s'avère très préoccupante pour les filles en milieu rural²³, que ce soit par rapport aux garçons du même milieu ou aux filles de milieu urbain. Elles accèdent moins à l'école (94 % ; contre par exemple 162 % des filles urbaines), et ne sont ensuite que 43 % à achever le primaire, 19 % à accéder au collège et 13 % à l'achever. Elles ne sont plus que 4 % à accéder au lycée et à l'achever.

Les apprentissages des élèves

La qualité de l'éducation, mesurée sur la base des niveaux de compétences des élèves, est faible. D'après l'enquête PASEC de 2019²⁴, en début de scolarité (2^{ème} année du primaire), la proportion des élèves sous le seuil suffisant de compétences est de 77 % en lecture et de 40 % en mathématiques. A la fin du cycle primaire, ces proportions s'élèvent à 55 % en lecture (dont 10 % d'élèves, qui s'avèrent incapables de comprendre le sens de textes simples et courts) et de 62 % en mathématiques. Parmi les 14 pays africains qui ont participé au PASEC 2019, la Guinée se caractérise, en début de scolarité, par le score moyen le plus faible en langue et se place à la 11^{ème} place pour le score moyen en mathématiques (avec une très grande hétérogénéité des résultats des élèves dans les deux disciplines). En fin de scolarité, les scores moyens des élèves classent le pays à la 7^{ème} place en lecture et à la 9^{ème} place en mathématiques. De façon globale, les élèves guinéens obtiennent des scores moyens inférieurs à la moyenne des pays du PASEC 2019, tant en langue qu'en mathématiques, et tant en début qu'en fin de scolarité.

Si les performances des élèves, mesurées dans le cadre de l'enquête du PASEC 2019, ne sont pas différentes selon le genre, elles varient considérablement selon le milieu, au détriment des élèves en milieu rural, et selon les régions, les élèves des régions de Conakry, de Labé et de N'Nzérékoré obtenant les meilleurs résultats, et ceux de Boké, de Faranah et de Kankan les plus faibles.

Une évaluation nationale des acquis des élèves de 10^{ème} année (fin de collège) menée en 2023 met en lumière la faiblesse des performances moyennes des élèves, ainsi que les fortes disparités qui existent entre eux²⁵. Il en est de même des résultats des élèves aux différents examens qui jalonnent le système éducatif²⁶. Les taux moyen de réussite des élèves du public ne sont, pour l'année scolaire 2022-2023, que de 19% à l'examen d'entrée en 7^{ème} année, de 16 % au BEPC et varient pour le baccalauréat de 12 % en Sciences expérimentales à 19 % en Sciences et mathématiques. Il existe là encore des disparités. Si elles sont très modérées selon le genre, les filles réussissant en moyenne un peu moins bien que les garçons à ces différents examens (la différence s'élevant entre 2 et 4 points de pourcentage au BEPC et dans les différentes filières du baccalauréat, sauf à l'examen d'entrée en 7^{ème} année, où il n'y a aucune différence), elles sont en revanche plus fortes selon la région (graphique 3 ci-dessous). En effet, les taux de réussite varient de 9 % dans la région de Mamou à 44 % dans celle de Conakry pour l'examen d'entrée en 7^{ème} année, de 2 % dans la région de Faranah à 29 % dans celle de Conakry pour le BEPC ou encore de 5 % dans la région de Kindia à 28 % dans celle de Conakry pour la filière unique du baccalauréat (la situation extrême de ces deux régions se retrouvant dans

²³. La prise en compte d'autres caractéristiques des enfants, telles que la région et le niveau de vie, ferait sans doute apparaître des disparités encore plus fortes, mais on ne dispose pas de données récentes sur ces aspects.

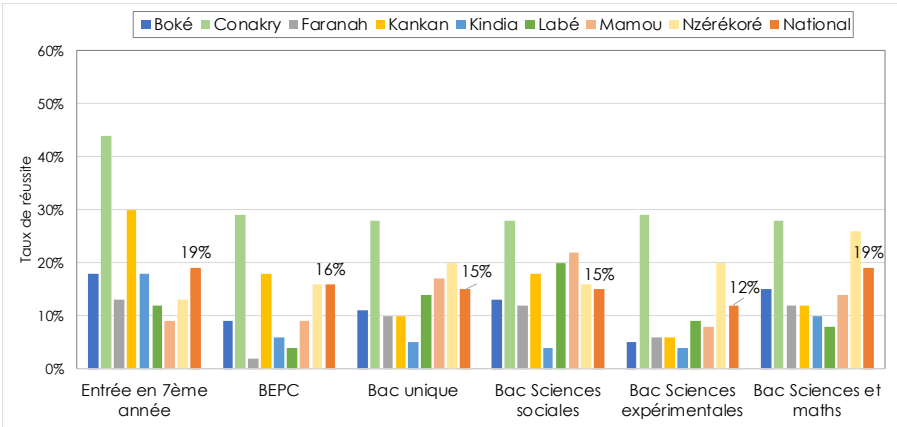
²⁴. Cette évaluation des apprentissages des élèves est la plus récente pour le cycle primaire.

²⁵. SNEAA/MEPUA (2023), Évaluation nationale des acquis des élèves du collège (10^{ème} année).

²⁶. Les examens nationaux servent certes à évaluer le niveau des apprentissages des élèves (mais ne sont d'ailleurs pas utilisés dans cette perspective) mais aussi à réguler les flux d'élèves vers les niveaux supérieurs d'enseignement.

les autres filières du baccalauréat, excepté en Sciences et mathématiques, où la région de Labé se caractérise par les résultats moyens les plus faibles).

Graphique 3 : Taux de réussite aux différents examens des élèves du public selon la région en 2022-2023



Sources : Annuaires statistiques du primaire et du secondaire du MEPUA 2022-2023.

Les conditions d'enseignement

Une autre perspective pour apprécier la qualité de l'éducation cible les conditions d'enseignement dont les élèves bénéficient, c'est-à-dire les ressources mobilisées (financières, physiques, humaines, temporelles) et les modalités d'organisation des services (encadrement des élèves, formation des enseignants, disponibilité en matériels pédagogiques et didactiques, etc.), avec l'idée que le système est d'une meilleure qualité lorsque les conditions moyennes d'enseignement sont meilleures. Ces aspects, dont certains seront ciblés par le Programme, seront développés dans la suite du document.

Les dépenses publiques allouées à l'éducation

Malgré la croissance des effectifs scolarisés, la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation et l'importance d'assurer une plus grande équité dans le système éducatif, le Gouvernement n'a alloué en 2023 que 12 % des dépenses publiques totales au secteur de l'éducation, ce qui correspond à 1,8 % du PIB du pays (tableau 2 ci-après). Ces chiffres, qui traduisent d'une part, l'importance accordée par l'État à l'éducation, et d'autre part, sa capacité budgétaire à générer des recettes fiscales suffisantes pour financer des dépenses publiques en lien avec la taille de l'économie du pays, se situent en deçà des recommandations du GPE, qui préconisent de consacrer 15 à 20 % des dépenses publiques et 4 à 6 % du PIB à l'éducation²⁷. L'État s'est toutefois engagé à augmenter le volume des dépenses publiques à l'éducation, en portant sa contribution à 19 % du budget total et à 2,9 % du PIB en 2024.

Tableau 2 : Volume des dépenses publiques allouées à l'éducation

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Valeurs réelles			Estimations		Cibles	

²⁷. GPE (2019), Guide relatif au suivi des budgets nationaux de l'éducation.

Dépenses d'éducation							
En % des dépenses publiques de l'État (hors dette)	16,2%	13,7%	17,7%	14,2%	11,9%	19,0%	18,2%
En % du PIB	1,8%	1,6%	1,8%	1,9%	1,8%	2,9%	2,9%
Dépenses courantes d'éducation							
En % des dépenses publiques courantes (hors dette)	17,4%	14,1%	18,5%	23,3%	19,9%	28,7%	31,0%

Source : GPE, Matrice des financements nationaux.

1.2.3. État des lieux des réformes institutionnelles en cours

Déconcentration des services de l'éducation

La déconcentration des services techniques de l'éducation est une réforme en cours : au plan institutionnel, les textes réglementaires ont fixé l'organisation des services en trois paliers territoriaux imbriqués, que sont l'Inspection Régionale de l'Éducation (IRE) au nombre de 8, subdivisées en Directions Préfectorales de l'Éducation (DPE) au nombre de 33 (5 Directions Communales de l'Éducation (DCE) à Conakry), subdivisées en Délégations Scolaires de l'Enseignement Élémentaire (DSEE) au nombre de 457. Les DSEE sont implantées dans les communes, dont c'est l'ancrage administratif tout en relevant au plan hiérarchique des DPE (38 communes urbaines et 307 communes rurales).

La déconcentration est donc aboutie au plan territorial avec un maillage très fin du pays. Mais cet effort structurel, accompagné de l'affectation de plus de 700 agents de l'éducation, n'a pas été suivi par des dotations de fonctionnement suffisantes pour rendre effectif les missions des services déconcentrés. Une fois les salaires payés, la marge de manœuvre sur le budget général est limitée, et les moyens insuffisants pour faire fonctionner ces nombreuses structures. Peu ou pas de dotation arrive aux DSEE sur le budget général via les DPE. Le potentiel de ces entités en termes de gains éducatifs (pédagogiques, administratifs) reste insuffisamment exploité en raison de budgets de fonctionnement insuffisants. De plus, le parcours de formation initiale (profil de gestionnaire de l'administration scolaire) et les nominations se font de manière aléatoire. De même, les effectifs et le personnel de ces administrations ne respectent pas l'orientation des autorités et l'organigramme (nombre, profil de poste, etc.).

Durant les trois dernières années, les IRE et DPE/DCE ont bénéficié des ressources du FCE par délégation de crédits pour mettre en œuvre des paquets minimums d'activités trimestriels fléchés sur le FCE/BAS en sus de celles de l'État (BND). En revanche, aucun financement de PTF (y compris le BAS/FCE) n'appuie les DSEE sur l'ensemble du territoire national. Pourtant par leur cœur de métier d'appui de proximité des écoles, ces délégations scolaires disposent d'un levier fort pour le changement des pratiques d'enseignement et d'accompagnement des partenaires locaux des écoles, dont les communes et les comités de développement de l'école. Au regard de ce potentiel encore sous-exploité, et avec des mesures d'encadrement fiduciaire et technique, le financement des DSEE pourrait être une priorité de l'action du BAS/FCE à moyen terme.

D'une manière générale, la déconcentration des ressources rencontre plusieurs difficultés. Certaines ont été relevées dans le diagnostic institutionnel et opérationnel du FCE réalisé en 2023 et concernent le manque de ressources humaines pour planifier, exécuter et rendre compte des activités ainsi que l'inadéquation des profils

de compétences des agents pour prendre en charge les activités déconcentrées du FCE. A ces constats s'ajoutent :

- . Des retards sur toute la chaîne hiérarchique pour impulser, orienter et valider les plans d'action annuels budgétisés des structures déconcentrées, qui pour l'essentiel ne sont plus produits par celles-ci. Les activités sont réparties par le niveau central de manière plutôt égalitaire que fondée sur les besoins réels ;
- . Un déficit de rapportage technique qui naît en premier lieu d'une faible organisation de la collecte des données de base issues de l'exécution des activités financées avec les ressources intérieures et celles du BAS/FCE. Les activités se déroulent sans enregistrement systématique et sécurisé des produits, extrants ou résultats quantitatifs et qualitatifs ;
- . Un déficit de rapportage financier des crédits exécutés, de rapprochement comptable fiable, de situation régulière du paiement des dépenses. Les délégations de crédits sont comptabilisées lors de leur mise à disposition par le niveau central mais le suivi de leur exécution n'est pas effectif. L'absence de logiciel intégré de gestion des finances publiques hors de la capitale explique en partie les difficultés que rencontrent les services gestionnaires, sans pour autant justifier de l'incapacité de rendre compte même manuellement des ressources consommées dans les IRE et les DPE/DCE ;
- . Un déficit de traitement par les directions centrales des données de l'exécution des activités et des crédits lorsqu'ils sont communiqués par les services déconcentrés. Il est symptomatique de l'inadéquation des outils de rapportage peu voire pas digitalisés, des ressources humaines insuffisantes (en nombre et capacité technique), d'une faible organisation et standardisation des tâches pourtant récurrentes du rapportage périodique des activités de l'État et du FCE.

Décentralisation territoriale : infrastructures éducatives de l'enseignement de base

Conformément au code des collectivités territoriales (version révisée de 2017), la construction, la réhabilitation et l'équipement des établissements scolaires du primaire et du 1er cycle du secondaire (collège) relève désormais de la compétence des communes. La passation des marchés fait aussi partie des compétences transférées.²⁸ Cette décentralisation territoriale est une orientation nationale, dont la mise en œuvre est inscrite dans le ProDEG dans son volet sur la gouvernance. L'Agence Nationale de Financement des Collectivités locales (ANAFIC) est le véhicule financier pour le transfert des ressources aux collectivités territoriales. Créée par décret en 2017, l'ANAFIC a un statut d'établissement public à caractère administratif et bénéficie d'une autonomie budgétaire et financière. Elle gère le fonds national de développement local (FNDL) et son financement provient de trois sources principales : (i) 15% des recettes des sociétés minières versées à l'État, (ii) les transferts du BND (budget général) inscrits au titre 4 et en provenance des ministères sectoriels, et (iii) les ressources des partenaires techniques et financiers. L'ANAFIC intervient en appui à toutes les communes rurales et urbaines de la Guinée. Dans le secteur de l'éducation, le MEPUA reste maître d'ouvrage des infrastructures dans les 6 communes de la ville de Conakry²⁹.

²⁸. Article 328 et suivants.

²⁹. Suite à un redécoupage territorial en 2024, le nombre de communes de Conakry est passé de 5 à 13, les nouvelles communes sont en cours de mise en place (Nongo-centre, Nongo Taady, Lambanyi, Yembeya, Waréah, Simbaya Gare, Yattaya centre et Nassouroulaye).

Le manuel de procédures du BAS/FCE fixe la démarche et les activités visant à transférer la maîtrise d'ouvrage des infrastructures et des équipements/mobiliers scolaires aux communes. Un des acquis importants de la phase I du FCE est d'avoir provoqué les premiers transferts financiers et de compétence dans le secteur de l'éducation et la mise en œuvre effective de la réforme de la décentralisation. Deux principaux documents régissent la collaboration entre le MEPUA et l'ANAFIC :

1. En août 2022, le MEPUA a signé une « Convention pluriannuelle du transfert des ressources » avec l'ANAFIC pour le transfert des ressources du BAS/FCE vers les communes, couvrant la construction, l'extension, la réhabilitation et l'équipement des salles de classe, les latrines et bureaux magasins des écoles préscolaires et primaires, les dépenses de maîtrise d'œuvre (ingénieur conseil auprès des collectivités), ainsi que les frais de gestion de l'ANAFIC plafonnés à 5 % du montant des subventions du MEPUA.
2. La « Convention de collaboration » (signée en 2021), définit les rôles et les responsabilités ainsi que les modalités de collaboration entre les deux. Conformément à ce document, le pouvoir de décision sur l'opportunité d'investissement reste au niveau du MEPUA. A cet effet, et conformément aux ambitions en termes d'équité du ProDEG, un arbitrage a été fait en faveur des 50 sous-préfectures connaissant des retards de scolarisation (mesuré par le TBS). Les projets d'investissement des communes transitant par l'ANAFIC sont validés au préalable par les services centraux du MEPUA. Ce document précise également les autres attributions de l'ANAFIC, dont notamment une fonction de veille et d'appui à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale. Ainsi, l'ANAFIC est tenue de recruter pour chaque projet et commune un ingénieur conseil à temps plein, qui va appuyer la collectivité dans les tâches suivantes : (i) préparer et lancer les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, (i) veiller à leur bonne exécution à côté du contrôle citoyen, et (iii) assister les réceptions provisoires et définitives des ouvrages et des équipements.

Après un temps de mise en place de ce cadre opérationnel et financier, le MEPUA a réalisé les premiers transferts financiers en faveur de l'ANAFIC en octobre 2023. La décentralisation en éducation est donc, effectivement, en marche.

Fonction publique territoriale : la gestion décentralisée des enseignants

Dans le but de mieux affecter les enseignants sur le territoire national, vaste et parfois enclavé, la Guinée s'est engagée sur le chemin de la décentralisation du recrutement et de la gestion des enseignants. Cette décentralisation est déjà effective avec les enseignants communautaires recrutés par les familles et les enseignants contractuels recrutés par les communes. Pour autant, un pas de plus a été convenu entre le Gouvernement et les partenaires sociaux pour l'intégration des enseignants déjà en poste dans la fonction publique territoriale. Cette réforme est indispensable et courageuse, novatrice dans la région. Beaucoup de mesures et de décisions réglementaires sont encore à définir pour rendre effective cette réforme. Une approche par poste et non par agent sera nécessaire à terme pour gérer ces emplois locaux. Les systèmes nationaux de la fonction et des finances publiques et de la gestion des ressources humaines devront sans doute être modifiés pour prendre en charge ces transformations.

2. Le processus d'élaboration du document de programme 2025-2028

Pour assurer la continuité de la mise en œuvre du ProDEG, le Gouvernement guinéen et ses partenaires se sont engagés, depuis 2022, dans le processus visant à déposer une requête pour une nouvelle allocation (2025-2028) auprès du GPE. Conformément au nouveau modèle opérationnel du GPE, une analyse des facteurs favorables du système d'éducation et de formation a été conduite et a fait l'objet d'une évaluation du groupe consultatif technique indépendant (mai 2023). Un Pacte de partenariat, dont la réforme prioritaire vise à améliorer la « **professionnalisation des corps enseignants pour une performance accrue et durable du secteur de l'éducation** », a été élaboré et validé (septembre 2023).

En octobre 2023, le conseil d'administration du GPE a invité le pays à préparer une requête de financement pour les « guichets » suivants :

- . Financements pour la transformation du système (STG) : 33,38 millions US\$
 - o Comportant une part dite complémentaire, qui représente 20 % de l'allocation (soit 6,676 millions US\$), subordonnée à l'atteinte d'indicateurs déclencheurs.
- . Financements pour l'accélération de l'éducation des filles (GEA) : initialement indiqué pour 16,69 millions US\$ (sous réserve de ressources disponibles), ce fonds a été alloué pour 10 millions US\$ en avril 2024.

En décembre 2023, l'AFD a été sélectionnée en tant qu'agent partenaire pour la totalité des fonds de ces deux guichets (STG et GEA). La Guinée a aussi reçu la notification du Secrétariat du GPE pour l'accès au fonds à effet multiplicateur d'un montant de 30 millions de dollars, avec la Banque Mondiale comme co-financeur et agent partenaire. Le pays reste éligible au financement pour le renforcement des capacités du système pour un montant de 3 millions de dollars.

Ce document de programme pour les allocations STG et GEA s'appuie sur les priorités et les objectifs identifiés dans le ProDEG, le Pacte de partenariat et la note conceptuelle (remise en mars 2024 et avec la prise en compte des commentaires émis par le GPE dans le cadre de son examen d'assurance qualité - QAR 1).

Ce document a été élaboré lors d'un processus consultatif et participatif, accompagné par une Équipe Technique Nationale (ETN)³⁰, comportant des membres du MEPUA (niveaux central et déconcentré), du METFPE, du MESRSI, du ministère du Budget (MB), du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), du ministère de l'Administration, du Territoire et de la Décentralisation (MATD) via l'ANAFIC, du ST/CP et de la société civile représentée par la Coalition Nationale de Guinée pour l'Éducation pour Tous (CNG/EPT). Ce processus, qui s'est déroulé de mars à août 2024, a permis d'approfondir le diagnostic du secteur sur la base des orientations du Pacte et de définir les priorités et les stratégies d'intervention du programme. Pour le développement du contenu du programme, les cadres des ministères, du ST/CP, des partenaires techniques et financiers et de la société civile ont été fortement mobilisés avec la participation à :

- . Plusieurs réunions de travail ;

³⁰. Voir Annexe 2 pour la liste des membres de l'ETN.

- Trois ateliers thématiques de 2 jours chacun sur i) la carrière enseignante, ii) l'équité et iii) le genre ;
- Un atelier de rédaction du Programme de 5 jours à Kindia (du 30 avril au 4 mai)³¹ ;
- Une présentation du Document de Programme en ligne le 4 juillet.

Le Groupe sectoriel de l'Éducation (GSE) regroupant l'ensemble des acteurs du secteur de l'éducation en Guinée, a également été tenu informé des travaux, et a reçu les documents pour avis aux étapes clés permettant d'assurer d'un consensus autour des choix proposés.

3. Description des priorités et des stratégies retenues par le programme

3.1. Théorie du changement

Le programme vise à apporter des réponses aux problèmes cruciaux relevés dans le Pacte de partenariat (PP), qui sont (i) un environnement scolaire et des conditions d'apprentissage peu favorables aux élèves et aux enseignants, (ii) une gestion inefficace des personnels enseignants, (iii) des acquis en matière d'éducation des filles et des couches les plus vulnérables de la population insuffisamment maximisés et non pérennisés. Pour combler ces déficits, le PP a retenu les quatre axes stratégiques suivants :

- Axe 1 : Alignement du système de recrutement, de formation (initiale et continue) et d'allocation des enseignants sur les standards requis ;
- Axe 2 : Revalorisation socio-administrative de la fonction, afin de mieux attirer, de fidéliser les enseignants, notamment les femmes ;
- Axe 3 : Amélioration de l'environnement et des conditions d'apprentissage pour une éducation de base pertinente, réussie et équitable ;
- Axe 4 : Accélération de la scolarisation réussie des filles et des couches vulnérables par des enseignants sensibles au genre.

Les résultats attendus pour chaque axe sont :

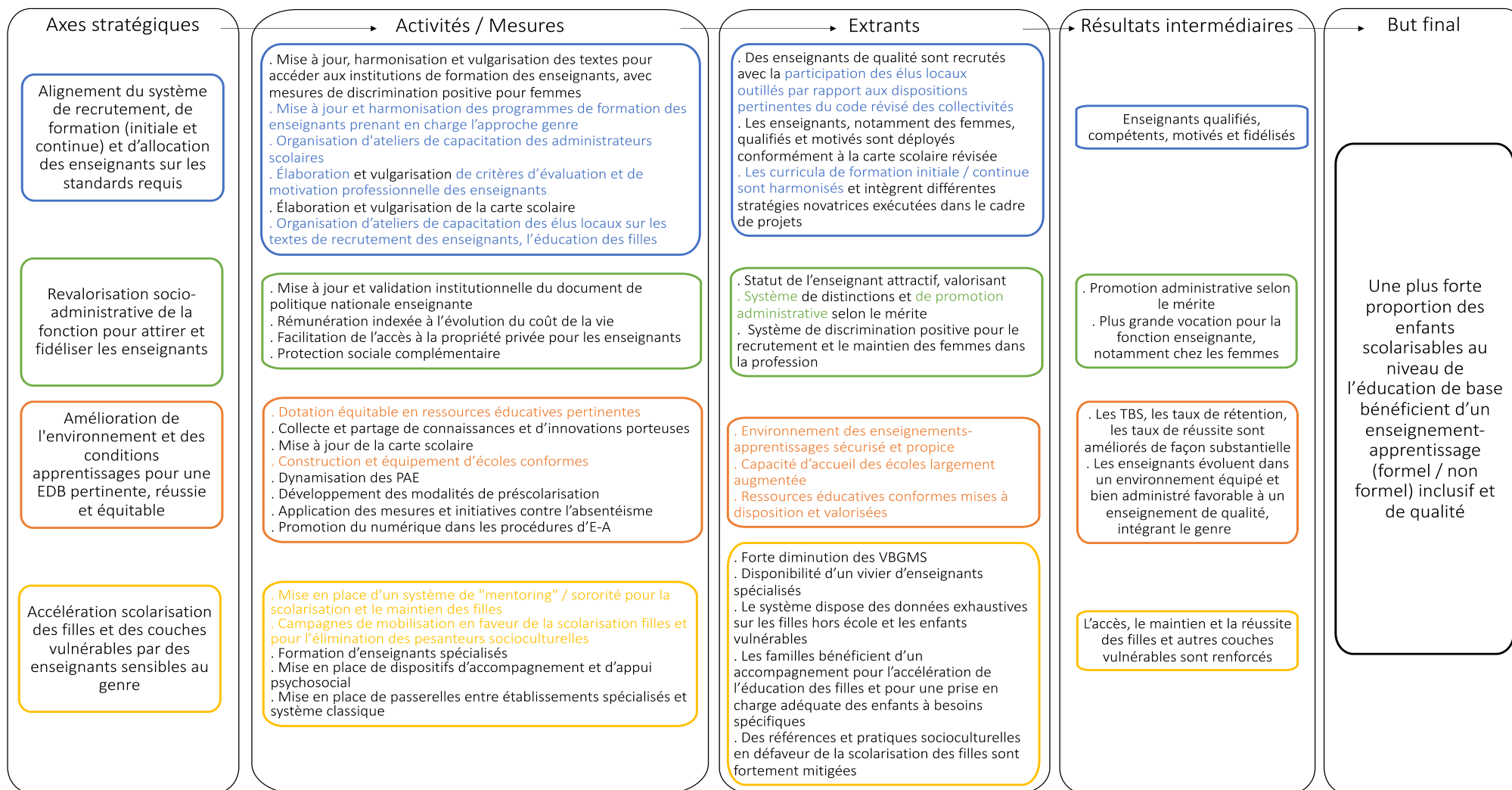
- Des enseignants qualifiés, compétents, motivés et fidélisés pour le système éducatif ;
- Un statut de l'enseignant attractif, valorisant la vocation de la fonction enseignante, notamment chez les femmes ;
- Des améliorations substantielles des TBS, des taux de rétention, des taux de réussite grâce à des enseignants évoluant dans un environnement équipé et bien administré favorable à un enseignement de qualité, intégrant le genre ;
- Le renforcement de l'accès, du maintien et de la réussite des filles et des autres couches vulnérables.

Ces orientations font écho aux six programmes prioritaires du ProDEG pour relever les défis auxquels le système éducatif guinéen est confronté. De façon plus spécifique, elles sont alignées sur les programmes n°1 « *Accès équitable à l'enseignement général* », n°2 « *Qualité et pertinence des enseignements* » et n°6 « *Gouvernance et pilotage du système éducatif* ».

La théorie du changement proposée (à la page suivante) est celle définie dans le PP et approuvée par le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers.

³¹. Voir Annexe 3 pour la liste des entretiens et consultations menés.

Graphique 4 : Théorie du changement du Pacte de Partenariat³²



³². Les éléments en couleur sont les axes particulièrement soutenus dans le cadre de ce Programme.

3.2. Approche en faveur de l'égalité des genres et de la scolarisation des filles

Le Programme s'attache à accélérer le changement transformationnel vers l'égalité des genres dans et par l'éducation. Comme présenté dans la théorie du changement, les axes retenus visent à répondre au besoin d'équité dans l'amélioration globale de la qualité de l'enseignement, tout en retenant des stratégies en faveur de la scolarisation des filles et de l'équité entre les sexes.

En cohérence avec les stratégies développées dans le ProDEG et dans le Pacte de partenariat, et tenant compte des leçons apprises sur les approches efficaces pour assurer l'accès des filles à l'éducation, leur rétention et leurs performances dans les apprentissages, il s'agira d'agir sur plusieurs fronts pour générer des effets transformationnels sur la scolarisation des filles :

- **S'attaquer aux barrières à l'accès et au maintien des filles à l'école**, par des interventions visant à faire évoluer les mentalités et à réduire les obstacles financiers à la scolarisation, qui combinés aux normes sociales, excluent souvent les filles.
- **Créer des environnements d'apprentissage sûrs et protecteurs**, incluant la prise en compte des besoins spécifiques des filles en matière d'hygiène et de santé.
- **Mettre en place des mesures d'accompagnement** pour maintenir les filles à l'école et améliorer leurs performances scolaires, notamment à travers des systèmes de tutorat et de sororité.
- **Éliminer les stéréotypes de genre et renforcer les approches pédagogiques sensibles au genre**, à travers la réforme curriculaire, de la formation initiale et du développement d'actions de formation continue des enseignants sur l'intégration de l'approche genre dans les processus d'enseignement-apprentissage.
- **Attirer davantage de femmes dans les métiers de l'enseignement** pour créer un cadre plus inclusif et favorable à la réussite des filles. Cela contribuera à développer des modèles positifs, à renforcer leur confiance, et à créer un environnement d'apprentissage plus adapté, tout en réduisant les stéréotypes de genre à l'école et en renforçant la sensibilité aux enjeux de genre.

3.3. Priorités et stratégie d'intervention

Les priorités et la stratégie d'intervention du programme s'inscrivent dans la théorie du changement du ProDEG. Compte tenu du montant total des financements, de la durée prévue du programme, des interventions déjà lancées sur le fonds commun dans sa première phase, et du positionnement des autres partenaires du secteur, six thèmes prioritaires ont été retenus : (i) la gestion des ressources humaines enseignantes, (ii) la réforme curriculaire et les intrants pédagogiques, (iii) la formation initiale et continue des enseignants et l'encadrement pédagogique, (iv) l'amélioration des conditions de scolarisation par la construction, l'équipement et

la réhabilitation d'écoles, (v) des interventions ciblées dans les zones « prioritaires »³³, et (vi) l'accélération de l'éducation des filles.

Les financements qui accompagneront la mise en œuvre de ces stratégies seront exécutés sous la forme d'un financement budgétaire de programme. Par conséquent, les planifications et programmations annuelles seront construites chaque année autour du dialogue sectoriel et du processus budgétaire. Les sections ci-après visent à présenter les principales et grandes actions qui seront réalisées, tout en respectant la possibilité d'ajustements et de réorientations au fil de l'exécution du programme.

3.3.1. Gestion des ressources humaines enseignantes

Situation

Une politique nationale de la profession enseignante élaborée en 2019 n'a pas été validée faute de concertation. La réactualisation de ce document, qui inclura entre autres une étude diagnostique et une analyse des défis de la question enseignante et sera assortie d'un modèle de simulation financière et d'un plan d'action, est en cours avec un appui de l'UNESCO sur financement de la 1^{ère} phase du BAS/FCE. Conformément aux normes et standards appliqués par l'UNESCO, la politique proposera une vision holistique de la profession et des mesures en termes de recrutement, de formation initiale, d'affectation, de développement professionnel continu, de salaires, de perspectives d'évolution de carrière, ainsi que sur les conditions de travail des enseignants. Dans l'attente de la finalisation et de l'adoption de cette politique par le Gouvernement, le programme cible la procédure de recrutement des enseignants et l'évolution de leur carrière.

Entre 2015-16 et 2022-23, le nombre d'enseignants est passé de 24 744 à 32 213 dans le cycle primaire (public et communautaire ; soit une augmentation de 7 469 enseignants) et de 9 863 à 10 639 dans le cycle secondaire (public ; soit une augmentation de 776 enseignants). Bien que ces chiffres montrent une progression des effectifs d'enseignants, il ressort un gap par rapport aux besoins³⁴, qui étaient estimés, pour la même période, à environ 18 400 enseignants dans le primaire et 12 100 enseignants dans le secondaire³⁵. L'augmentation du nombre d'enseignants est essentiellement tirée par les derniers recrutements (depuis 2019) de contractuels rémunérés par les collectivités locales et les communautés (y compris pour des écoles publiques) ce qui montre que cette progression n'est pas systématiquement

³³. Les zones / sous-préfectures considérées comme « prioritaires » sont celles où la couverture scolaire est la plus faible. Cette question est détaillée dans la partie 3.2.5. Amélioration des conditions de scolarisation dans les zones prioritaires.

³⁴. Besoins estimés dans le modèle de simulation financière en éducation réalisé en octobre 2019.

³⁵. Ils ont toutefois permis d'améliorer les modalités d'encadrement des élèves : le ratio moyen élèves / maître (REM) est passé, entre 2015 et 2022, de 52 à 46 dans le primaire public et de 41 à 31 dans l'enseignement secondaire public. Ceci peut paraître surprenant, eu égard au gap entre le nombre « réel » d'enseignants et les besoins en enseignants estimés dans le modèle de simulation, mais cela s'explique par le fait que le nombre d'élèves actuellement scolarisés dans le secondaire public est nettement plus faible que les projections réalisées dans le modèle de simulation.

liée aux recrutements dans la fonction publique. Cela pose un certain nombre de difficultés, tant pour les enseignants (retards de salaires, précarité) que pour le système éducatif, entre autres sur la qualification³⁶ et le niveau de compétences de ces enseignants. Ce point sera abordé dans la section suivante.

Depuis 2019, les concours de recrutement du personnel enseignant pour la fonction publique d'État sont organisés au niveau déconcentré³⁷. Pour accompagner ce processus, un guide méthodologique sur l'organisation de ces concours, ainsi qu'un renforcement des capacités des personnels des DPE, ont été conduits en 2022 dans le cadre des activités du PRÉPEF³⁸. De plus, une loi a été promulguée en 2022 pour mettre en place un statut de fonctionnaire des collectivités locales³⁹, qui concerne aussi les enseignants. Un processus d'intégration d'un certain nombre d'enseignants contractuels dans la fonction publique locale est d'ailleurs en cours⁴⁰. Si le recrutement déconcentré des enseignants pourrait permettre une allocation plus équitable de ses personnels en fonction du nombre d'élèves dans les écoles, cette question se posera toujours au moment des arbitrages pour l'allocation des budgets aux collectivités locales. La question de la mutation de ces enseignants de la fonction publique locale est d'ailleurs toujours en suspens. Pour les enseignants fonctionnaires de l'État, les mutations reposent sur un système de barème (depuis 2001), qui s'avère assez inopérant voire opaque⁴¹. De façon générale, le MEPUA s'est engagé dans un processus de digitalisation de ses services⁴², et de son système de gestion des ressources humaines (basé sur l'expérience du MIRADOR au Sénégal ; sur financement du BAS/FCE phase 1).

La non-validation et la non-opérationnalisation de la Politique nationale de la question enseignante, le niveau de salaire (de l'ordre de 2,5 % du PIB / habitant en 2017⁴³), l'absence de recrutement dans la fonction publique d'État, le manque de perspectives de carrière ou encore les conditions d'enseignements difficiles contribuent à rendre le métier d'enseignant peu attractif, notamment pour les femmes. Ces dernières sont de moins en moins nombreuses à mesure qu'on progresse dans le système éducatif. En 2021, les enseignantes représentaient, dans

³⁶. Les enseignants dits « qualifiés » sont les diplômés des Écoles Normales d'Instituteurs (ENI), de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG) ou de toute autre formation équivalente (du secteur privé ou du secteur public d'autres pays). La question de la non-qualification des enseignants ne se pose pas seulement pour les contractuels, dans la mesure où depuis 2010, les concours de recrutement des enseignants dans la fonction publique sont ouverts à tous les titulaires d'un diplôme académique.

³⁷. Arrêté conjoint A/2019/1597/MFPREMA/MENA/MB portant déconcentration des concours de recrutement du personnel enseignant du Ministère en charge de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Notons que ce système n'a cependant pas encore été mis en place, car il n'y a pas eu de concours d'entrée dans la fonction publique pour les enseignants depuis 2017.

³⁸. PRÉPEF (2022), Renforcement des capacités du personnel des inspections régionales et préfectorales pour mettre en œuvre le recrutement déconcentré des enseignants.

³⁹. Loi L/2022/0017/CNT portant statut des fonctionnaires des collectivités locales.

⁴⁰. L'indicateur déclencheur de la part complémentaire de ce financement porte sur ce processus.

⁴¹. Poisson M. (2021), Cartographie des risques de corruption dans le secteur de l'éducation en Guinée, IIP-UNESCO.

⁴². Cambridge Education (2021), Informatisation, digitalisation et dématérialisation de la gestion administrative et pédagogique du MEPUA (rapport de démarrage, rapport d'analyse de l'existant, feuille de route et rapport final d'activité) ; lancement du Système Intégré de Gestion de l'Éducation (SIGEGUI ; <https://sigegui.mepua.gov.gn>) en 2023, mais pas encore fonctionnel.

⁴³. Le GPE recommande plutôt un niveau de 4 % du PIB/habitant.

l'enseignement public, 64 % des éducateurs du préscolaire, 37 % des enseignants du primaire et 9 % des enseignants du secondaire.

Objectifs

- Renforcer les capacités des acteurs à tous les niveaux sur le processus de recrutement des enseignants ;
- Améliorer les perspectives d'évolution de carrière des enseignants, en amorçant un travail de réflexion sur les critères de promotion et d'avancement dans la carrière (à l'ancienneté et/ou au mérite ; en lien avec l'évaluation et la formation continue, la mobilité professionnelle, etc.), tout en prenant en compte la soutenabilité budgétaire ;
- Améliorer l'attractivité du métier pour les enseignantes.

Actions principales visées

- ⇒ Un appui à la production d'un **guide méthodologique sur le processus de recrutement des enseignants** sera mobilisé pour améliorer (i) l'identification des besoins annuels de recrutement d'enseignants et (ii) l'allocation des enseignants aux écoles. Ce guide devrait définir les différentes étapes du processus de recrutement, en précisant pour chacune les rôles et responsabilités des acteurs aux différents niveaux du système, les mécanismes de coordination entre les acteurs et de décision ou encore les délais à respecter. Une **campagne d'information et de communication sur le processus de recrutement des enseignants**, basée sur le guide méthodologique, pourrait être lancée de façon conjointe par le MEPUA, le MATD, le MTFP, le MEF et le MB. Elle ciblerait l'ensemble des acteurs concernés par le processus de recrutement des enseignants (IRE, Gouvernorats ; DPE, préfets ; DSEE, sous-préfectures/communes ; ENI et ISSEG ; société civile et syndicats).
- ⇒ La **poursuite du processus de digitalisation du système de gestion des ressources humaines des enseignants** s'inscrira dans la continuité des activités initiées et selon les étapes déjà mises en œuvre. Cela pourra consister à (i) assurer la migration des données du Fichier Unique de Gestion Administrative et de la Solde (FUGAS, application développée par le Ministère du Travail et de la Fonction Publique - MTFP) vers l'application (du type MIRADOR au Sénégal), (ii) identifier et acquérir les équipements nécessaires, (iii) assurer la formation et/ou l'information des personnels des IRE, des DPE/DCE, des DSEE, des syndicats et des enseignants, à l'utilisation de l'application. Cette action nécessite que l'État adopte un texte reconnaissant le système digitalisé de mutation des enseignants, prenne en charge les équipements informatiques et organise une campagne d'information des enseignants. Aux coûts induits par ce processus, s'ajoutent, parmi les risques, le possible manque d'adhésion des administrateurs scolaires sur le principe et des syndicats sur le processus.
- ⇒ Un **appui technique pour la conception et la modélisation d'un système de revalorisation**, en lien avec le système de barème, permettra d'engager une réflexion sur les perspectives d'évolution des carrières des enseignants. Ce travail

sera mené par une équipe technique pilotée par l'IGE, comprenant la DRH du MEPUA, les directions de cycle, des représentants des ENI et de l'ISSEG, des représentants des IRE et des DPE, des représentants du MTFP, du MB et MATD, des représentants des syndicats d'enseignants et la société civile active en éducation.

- ⇒ Pour améliorer la représentation des femmes parmi les enseignants et les directeurs d'établissements scolaires, le MEPUA s'est engagé, avec un financement de l'UNICEF, dans un projet de recherche appelé *Women in Learning Leadership - Advancing Gender-Responsive Education using Evidence* (WILL-AGREE). Ce projet, mené de façon conjointe par l'IPE-UNESCO Dakar et UNICEF Innocenti, vise à étudier les défis liés à la représentation des femmes en éducation et à leur réussite, promouvoir une représentation plus équitable des femmes en éducation ; identifier et promouvoir les pratiques de gestion efficaces pour la réussite scolaire des enfants. Les résultats de cette recherche qui feront l'objet d'une dissémination en GSE seront utilisés pour cibler **des actions concrètes à mener dans le cadre de ce programme visant à favoriser le recrutement et l'évolution des carrières des femmes dans la profession enseignante et dans la direction des établissements scolaires.**

3.3.2. Réforme curriculaire et intrants pédagogiques

Situation

Sur le plan des contenus d'enseignement, les programmes en vigueur datent de 2007 pour le préscolaire, de 2000 pour le primaire et ont été rénovés en 2009 pour le collège et le lycée, et sont désormais obsolètes et trop théoriques⁴⁴. Une réforme curriculaire a donc été engagée, avec comme première étape l'élaboration d'un Cadre d'Orientation Curriculaire (COC)⁴⁵ par un comité technique coordonné par l'INRAP, avec l'accompagnement du BIE-UNESCO, et sa validation en septembre 2023.

Les nouvelles orientations curriculaires mettent l'accent sur le développement de l'éducation inclusive, avec une attention particulière accordée au genre, l'ancrage du curriculum aux réalités locales, nationales, régionales et internationales, l'éducation au civisme, à la paix et au vivre ensemble, la diversification des filières, l'introduction des langues nationales dans le système éducatif ou encore l'éducation à l'entrepreneuriat. La méthode adoptée est l'approche par les compétences (APC) revisitée pour prendre en compte le contexte guinéen. Cette adaptation repose sur la simplification de sa terminologie, l'explicitation pratique de ses fondements, son opérationnalisation à l'aide d'activités pratiques et son articulation aux méthodes d'enseignement de chaque discipline. Le métier d'enseignant évolue vers une plus grande polyvalence, avec d'une part, des enseignants formés pour enseigner tant au préscolaire qu'au primaire, et d'autre part, des enseignants du secondaire formés dans plusieurs

⁴⁴. INRAP (2023), Étude diagnostic des programmes d'enseignement en vigueur.

⁴⁵. MEPUA / INRAP (2023), Cadre d'orientation curriculaire pour les apprentissages et la professionnalisation des enseignants pour les cycles fondamental, secondaire et non formel.

disciplines. Pour chaque niveau d'enseignement, le cadre d'orientation curriculaire formalise : (i) son organisation (ii) ses finalités, (iii) le profil de sortie et (iv) les domaines d'enseignement.

Le COC est assorti d'une stratégie de mise en œuvre, qui prévoit la révision des programmes scolaires, l'élaboration de nouveaux manuels scolaires basés sur les nouveaux programmes et la formation des enseignants et de leurs formateurs. La première étape de la mise en œuvre (en cours sur les ressources du BAS/FCE) porte sur l'écriture des programmes du CP et leur mise à l'essai ; les suivantes concerneront tout le cycle primaire.

Sur le plan des ressources pédagogiques, les manuels scolaires ont un impact significatif et positif sur les apprentissages des élèves au primaire (évaluation nationale, 2017 ; PASEC, 2019). Ils ne sont cependant pas disponibles en nombre suffisant dans les établissements scolaires publics. En 2022-2023, le ratio manuel / élève dans le primaire public s'élevait à 0,46 pour le manuel de français (soit près d'un manuel pour deux élèves), à 0,54 pour celui de mathématiques et à 0,54 pour celui des sciences d'observation (avec de fortes disparités selon les classes et les écoles). Toujours pour l'enseignement public, le ratio moyen manuels / élève est de 2,2 au collège, alors que les élèves devraient avoir des manuels dans 5 disciplines, et de 1,5 au lycée, alors qu'ils devraient en avoir dans 7 disciplines⁴⁶. Pour améliorer la dotation des élèves en manuels, des acquisitions et des distributions ont été réalisées sur le financement actuel du BAS/FCE (au primaire et au collège), par la Banque Mondiale à travers le projet SWEDD (français et mathématiques au collège) ou encore par la KfW avec son agence d'exécution Plan International Guinée (au primaire dans les préfectures de Kissidougou, de Dalaba et de Pita), mais les besoins restent encore très importants.

Objectifs

- **Accompagner la poursuite de la mise en œuvre de la réforme curriculaire dans la lignée du COC et incluant les enjeux de genre.** Sous réserve de l'avancée des étapes précédentes (et notamment de la définition des programmes de CP et CE), il s'agira entre autres de :
 - L'écriture des nouveaux manuels de CP et de CE (dépourvus de stéréotypes de genre) sur la base des nouveaux programmes;
 - La formation des enseignants du primaire aux nouveaux programmes de CP et CE et à l'utilisation des manuels ;
 - L'écriture des nouveaux programmes de CM.
- **Améliorer la dotation des élèves du primaire en manuels de français et de mathématiques.**

⁴⁶. Ces chiffres sont sujets à caution et sont donc fournis à titre indicatif. Une enquête sur la disponibilité des manuels dans les écoles primaires du pays (financée par les fonds de supervision du GPE) est en cours pour identifier les besoins.

Actions principales visées

- ⇒ L'**écriture des nouveaux manuels de CP et de CE** sera réalisée sur la base des nouveaux programmes, avec une attention particulière à l'élimination des stéréotypes de genre. L'équipe de rédacteurs devra être diversifiée, incluant des femmes et des hommes. Des consultations avec des experts en genre seront prévues en amont pour fournir des recommandations et en aval pour effectuer une relecture critique.
- ⇒ Une fois les programmes scolaires définis et les manuels élaborés, **des sessions de formation des enseignants du primaire aux nouveaux programmes et à l'utilisation des nouveaux manuels de CP et CE** seront organisées dans les DPE/DCE, CFC et DSEE.
- ⇒ En parallèle, **l'écriture des nouveaux programmes pour le CM se poursuivra, en intégrant des stratégies permettant d'assurer que ces nouveaux programmes promeuvent l'égalité de genre** (formation des rédacteurs, inclusion d'experts genre, vérification des thèmes des contenus, inclusion de modèles positifs pour les filles et les garçons, mécanisme de relecture des programmes...).

L'INRAP sera chargé d'assurer le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de la réforme curriculaire. Il sera accompagné par le BIE, qui veillera notamment à intégrer les questions et enjeux liés à l'égalité des genres dans les nouveaux programmes et les nouveaux manuels, en mobilisant une expertise spécifique sur ces questions.

- ⇒ Dans la mesure où de nouveaux manuels doivent être élaborés, imprimés et distribués, **une réflexion pourra être amorcée pour améliorer la chaîne du livre**. L'impression des manuels étant aujourd'hui confiée à des entreprises privées dans le pays ou à l'étranger, cela pose des questions sur les coûts, la maîtrise des délais de production et le contrôle qualité. Dans ce contexte, il semble pertinent de réaliser un **état des lieux de l'imprimerie de l'Éducation de Conakry (IDEC)**, de son modèle économique et d'un plan d'action budgétisé pour sa remise en route afin de confirmer l'intérêt et la faisabilité de cette approche. Des premières discussions seront aussi amorcées sur une future **politique nationale du manuel scolaire**, pour rendre les manuels scolaires plus accessibles et fixer les rôles et responsabilités des différents acteurs de la chaîne du livre scolaire.
- ⇒ En parallèle à la réforme curriculaire, un lot important de **manuels scolaires** (ceux en vigueur) **de français et de mathématiques au primaire seront imprimés et distribués** (à minima 400 000 manuels). Le ciblage des écoles se basera sur les résultats de l'enquête en cours de réalisation sur la disponibilité des manuels dans les écoles primaires du pays (financée par les fonds de supervision du GPE). La passation des marchés sera réalisée par les services centraux du MEPUA.

3.3.3. Formation initiale et continue des enseignants, et encadrement pédagogique

Situation

D'après l'enquête du PASEC de 2019, les niveaux de compétences des enseignants en compréhension de l'écrit et en mathématiques, ainsi qu'en didactique, sont en moyenne faibles (et même parmi les plus faibles des pays participant au PASEC) et assez hétérogènes. Ainsi, seuls 31 % des enseignants atteignent le niveau le plus élevé de l'échelle de compétences en compréhension de l'écrit (contre 52 % en moyenne dans les pays du PASEC) et 12 % en mathématiques (contre 32 % en moyenne). Une proportion significative d'enseignants rencontre des difficultés dans la maîtrise des contenus qu'ils doivent enseigner et davantage encore pour les enseigner aux élèves. Il ressort aussi de l'enquête que les enseignants ayant suivi une formation universitaire ont en moyenne un niveau de compétences en compréhension de l'écrit bien plus élevé (au sens statistique du terme) que leurs homologues sortant de l'enseignement secondaire, mais qu'il n'y a aucune différence significative en mathématiques. Enfin, le niveau des compétences des enseignants ne varie pas selon qu'ils aient ou non bénéficié d'une formation en cours d'emploi (dans les deux années précédant l'enquête ; c'est le cas de 69 % des enseignants de l'échantillon).

Ces résultats soulèvent tout d'abord la question du niveau de qualification auquel les enseignants sont recrutés. L'ouverture (à partir de 2010) du concours de la fonction publique d'État pour recruter des enseignants à toute personne titulaire du diplôme académique exigé pour le niveau d'enseignement (et non plus seulement aux titulaires d'un diplôme professionnel), ainsi que le recours à des enseignants contractuels et à des vacataires ont conduit à ce que certains enseignants n'aient pas le niveau d'études académiques et/ou le niveau de formation professionnelle attendus pour enseigner.

Le faible niveau moyen de compétences des enseignants interroge également le volume et/ou la qualité de la formation initiale et continue, ainsi que le suivi pédagogique dont ils bénéficient. La majorité des enseignants du public sont qualifiés : 88 % des enseignants du primaire sont diplômés des Écoles Normales d'Instituteurs (ENI), de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG) ou de toute autre formation équivalente (du secteur privé ou du secteur public d'autres pays) et 70 % des enseignants du secondaire sont diplômés de l'ISSEG et/ou d'une École Normale Secondaire (BSD, 2022). Les difficultés des enseignants établies dans l'enquête PASEC 2019 touchent donc aussi des enseignants qualifiés ; difficultés, qui ne sont compensées ni par la formation continue ni par l'encadrement pédagogique, tels qu'ils étaient organisés au moment de l'enquête.

La formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire est assurée par les 10 Écoles Normales d'Instituteurs (ENI - dont trois qui forment les éducateurs du préscolaire), qui relèvent du METFPE. La formation initiale des professeurs du secondaire, du personnel d'encadrement, ainsi que des professeurs des ENI, est

assurée par l'ISSEG, qui relève du MESRSI. L'orientation dans une ENI et à l'ISSEG se fait à partir de la Plateforme GUPOL - Guinée Université Plateforme d'Orientation en Ligne. Plusieurs critères sont pris en compte pour orienter les futurs étudiants, dont la note moyenne obtenue au baccalauréat, avec des seuils pour l'accès à certaines formations⁴⁷. La note permettant d'accéder à l'ISSEG étant fixée à 12/20 depuis la session 2023-2024 (contre 11/20 auparavant), les formations aux métiers de l'enseignement n'accueillent pas les meilleurs bacheliers. S'il existe une parité hommes / femmes parmi les étudiants des ENI, les étudiantes sont bien moins nombreuses à l'ISSEG. Elles ne représentaient que 36 % des étudiants et 29 % des diplômés en 2022. Par ailleurs, les constats du dernier RESEN soulignaient que les formations dispensées dans ces institutions manquaient de professeurs ou de formateurs de formateurs qualifiés, entre autres car l'ISSEG a interrompu la formation des enseignants entre 2015 et 2022. Depuis, le METFPE a beaucoup investi, avec les ressources du BAS/FCE, dans la formation des formateurs des ENI en charge de l'encadrement des futurs éducateurs du préscolaire et enseignants du primaire. De nombreux professeurs, maîtres formateurs, conseillers pédagogiques, inspecteurs ont été formés ou sont en cours de formation. Une première cohorte de 200 conseillers pédagogiques, maîtres formateurs (CPFM), 165 professeurs d'école normale (PEN) et 70 inspecteurs a pu intégrer l'ISSEG en 2023 dans un cursus de formation de deux ans. Les ENI ont aussi bénéficié de travaux d'infrastructures, de rénovation, de dotations en matériels didactiques et d'équipements, avec la perspective de la généralisation de la formation des éducateurs du préscolaire.

La formation continue des enseignants est assurée par le MEPUA. Le fonctionnement actuel se caractérise par l'absence de feuille de route et par une multiplicité d'interventions, dont celles des PTF (BAS/FCE, PréPEF, APPRENDRE, SWEDD, PEB, FIER, IFADEM, etc.), sans réel suivi. Fort de ce constat, le MEPUA est en train de mettre en place un dispositif rénové de formation continue de proximité. En 2023, une Direction Nationale de la Formation Continue du Personnel Enseignant a été créée⁴⁸. Un comité national de pilotage du dispositif de formation continue a été mis en place (et a tenu depuis plusieurs sessions). Un document de politique de la formation continue des enseignants a été élaboré et validé⁴⁹. Si le dispositif de formation est en cours de conception avec l'appui d'une expertise internationale recrutée en 2024, il repose sur des Cellules de Formation Continue de Proximité installées auprès des IRE et des DPE. Quatre Centres de Formation Continue (CFC) régionaux sont en cours de rénovation et d'équipement (et les quatre autres devraient l'être sous peu). Des formateurs régionaux, sélectionnés sur la base d'un test, sont actuellement formés par l'ISSEG dans le domaine des sciences et par l'Institut Français de Guinée (IFG) en français, avec un financement du BAS/FCE.

L'encadrement pédagogique des enseignants, c'est-à-dire l'appui-conseil et le contrôle, se déroule dans des conditions difficiles, notamment en milieu rural. Dans

⁴⁷. Il faut par exemple avoir obtenu au minimum 14/20 pour pouvoir être orienté en sciences médicales à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry

⁴⁸. Décret D/2023/0042/PRG/CNRD/SGG portant attributions, organisation et fonctionnement du service national de la formation continue du personnel enseignant.

⁴⁹. MEPUA (2023), Politique nationale de la Formation Continue des Enseignants.

le primaire, chaque délégué scolaire doit suivre plus de 110 enseignants (on ne connaît pas ce chiffre pour le secondaire, où les enseignants sont suivis par des animateurs pédagogiques), sans disposer de moyens suffisants. Si les DSEE ont par endroit bénéficié de l'appui ponctuel des projets des PTF, dans l'ensemble elles demeurent sous-financées par le BND et les ressources extérieures. Bien que dotées en personnels, leurs capacités d'action sont très limitées.

Objectifs

Renforcer la professionnalisation des enseignants par :

- **L'amélioration de la formation initiale des enseignants**, avec la mise à jour du curriculum de formation initiale des ENI, et le renforcement de la prise en compte des enjeux d'égalité de genre et d'inclusion dans les programmes de formation des enseignants des ENI.
- **Le développement de la formation continue des enseignants, en ciblant :**
 - L'amélioration du niveau de compétences des enseignants du primaire, en didactique des matières fondamentales, français et mathématiques (notamment pour les premiers apprentissages – classe de CP), et en évaluation des apprentissages ;
 - Le renforcement des compétences des enseignants du premier cycle du secondaire en didactique du français et des sciences ;
 - Le renforcement des capacités en ressources humaines et moyens de fonctionnement de toutes les structures déconcentrées de formation continue : IRE, DPE/DCE, CFP, DSEEE ;
 - La sensibilisation des enseignants sur les enjeux de genre, d'inclusion, d'entrepreneuriat, et de développement durable – en lien avec le COC.
- **Le renforcement du suivi pédagogique des enseignants** en dotant les DSEE de moyens pour travailler. Elles offrent un maillage territorial suffisant pour faire levier sur les enseignements dans la salle de classe à travers les Directeurs d'écoles.

Actions principales visées

Sur la formation initiale des enseignants :

- ⇒ Pour attirer les meilleurs bacheliers vers les ENI et à l'ISSEG, une **communication sociale sur le métier d'enseignant** (spots publicitaires à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux) pourrait être organisée à destination des élèves du lycée. Il sera important que cette communication s'adresse également aux filles de manière spécifique. La définition de la stratégie et des outils sera pilotée par la DNFPPE et la mise en place de la campagne par les services de communication du METFPE et du MEPUA.
- ⇒ En parallèle à la communication sociale sur le métier d'enseignant, les services efficaces d'orientation et de conseil pour aider les lycéens dans leur parcours académique et professionnel seront mis en place. Ces services d'orientation et

de conseil seront basés dans les ENI et travailleront de concert avec leurs homologues des lycées, qui seront également renforcés.

- ⇒ Dans le cadre de la réforme curriculaire, et à la suite de la révision des programmes scolaires du primaire, **le curriculum de la formation initiale des enseignants polyvalents du préscolaire et du primaire sera révisé**. Les **formateurs des ENI seront** ensuite **formés** par une équipe de la DNFPPE et de l'ISSEG, **aux nouveaux programmes scolaires du primaire**, ainsi qu'au nouveau curriculum de la formation initiale des enseignants polyvalents du primaire. Ce curriculum devra inclure des modules spécifiques sur l'égalité de genre, abordant des thèmes tels que les implications des enjeux de genre dans le contexte éducatif, la pédagogie inclusive, les stéréotypes de genre, la violence basée sur le genre, les stratégies pour créer un environnement scolaire sûr, les rôles modèles, l'autonomisation des filles, la collaboration avec les parents et la communauté dans la promotion de l'éducation des filles. De plus, un accent particulier sera mis sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement, ainsi que l'utilisation des méthodes pédagogiques innovantes et interactives.

Sur la formation continue des enseignants :

- ⇒ Pour conforter le dispositif rénové de formation continue de proximité, **des textes juridiques** qui préciseront les modalités d'organisation, de financement, de certification et de reconnaissance des formations continues des enseignants seront préparés par l'IGE. Par ailleurs, la **conception d'un outil de suivi digital des activités de formation continue des enseignants** permettra de collecter et de traiter les données issues des activités de formation continue dispensées sur l'ensemble du territoire national au bénéfice des enseignants.
- ⇒ Des **modules de formation continue standards seront conçus** au niveau central **et déployés sur l'ensemble du territoire national à travers les CFC, les DPE/DCE et les DSEE** sur les thématiques suivantes :
- . L'évaluation des apprentissages, la didactique des matières fondamentales (français et mathématiques) pour les premiers apprentissages (CP) et la fabrication et l'utilisation de matériel didactique et ludique pour les enseignants du primaire ;
 - . La didactique du français et des sciences pour les enseignants du premier cycle du secondaire ;
Les enjeux d'égalité de genre, d'inclusion. Ces enjeux intégreront de façon transversale les autres modules, et un module dédié sera élaboré pour aborder les pratiques d'enseignement efficaces, sensibles au genre et inclusives.
- ⇒ **En parallèle, un guide ou mode opératoire** définissant l'approche hybride qui sera retenue pour la formation continue **(avec une attention sur les questions de coût/efficacité) sera conçu**. Les enseignants du primaire seront **ensuite** formés,

par les cellules de formation continue des IRE et les DSEE, **sur les thématiques définies plus haut selon l'approche hybride retenue.**

- ⇒ Des **délégations de crédits** seront accordées aux 8 centres régionaux et aux 55 centres préfectoraux/communaux de formation continue, pour assurer cette formation et le suivi de proximité sur les thématiques définies, avec un cadrage du nombre de jour / homme de formation à réaliser chaque année. Des dotations seront octroyées à toutes les DSEE, via l'ANAFIC et les communes, pour assurer le suivi et le conseil pédagogique post formation continue et conduire les actions de remédiations (cf. partie 3.3 Orientations pour l'approfondissement de la déconcentration et de la décentralisation).
- ⇒ Enfin, la **redynamisation des groupes techniques et des journées d'animation pédagogique dans l'enseignement secondaire, pilotée par la DNESGT**, via la formation des chefs de groupe sur la base d'un module déjà élaboré et par des formateurs régionaux déjà formés, permettra de créer des espaces d'échanges et de partage entre enseignants des bonnes pratiques.

Sur le suivi pédagogique des enseignants :

- ⇒ Sur la base d'un diagnostic de la situation de l'encadrement, les directions de cycle (DNEF, DNESGT) accompagnées de l'IGE seront chargées de **l'élaboration de textes juridiques**, qui préciseront les rôles et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans l'exercice d'encadrement et qui définiront le cadre organique sanctionnant l'exercice (poste, profil et nombre).
- ⇒ L'encadrement pédagogique sera standardisé sur la base d'un **paquet minimum d'activités courantes et récurrentes à délivrer par les DSEE auprès des enseignants dans les écoles**. Une **ingénierie didactique** sera mobilisée en amont pour fixer les contenus prioritaires des activités et un calendrier annuel, que les structures déconcentrées (IRE, DPE-DCE/DSEE) dérouleront selon le principe de subsidiarité. Ces priorités seront exprimées en termes de discipline, de méthode pédagogique à promouvoir, d'approche à maîtriser par les CPMF, de supports didactiques et pédagogiques à distribuer aux enseignants.
- ⇒ Un **renforcement des capacités des encadreurs pédagogiques** (formateurs de CFC et chargés d'inspection des DPE/DCE et des IRE) **en ingénierie didactique** sera organisé. Des modules de formation en ingénierie didactique (mathématiques et français pour le primaire, et sciences (mathématiques, physique-chimie, SVT) et français pour le secondaire) et un guide d'utilisation seront élaborés par le SNFCPE du MEPUA, la DNFPPE du METFPE et l'ISSEG. La formation sera ensuite assurée par structure déconcentrée (IRE, DPE-DCE et DSEE). Une plate-forme sera mise en place, avec l'appui d'une expertise, pour assurer le suivi de l'encadrement pédagogique. Le SNFCPE sera chargé du pilotage, du suivi et de la mise en œuvre des formations accompagné par l'IGE, la DRH, la DNFPPE et l'ISSEG.

- ⇒ En plus des dotations courantes de fonctionnement via l'ANAFIC et les communes, les DSEE recevront des **motos et des équipements informatiques** (cf. partie 3.3.1 sur les appuis aux DSEE). Le ciblage de ces ressources tiendra compte des autres appuis récents et/ou en cours accordés aux DSEE⁵⁰. D'autres PTF pourront équiper les DPE et les IRE, afin de permettre à toute la chaîne des structures déconcentrées du MEPUA de fonctionner.

3.3.4. Amélioration des conditions de scolarisation par la construction, l'équipement et la réhabilitation d'écoles

Situation

Si de nouvelles infrastructures scolaires ont été construites entre 2020 et 2023 (notamment avec les appuis de Plan Guinée/KFW et de ChildFund, et sur le fonds national de développement local et le budget de l'État) et d'autres sont en cours de réalisation sur le Fonds commun, par le PRéPEF (classes préprimaires) ou encore par Plan Guinée/KFW, leur nombre est resté largement en deçà des prévisions du modèle de simulation sur la période⁵¹.

Concernant le FCE, les difficultés suivantes peuvent expliquer les retards pris dans les réalisations :

- . Une maîtrise d'ouvrage défaillante. Initialement, il était prévu d'exécuter la quasi-totalité des financements selon cette modalité en mobilisant le Service National des Infrastructures et Équipements Scolaires (SNIES), entité relevant du MEPUA. Cependant, après trois années écoulées, le SNIES n'a pas été en mesure de passer les marchés pour construire, équiper et réhabiliter les salles de classe. Aucun marché de travaux n'a pu être attribué entre 2021 et 2023. Par exemple, le marché de réhabilitation des collèges, inscrit dans le PPM de 2021, est encore au stade d'élaboration du DAO. Cette contre-performance s'explique par des capacités limitées du SNIES à préparer les dossiers techniques de qualité devant alimenter le processus de passation de marchés, mais aussi par le retard significatif dans la délivrance des ANO par les PTF sur les DAO et rapports d'évaluation des offres (notamment entre 2021 et 2023), ainsi que par la centralisation et la réalisation en interne des nombreuses études préparatoires aux projets d'investissement. Ces études sont principalement menées par les techniciens et ingénieurs du SNIES, assistés parfois de leurs homologues dans les antennes régionales mais souvent non suivies de phase terrain. Mais cela demande beaucoup de temps, entre autres à cause des rigidités budgétaires (le SNIES n'ayant pas d'autonomie) ou d'une mauvaise planification. Les engagements pour le défraiement des personnels en mission sont faits par la DAF du MEPUA.
- . Une absence de régulation de la contre-performance de la maîtrise d'ouvrage. Face au retard et au cumul des marchés non exécutés, peu de décisions ont été

⁵⁰. Des dotations ont été effectuées sur le BND au profit de DSEE (72 motos). De plus, des acquisitions sont en cours pour les 50 sous-préfectures prioritaires et les cellules de formation continue sur l'actuel BAS/FCE (Phase I).

⁵¹. Près de 1389 nouvelles salles de classe à construire par an, 232 salles à réhabiliter par an, et 178 salles de classe à remplacer par an.

prises pour trouver des solutions pratiques. Année après année, les crédits ont été reportés formant une « bulle budgétaire » sur le FCE, dont la résorption en 2024 reste un défi. Des alternatives sont en cours de discussion, telles que la maîtrise d'ouvrage déléguée à des agences d'exécution, y compris des ONG internationales ayant une expérience probante dans le domaine des infrastructures éducatives.

- . En ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage des communes, les négociations sur le transfert des ressources aux communes via l'ANAFIC ont été lentes, les échanges techniques sur les modalités de transfert nombreux pour arriver aux décisions finales. Ce n'est qu'au premier trimestre de l'année 2023 que le financement par le MEPUA de l'ANAFIC a été effectif. Dans un délai raisonnable de 4 à 5 mois, 32 sur 35 marchés d'investissements ont été passés et attribués par les communes avec l'appui des ingénieurs conseils recrutés par les communes avec le soutien de l'Agence.

Or, des besoins massifs en termes de construction et de réhabilitation d'infrastructures scolaires persistent, comme en témoigne le dernier état des lieux des infrastructures et équipements scolaires présenté en mars 2022, qui révèle entre autres les chiffres suivants :

- . 1 080 écoles publiques « hangars », dont 1 066 au niveau primaire ;
- . 2 058 écoles et établissements sans latrines ;
- . 5 710 écoles et établissements sans point d'eau ;
- . Plusieurs chantiers de construction d'écoles inachevés depuis plusieurs années.

De plus, le modèle de simulation économique et financière de l'éducation, élaboré dans le cadre du ProDEG en 2018, indique un besoin annuel moyen d'environ 1 780 nouvelles salles de classes équipées et 230 salles de classe à réhabiliter et à équiper ; des besoins que les appuis actuels sont loin de couvrir. En conséquence, de nombreux élèves étudient dans des salles de classe surchargées, construites avec des matériaux précaires et/ou de mauvaise qualité, et où les conditions minimales d'hygiène ne sont pas réunies – des conditions qui ont un impact direct sur les apprentissages, l'assiduité et la poursuite de la scolarisation. Ce défi de l'amélioration de l'environnement scolaire est d'autant plus grand que le ProDEG prévoit 2 617 357 élèves dans les écoles primaires en 2029 (contre 2 208 723 aujourd'hui).

Objectifs

Améliorer l'environnement scolaire et les conditions d'apprentissage des élèves par **la construction et/ou la réhabilitation et l'équipement de nouvelles écoles primaires en zone rurale** garantissant :

- Les commodités attendues en termes de services d'eau-assainissement-hygiène contribuant à favoriser la fréquentation scolaire, la dignité et l'égalité de genre,
- Les fonctionnalités minimales nécessaires pour répondre aux objectifs pédagogiques et éducatifs assignés au primaire,
- Des logements enseignants pour rendre plus attractif le métier, améliorer leur qualité de vie et réduire leurs absences.

Le ciblage portera en priorité sur :

- Le remplacement d'écoles « hangars » ayant rempli leur objectif, en matériaux temporaires ou précaires ;
- La construction d'écoles primaires complètes dans des communes dépourvues d'écoles et où la demande d'éducation est soutenue.

Ces investissements auront une triple perspective : (i) améliorer l'accès dans les zones rurales et réduire les inégalités entre les zones urbaines et rurales en matière d'éducation, (ii) améliorer la rétention des élèves dans l'enseignement élémentaire par des infrastructures scolaires, avec les commodités d'hygiène requises et les enseignants nécessaires, et (iii) améliorer la qualité des enseignements et les conditions d'accueil des élèves en réduisant les classes à effectifs pléthoriques.

Actions principales visées

- ⇒ Une **actualisation des plans types** devra d'abord être effectuée pour i) rechercher des optimisations permettant d'avoir un coût de construction plus soutenable au vu des besoins, et ii) renforcer la prise en compte des normes de genre (pour les latrines notamment) et les normes d'inclusion pour les personnes en situation d'handicap et iii) améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.
- ⇒ **La construction, la réhabilitation et l'équipement des écoles (environ une quarantaine) se fera sur la base d'un paquet minimum⁵² et mobilisera un mixe de maîtrises d'ouvrage**, pour garantir la réalisation des investissements dans les délais et limiter les risques de contre-performance. Trois modalités seront utilisées concomitamment :
 - **La maîtrise d'ouvrage décentralisée aux communes** sera la première modalité à privilégier. L'ANAFIC assurera comme par le passé et selon les mêmes modalités et conditions de financement fixées dans le manuel de procédures du BAS/FCE et dans la convention cadre, le transfert des ressources aux communes pour la construction et l'équipement des salles de classe. Les ingénieurs conseils, un par commune et par projet de construction, seront recrutés par l'ANAFIC pour conseiller les communes dans l'exercice de leurs fonctions de maître d'ouvrage, allant de la préparation des dossiers de marché jusqu'à la réception des ouvrages, assurant la supervision des entrepreneurs et des maîtres d'œuvre (ingénieurs conseil). 70% des financements transiteront par ce mécanisme décentralisé et relèveront de la responsabilité des collectivités territoriales.
 - **La délégation de travaux aux agences d'exécution (partenaires internationaux et/ou locaux)** sera la deuxième modalité à privilégier. Le MEPUA contractualisera des ONG internationales uniquement pour la construction des salles de classe. Il

⁵². Chaque école comprendra à minima une salle de pré primaire, 6 salles de classes, les blocs de latrines, un bureau et un magasin, et selon les besoins, des logements pour l'enseignant et pour le directeur. Une attention particulière sera accordée au choix du site d'implantation de l'école, afin de garantir sa connexion au réseau d'eau, ou à défaut de prévoir une solution alternative soutenable.

formalisera des accords de collaboration / coopération à cet effet, qui préciseront les localités ou sites concernés par ces investissements, la nature des ouvrages à réaliser, les spécifications techniques et modalités financières et de rapportage, les délais de réalisation, les règles de bonnes pratiques internationales. Il sera du ressort du MEPUA d'approcher les partenaires au développement, de préparer avec eux les cahiers des charges avec pour critères de sélection, des expériences probantes en matière de réalisation d'infrastructures scolaires, une connaissance des territoires ou des communes ciblées par le Ministère. Environ 15% à 20% du financement des infrastructures du programme sera alloué à cette modalité.

. **La maîtrise d'ouvrage directe exercée par le MEPUA via le SNIES** sera reconduite aux conditions suivantes :

- L'affectation claire d'une équipe de techniciens pour la préparation des dossiers de marché, le suivi de la passation, la supervision de l'exécution des contrats de travaux par les entrepreneurs, le contrôle des maîtres d'œuvre, la réception provisoire et définitive des ouvrages et des équipements ;
- La mise en place formelle d'une coordination ou pilotage opérationnels des fonctions de maîtrise d'œuvre au secteur privé. Un mécanisme de contrat cadre pluriannuel économiquement soutenable, pourra être recherché, permettant une concentration de bureaux d'étude et de ressources humaines suffisantes pour prendre en charge (i) toutes les études de préparation des avant-projets et projets d'investissement, (ii) l'appui conseil à la passation des marchés, (iii) la réception provisoire et définitive des ouvrages ;
- La possibilité au courant et au terme de l'année de réallouer les crédits d'investissement vers les deux premières modalités (communales et agences d'exécution) retenues dans le cas où les marchés tardent à être préparés, lancés et attribués. Le report des crédits ne sera plus systématique. Un examen de la maturité des dossiers sera réalisé au terme du chaque trimestre et année budgétaire ;

Un dialogue sera entretenu entre les partenaires du FCE et le MEPUA sur la performance des différentes modalités de d'exécution du volet infrastructures et équipements, leur comparaison périodique en termes de délai, de process et de qualité/coût des ouvrages. Des évaluations périodiques des capacités et de leurs évolutions devront être conduites durant le programme pour (i) structurer ce dialogue, aborder les sujets qui sont au centre du développement des capacités du SNIES, des communes et de l'ANAFIC, et (ii) prendre les mesures qui s'imposent pour leur développement et l'accélération des constructions scolaires.

Chaque acteur impliqué dans ce volet devra intégrer la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux, conformément au plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES) du ProDEG. Des **ateliers de vulgarisation des normes E&S** incluant l'efficacité énergétique des bâtiments

seront prévus au démarrage afin d'assurer leur prise en compte aux différentes étapes de l'identification des sites, aux marchés de travaux et missions de suivi.

⇒ **Un module de formation à la sensibilisation, à la maintenance, au nettoyage et à l'entretien des écoles** sera élaboré en associant les trois maîtrises d'ouvrage, et intégrées aux activités.

3.3.5. Amélioration des conditions de scolarisation dans les zones « prioritaires »

Situation

Les parcours scolaires des enfants, tant au niveau quantitatif que qualitatif, sont marqués par de fortes disparités liées au genre⁵³, à leur localisation géographique (milieu et région de résidence) et au niveau de vie de leur famille. Les données du MEPUA et des enquêtes de ménages menées dans le pays montrent qu'il existe de fortes inégalités, au primaire et dans une plus forte mesure, au secondaire, toujours en défaveur (i) des filles, (ii) des enfants résidant en milieu rural et/ou (iii) dans les régions de Kankan, Faranah, Labé et Mamou, et (iv) issus des familles les plus pauvres. Ces inégalités sont sans doute encore plus fortes lorsque ces caractéristiques « défavorables » se cumulent (être une fille issue d'une famille pauvre résidant en milieu rural à Kankan par exemple)⁵⁴.

De nombreuses interventions sont mises en place pour favoriser l'accès et la rétention des enfants à l'école, à l'initiative de l'État et de ses partenaires (Banque mondiale, UNICEF, GiZ, Plan international, ChildFund, programme CLE, etc.). Elles concernent par exemple la sensibilisation des communautés à l'importance de la scolarisation, la fourniture de kits scolaires ou encore la mise en place de cantines scolaires. 1 700 écoles primaires publiques disposent aujourd'hui d'une cantine (sur environ 7 500 écoles dans le pays), grâce à un appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM ; qui touche 70 % de ces écoles), de l'État (25 %) et du BAS/FCE (5 %). Elles se situent dans les préfectures où les taux de scolarisation sont inférieurs à 50 % et où l'insécurité alimentaire est la plus forte. Depuis 2016, pour éviter la hausse du prix des denrées par les entreprises soumissionnaires, les retards ou l'absence de livraison des denrées dans les écoles ou encore, la médiocre qualité des produits livrés, il a été décidé d'adapter l'achat des denrées aux habitudes alimentaires de chaque région (haricots, riz du pays, igname, etc.) et de réserver le marché aux producteurs communautaires locaux, limitant ainsi le nombre d'intermédiaires. Pour faciliter cette démarche, le PAM a incité les producteurs à se regrouper⁵⁵.

Objectif

En ciblant les écoles primaires publiques des sous-préfectures considérées comme prioritaires (présentant des taux de scolarisation et d'achèvement faibles et

⁵³. La question de la scolarisation des filles sera traitée de façon spécifique dans la partie suivante.

⁵⁴. On ne dispose pas de données récentes pour documenter l'ampleur de ces inégalités.

⁵⁵. Poisson M. (2021), Cartographie des risques de corruption dans le secteur de l'éducation en Guinée, IPE-UNESCO.

marqués par de fortes disparités entre garçons et filles), l'objectif est d'**améliorer l'environnement et les conditions de scolarisation des élèves de ces écoles, de favoriser leur accès à l'éducation et leur réussite scolaire.**

Actions principales visées

Compte tenu (i) des disparités de scolarisation liées entre autres à la localisation géographique (et/ou aussi d'autres caractéristiques des enfants et de leur famille), (ii) de la recherche impérative d'un réel effet transformateur, les actions qui seront menées cibleront un ensemble d'**écoles primaires publiques dans les sous-préfectures considérées comme prioritaires (environ 140)**. Chaque école bénéficiera d'un paquet d'activités qui stimulera les scolarisations. Le nombre de sous-préfectures jugées prioritaires devra sans doute être limité⁵⁶ et leur sélection se fera à partir des taux d'accès et d'achèvement du cycle primaire, en prenant en compte l'ampleur des disparités entre garçons et filles, sur la base des données du recensement scolaire le plus récent (pour toute la durée du programme). Dans chaque sous-préfecture prioritaire, l'identification des écoles primaires publiques à cibler se fera en concertation avec le niveau local et tiendra compte des interventions menées par les autres partenaires (Banque mondiale, UNICEF, GiZ, Plan international, ChildFund, programme CLE, etc.), pour éviter que certaines écoles bénéficient de plusieurs appuis, tandis que d'autres n'en auraient aucun.

Le **paquet** de services et d'activités qui sera fourni à ces écoles sur le FCE comprend :

⇒ La mise en place et le fonctionnement d'une cantine scolaire

Compte tenu des bénéfices avérés de la fourniture de repas sur les parcours scolaires des enfants (en termes d'accès à l'école, de poursuite des études et de résultats d'apprentissages), et notamment sur ceux des filles⁵⁷, le programme appuiera la mise en place et le fonctionnement de cantines pour les élèves des classes préprimaires (lorsqu'il en existe) et primaires de 140 écoles publiques. La création d'une cantine scolaire nécessite l'aménagement d'un espace pour la restauration, la mise en place et la formation d'un comité de gestion pour le service de restauration scolaire, ainsi que la fourniture de vivres (sachant que la

⁵⁶. Des analyses ont été réalisées, à titre indicatif, sur la base des données du recensement scolaire 2021-2022, pour estimer les effets du nombre de sous-préfectures (SP) qui pourraient être considérées comme prioritaires, en termes de nombre d'écoles à cibler par SP. Retenir par exemple 15 SP prioritaires, dont les TBS au primaire sont les plus faibles (il s'y élève en moyenne à seulement 30 %) conduirait à cibler 140 écoles sur les 247 actuellement en fonctionnement dans ces SP, soit 9 écoles par SP. Cibler 30 SP prioritaires, dont les TBS au primaire sont les plus faibles (il s'y élève en moyenne à seulement 34 %) reviendrait à 140 écoles sur les 515 actuellement en fonctionnement dans ces SP, soit 4 écoles par SP.

⁵⁷. Voir encadré 1 ci-après. Pour une synthèse des travaux sur les bénéfices des investissements dans les programmes de santé et de nutrition scolaires, notamment pour les filles, voir UNESCO, UNICEF, PAM (2024), Apprendre et s'épanouir : santé et nutrition scolaires dans le monde, Paris. Parmi les autres références citées dans ce document : Bundy D., de Silva N., Horton S., Jamison D. et Patton G (2018), Optimiser les résultats de l'éducation investissements dans la santé scolaire. Investissements à haut rendement dans la santé scolaire pour un niveau plus élevé de participation et d'apprentissage, Washington DC : Banque mondiale ; Mundy K. et Proulx K. (2019), Une évaluation efficace pour la réalisation de la cible 5 de l'ODD 4 : égalité et inclusion dans l'éducation, UNESCO, NORAD, Groupe de la Banque mondiale, UNICEF ; Sandefur J. (2022), *Schooling for All. Feasible strategies to achieve universal education*, Washington DC: Center for Global Development.

communauté apporte aussi une contribution en nature). Une expertise technique sera mobilisée pour définir, en lien avec les acteurs qui soutiennent l'alimentation scolaire dans le pays (ministères, PAM, société civile, etc.), un mode opératoire national du dispositif et assurer sa pérennité (fonds national, régional ou local pour l'alimentation scolaire, principe de délégation de gestion à une structure associative proche de l'école, modalité de suivi, etc.).

⇒ **Fourniture de kits scolaires pour les élèves du CP au CM**

Des kits scolaires sont en ce moment distribués dans les écoles avec l'appui des partenaires (PTF – dont FCE, ONG, entreprises, etc.), sans que les DPE en soient informées. Dans le cadre de ce programme, la fourniture des kits scolaires sera poursuivie pour réduire le coût de la scolarisation à la charge des familles et en raison de son effet levier sur les scolarisations, mais le déficit d'organisation sera corrigé en plaçant l'opération sous le pilotage des DPE. La distribution des kits aux élèves du CP au CM sera effectuée en associant les Comités de Développement des Écoles (CDE).

Encadré 1 : Les effets positifs des programmes d'alimentation scolaire sur les scolarisations

La mise en place et le fonctionnement des cantines scolaires, ainsi que la fourniture de kits scolaires aux élèves reposent sur de nombreuses recherches, qui ont mis en lumière leurs effets positifs sur la scolarisation des enfants (notamment en termes d'accès à l'école, d'assiduité, de poursuite des études, de résultats d'apprentissages), notamment sur celle des filles.

Le manque de moyens financiers est l'une des raisons les plus avancées par les familles pour expliquer le fait que leur enfant, et notamment leur fille, ne fréquente pas l'école (EHCVM 2018-2019). Dans ce contexte, la fourniture de kits scolaires et de repas réduit le coût de la scolarisation à la charge des familles ; l'existence d'une cantine scolaire constituant même une incitation pour scolariser les enfants. Comme le souligne un rapport conjoint de l'UNESCO, de l'UNICEF et du PAM publié en 2024¹, qui recense les résultats de différentes études sur les effets de l'alimentation scolaire

sur la scolarisation des enfants, ces programmes figurent parmi les interventions les plus efficaces pour augmenter la scolarisation et le maintien dans le système éducatif, ainsi que pour promouvoir l'égalité et l'inclusion dans l'éducation.

Ces effets sont particulièrement significatifs pour les filles. Dans les zones où les familles sous-estiment la valeur de l'éducation des filles, offrir d'autres avantages associés à la scolarisation, tels que la fourniture de repas ou de services de santé, a un impact positif sur leur fréquentation scolaire (Bundy *et al.*, 2018¹). D'après deux méta-analyses, l'une compilant 20 évaluations (Mundy et Proulx, 2019¹) et l'autre synthétisant 11 études expérimentales et quasi-expérimentales (Sandefur, 2022¹), l'alimentation scolaire a un impact positif sur l'éducation des filles, tant sur leur fréquentation scolaire que sur leurs résultats d'apprentissages. C'est le cas au Burkina Faso, au Ghana, au Kenya, au Niger, au Sénégal ou encore au Tchad.

⇒ **Mise en place de campagnes de sensibilisation sur deux thématiques : (i) la scolarisation, le maintien et la réussite des enfants à l'école et (ii) la nutrition et les jardins scolaires**

Les campagnes de sensibilisation des communautés, des enseignants, des parents et des élèves reposeront sur l'adaptation d'outils déjà existants au

niveau du MEPUA et de partenaires comme l'UNICEF, le PAM ou la FAO⁵⁸, au contexte de l'école, et seront menées si possible par une association locale. Un accent particulier sera mis sur la scolarisation des filles.

3.3.6. Amélioration des conditions de scolarisation des filles dans les zones « prioritaires »

Situation

L'amélioration des parcours et de la réussite scolaire des filles est un défi de longue date pour la Guinée. Encore aujourd'hui, les disparités entre garçons et filles commencent dès l'accès au cycle primaire et s'accroissent à mesure qu'on progresse dans les niveaux du système éducatif. Ainsi, l'indice de parité filles/garçons passe de 0,88 pour l'accès au primaire (autrement dit, il y a 9 filles pour 10 garçons) à 0,79 pour l'achèvement de ce cycle, puis de 0,72 à 0,70 pour l'accès et l'achèvement du collège et enfin de 0,64 à 0,56 pour l'accès et l'achèvement du lycée (il n'y a alors plus que 6 filles pour 10 garçons). Surtout, la prise en compte combinée du genre des élèves et de leur milieu de résidence pour analyser les parcours scolaires des élèves révèle une situation très préoccupante pour les filles de milieu rural⁵⁹, par rapport aux garçons du même milieu ou aux filles de milieu urbain.

Si parmi les raisons avancées pour expliquer pourquoi les filles ne fréquentent pas l'école ou abandonnent leurs études, figurent les mœurs et les croyances culturelles défavorables à leur scolarisation, les mariages et les grossesses précoces, ainsi que le travail domestique, certaines relèvent de l'offre scolaire. L'absence d'une école ou d'un collège à une distance raisonnable de leur domicile, les coûts associés à la fréquentation scolaire, l'insécurité et la prévalence de violences liées au genre dans les établissements scolaires, ou encore le manque d'installations sanitaires et d'hygiène menstruelle dans les écoles sont autant de défis que le système éducatif doit et tente de relever⁶⁰.

Sur le plan de la réussite scolaire, si d'après les résultats de l'enquête PASEC 2019, il n'y a pas de différence significative (au sens statistique) dans les résultats obtenus par les filles et les garçons, que ce soit en lecture ou en mathématiques et en début ou en fin de cycle, la situation est un peu différente à la fin de l'enseignement primaire et au-delà : si les filles sont sous-représentées parmi les inscrits aux différents examens (elles représentent 42 % des candidats à l'examen d'entrée en 7^{ème} année, 35 % des candidats au BEPC, puis au baccalauréat, seulement 28 % des

⁵⁸. FAO (2009), Créer et diriger un jardin scolaire. Manuel destiné aux enseignants, aux parents et aux communautés.

⁵⁹. La prise en compte d'autres caractéristiques des enfants, telles que la région et le niveau de vie, ferait sans doute apparaître des disparités encore plus fortes, mais on ne dispose pas de données récentes pour documenter cette question.

⁶⁰. Banque Mondiale (2024), Étude diagnostique sur la scolarisation et le maintien des jeunes filles au secondaire en Guinée ; GCI/UNGEI (2023), Évaluation rapide de l'égalité de genre dans l'éducation en Guinée ; Banque Mondiale (2022), Libérer le potentiel des femmes et des filles. Le statut des femmes et des filles par rapport aux hommes et aux garçons en Guinée ; Coleman R. (2017), *Gender and Education in Guinea: Increasing Accessibility and Maintaining Girls in School*, Journal of International Women's Studies, 18(4), 266-277 ; etc.

candidats des filières « sciences sociales » et « sciences et mathématiques », 31 % des candidats de la filière unique et 38 % des candidats de la filière « sciences expérimentales »), elles réussissent en moyenne un peu moins bien que les garçons à ces différents examens (la différence s'élevant entre 6 et 8 points de pourcentage selon les examens).

Objectif

En ciblant les écoles primaires publiques des sous-préfectures prioritaires (présentant des taux de scolarisation et d'achèvement faibles), l'objectif est d'**améliorer l'environnement et les conditions de scolarisation des filles au primaire, ainsi que leur réussite, notamment en mathématiques et en sciences.**

Actions principales visées

Compte tenu (i) des disparités de scolarisation qui touchent les filles des zones rurales et (ii) du positionnement du financement à effet multiplicateur porté par la Banque Mondiale sur la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire, les actions de ce programme visant à accélérer la scolarisation des filles ciblent **les filles de 140 écoles primaires publiques dans les sous-préfectures prioritaires**. Il sera privilégié de retenir un ciblage identique à l'axe précédent pour obtenir davantage d'effets de leviers par la combinaison des actions (Cf. 3.2.5 - Actions), tout en tenant compte des celles menées par les autres partenaires (UNICEF, Banque Mondiale, Programme CLÉ, Plan Guinée, FAWÉ, etc.). Il pourra ainsi être évité que les filles de certaines écoles bénéficient de plusieurs appuis, tandis que celles d'autres écoles n'en auraient aucun. L'UNICEF, qui dispose d'une expérience solide sur la scolarisation des filles, sera mobilisé pour soutenir la mise en œuvre de certaines de ces activités, avec les ressources du BAS/FCE.

Pour améliorer les conditions de scolarisation des filles et favoriser leur maintien à l'école, le programme prévoit (en plus de la mise en place et du fonctionnement de cantines scolaires et de la fourniture de kits scolaires) :

- ⇒ La **construction/réhabilitation de latrines** et l'**aménagement de points d'eau**. L'absence d'installations sanitaires adéquates favorise l'absentéisme des filles de l'école et l'abandon de leurs études. Or, il n'existe pas de latrine dans près de 20 % des écoles primaires publiques du pays et pas de point d'eau dans 57 % (l'absence de latrine et/ou de point d'eau étant plus forte encore dans les zones rurales des régions de Kankan, de Labé et de Boké⁶¹). La mise en œuvre de ces réhabilitations et aménagements sera menée par les communes avec les appuis de l'ANAFIC, en respectant les normes pour ces installations (latrines séparées pour garçons et filles, avec l'aménagement d'un espace adapté pour ces dernières).
- ⇒ De façon complémentaire, des **kits d'hygiène** seront fournis aux filles scolarisées en CM1 et CM2 via les Comités de Développement des Écoles (CDE). Une

⁶¹. Annuaire du MEPUA 2021-2022 et 2022-2023.

campagne de sensibilisation à la gestion des menstrues, aux mariages et aux grossesses précoces sera menée dans les écoles (ces trois problématiques étant liées). La campagne reposera sur les outils disponibles au MEPUA et à l'UNICEF (plaquette, boîte à images, etc.). Ils feront l'objet d'une réactualisation. Les DPE et leurs sous-comités Genre et Équité, identifieront les acteurs les mieux placés dans chaque localité pour mener cette sensibilisation à travers un appel à manifestation d'intérêt. Dans chaque école, la campagne de sensibilisation aura lieu sur deux journées : une avec les élèves (filles comme garçons) et une avec le personnel de l'école, l'APEAE, le Système de Protection des Enfants en Guinée (SYPEG), le Club des filles, l'AMEF, le CECOJ, les conseils locaux de jeunes, les groupements de femmes, les chargés de l'éducation dans la commune.

- ⇒ L'amélioration du climat scolaire, pour le rendre plus serein et sécurisé, notamment pour les filles, passera par l'organisation d'une **campagne de sensibilisation des enseignants, des parents et des élèves à la prévention du harcèlement et des violences basées sur le genre à l'école**. Là encore, des outils existent déjà mais nécessitent d'être actualisés. Pour que cette action soit reconduite chaque année et s'inscrive dans la durée, la formation concernera les administrateurs scolaires (IRE, cellules de formation continue et écoles des sous-préfectures prioritaires) et sera réalisée en lien avec le Service Genre et Équité du MEPUA et ses sous-comités. Dès la deuxième année du programme, les personnes formées dans les sous-préfectures devraient pouvoir assurer le suivi de la campagne menée et engager des sensibilisations dans d'autres écoles des sous-préfectures prioritaires.
- ⇒ Pour améliorer la réussite des filles et favoriser leur orientation vers les filières scientifiques, le programme prévoit de **mettre en place un dispositif de tutorat et de mentorat pour les filles de CM1 et CM2**, sur la base des acquis des expériences du projet SWEDD⁶² de la Banque mondiale et de Plan Guinée. Les objectifs de ce dispositif sont de renforcer le niveau des apprentissages des filles dans les matières scientifiques, d'encourager leur confiance en soi et leur ambition. Le tutorat portera sur du soutien scolaire en mathématiques et en sciences, et comprendra deux volets : un volet entre paires, dans lesquelles les élèves filles de CM2 pourront apporter un soutien à leurs paires de CM1, et un volet entre élèves filles et enseignants, qui concerneront les filles de CM1 et de CM2. Le mentorat consistera à offrir aux élèves filles des moments d'échanges et de partages d'expériences (suivis ou ponctuels) avec des femmes « leaders » (ces dernières pouvant être de l'Association de Mères d'Élèves Filles, de l'Association des Parents d'Élèves et d'Amis de l'École, des femmes travaillant dans le secteur public, privé ou de la société civile). Les écoles, qui bénéficieront de ce dispositif, recevront une subvention spécifique à travers un opérateur (UNICEF ou OSC). La direction de l'école, le CDE et l'APAE seront chargés d'organiser le dispositif (sélection d'un enseignant-tuteur, constitution des binômes pour le tutorat, mise à disposition d'une salle ou d'un espace, etc.).

⁶². Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD).

4. Orientations pour l'approfondissement de la déconcentration et de la décentralisation

La Guinée est engagée, depuis plusieurs années, à mettre en œuvre une politique de déconcentration et de décentralisation de l'administration publique. Depuis le lancement du ProDEG, les rôles et responsabilités des structures ont été précisés, ainsi que l'exercice des compétences des collectivités. Le MEPUA, avec les ressources du FCE, a démarré le transfert des ressources pour les infrastructures scolaires vers les communes. Les IRE et les DPE/DCE ont également été financées par le FCE. Les récentes avancées avec un statut de fonctionnaires territoriaux pour les enseignants montre une nouvelle détermination dans la conduite de ces réformes. Le MEPUA en a fait un indicateur déclencheur des facteurs favorables à l'atteinte des objectifs du pacte.

Dans la continuité des actions entreprises sur le FCE, ces financements soutiendront le programme transversal de la « gouvernance et pilotage du système éducatif » du PRODEG, et plus particulièrement son sous-programme « décentralisation et déconcentration », ainsi que l'objectif « transférer les compétences et responsabilités aux structures déconcentrées et décentralisées pour une meilleure gestion à la base » du système éducatif. Le principal défi aujourd'hui identifié est l'inadéquation des profils des ressources humaines en place au niveau déconcentré pour une conduite efficiente de la gestion voire du pilotage, doublé du manque de moyens pour remplir le mandat. D'une manière transitoire pour pallier ce déficit notamment de ressources domestiques, la nouvelle phase du FCE pourrait renforcer les dotations de fonctionnement pour permettre aux entités déconcentrées de remplir leurs missions.

4.1. Appuis aux DSEE

Une des approches novatrices de la phase II du FCE serait la confirmation et l'ouverture du canal du financement des DSEE. L'ensemble des DSEE (elles sont aujourd'hui 457) doivent être financées avec les ressources du BAS/FCE. Elles sont le premier levier d'amélioration des enseignements et des apprentissages à l'école à travers l'accompagnement des enseignants et le suivi des établissements scolaires. Comme fixé par le manuel du BAS/FCE, les crédits alloués aux DSEE seront mis à leur disposition à travers le budget communal. L'ANAFIC sera chargée de ces transferts qui seront versés sur les comptes « BAS/FCE » ouverts dont les communes prioritaires (à faible TBS) sont déjà titulaires pour bénéficier des subventions d'investissement du MEPUA (à charge des autres communes du pays d'ouvrir ces comptes dédiés avec l'accompagnement de l'ANAFIC, pour recevoir ces dotations annuelles).

L'objectif poursuivi est d'**appuyer les DSEE pour suivre les écoles, conseiller et encadrer les enseignants sur le plan pédagogique** selon les orientations retenues de la stratégie de formation continue. Un « Paquet Minimum d'Activités » (PMA) unique sera défini pour toutes les DSEE et comprendra entre autres les activités suivantes :

- Appui-conseil pédagogique dans les disciplines fondamentales en lien avec la formation continue (contribution, prolongement, suivi post formation pour

encadrer les réinvestissements dans la salle de classe, évaluation post formation) en faveur des enseignants en situation de classe ;

- . Regroupement des enseignants de l'école et formation en présentiel dans l'école dans les disciplines fondamentales ;
- . Suivi et conseil des Comités de Développement de l'École dans le sillage du versement des subventions du BAS/FCE ;
- . Suivi administratif des personnels, des directeurs d'écoles, Chefs d'établissement et des scolarisations, dont celles des filles.

Les DSEE reprendront ces activités dans un programme trimestriel qui sera communiqué pour information aux DPE. A minima, les informations devant y figurer seront les suivantes :

- . Nombre et nom des écoles à suivre sur le plan administratif, thèmes à traiter ;
- . Nombre d'enseignants à visiter et conseiller dans la salle de classe, thèmes à traiter et nom des écoles d'affectation ;
- . Nombre de CDE à suivre et conseiller, thèmes à traiter et nom des écoles à visiter ;
- . Nombre d'enseignants à former, lieu de formation (école), thèmes à traiter.

Le rapport trimestriel transmis au DPE sera uniquement quantitatif. Il mentionnera le nombre d'écoles visitées, le nombre d'enseignants et de CDE conseillés, le nombre d'enseignants formés en présentiel, le nombre de session de formation et suivi sur le plan pédagogique.

4.2. Appuis aux DPE

Le FCE accompagne déjà les DPE dans la mise en œuvre des paquets minimum d'activités. Cette approche se poursuivra dans la phase 2 du FCE avec un paquet minimum enrichi dans lequel sera ajouté, outre leurs missions d'encadrement, de formation pédagogique et de suivi administratif, les activités de supervision du travail des DSEE, l'acquisition de kits scolaires. Les données à transmettre aux IRE seront quantitatives au même titre que les DSEE mais devront contenir les activités de suivi des DSEE, ainsi que les données consolidées des activités de celles-ci.

4.3. Appuis aux CFC

Les Centres de Formation Continue (CFC) seront appuyés par le programme au fil de leur déploiement sur le territoire national. Les critères d'allocation d'enveloppes de crédits en leur faveur seront définis alloués seront forfaitaires et reconduites chaque année. Elles seront calculées en se référant aux objectifs quantitatifs de la stratégie de formation continue soutenus par le programme (cf. infra). Les crédits seront inscrits dans le chapitre budgétaire le plus proche du CFC, soit l'IRE, soit la DPE. Ils seront accompagnés d'un cadrage quantitatif exprimé en termes de nombre de jours / homme de formation à dispenser obligatoirement. Les thèmes de formation à traiter (disciplines et niveaux) seront fixés par la direction nationale de formation continue qui vient d'être créée. Cette approche permettra d'aligner avec clarté et précision l'action des CFC derrière les objectifs de formation continue

du pays. Elle n'obligera pas à une planification ascendante des activités des CFC qui serait une contrainte de plus pour le processus de planification annuelle du MEPUA.

4.4. Appuis aux IRE

L'appui aux IRE se poursuivra avec l'objectif de **renforcer le cadrage de leurs activités, de réduire les contrôles hiérarchiques** ex ante et de relever les contrôles ex post au fil de l'exécution des crédits et des activités, et au terme de l'année budgétaire. Les IRE élaboreront comme les autres services déconcentrés des PMA (hormis les CFC). Ce glissement encouragera à davantage de responsabilité et de redevabilité. Il réduira les lourdeurs opérationnelles constatées depuis la création du BAS/FCE. Les mesures suivantes seront prises pour opérationnaliser cette approche :

- . La lettre de cadrage de l'action annuelle des IRE précisera les activités récurrentes et leurs contenus à minima, dont la réalisation est impérative au bon fonctionnement du système éducatif et la part des moyens et crédits qui doivent être alloués à ces opérations (ratios et montants) ;
- . Des objectifs quantitatifs avec une obligation portant sur le nombre de visites minimum à réaliser pour superviser l'action des DPE au fil de l'année civile ;
- . Les activités inéligibles au financement du BAS/FCE.

Avec ce cadrage, la validation des PMA des IRE ne sera plus une condition nécessaire au démarrage des activités dans les services déconcentrés. La délégation de crédits pourra être faite en une seule tranche en début d'année budgétaire.

4.5. Collecte des données de base

La collecte des données de base techniques et financières a été déficitaire durant toute la période 2020-2024, freinant le rapportage. Les services déconcentrés n'ont pas été en mesure d'enregistrer avec fiabilité et de communiquer les résultats quantitatifs et financiers de leurs actions. Dans le cas où leurs rapports d'exécution étaient transmis aux directions centrales, ces dernières ont rencontré des difficultés pour consolider les données puis les exploiter. Le déficit le plus fort est celui de l'exécution budgétaire et financière. Aucun rapportage fiable et exhaustif des crédits consommés en dehors de la capitale n'a pu être fait et organisé de manière routinière sur l'ensemble du territoire national durant toute la durée du programme.

Pour lever ces difficultés, les mesures suivantes seront prises :

- . Une **réduction des données opérationnelles à collecter** qui sont aujourd'hui trop volumineuses. Il est demandé par exemple les termes de référence et le rapport individuel de chaque activité réalisée avec les fonds du BAS/FCE. Souvent, ces documents ne sont pas produits ou peu disponibles car mal archivés. Leur consolidation par les directions centrales est un travail fastidieux, voire impossible à conduire avec les outils et les ressources humaines disponibles. Il faut donc collecter moins de données mais s'assurer qu'elles sont pertinentes, essentielles, qu'elles ont du sens pour le pilotage du programme, que leur collecte est

faisable, que les délais de leur consolidation n'hypothèquent pas tout le rapportage du BAS/FCE et du ProDEG, comme c'est le cas aujourd'hui ;

- . **Digitaliser la collecte des données de base**, afin de pouvoir les enregistrer sans difficulté au moment où l'activité se déroule ou juste à son terme. Cette digitalisation (application Android) permettra une première consolidation automatique des données quantitatives comme le nombre d'enseignants formés, conseillés, le nombre de CDE et d'écoles visités, le suivi du fonctionnement des écoles, des salles de classe construites, ...
- . **Digitaliser les données des engagements budgétaires** auprès des SAF ou à défaut les inciter à communiquer par courrier à chaque événement, le montant des demandes d'engagement ou des liquidations. Disposer de ces données permettra d'être informé du niveau d'exécution des crédits délégués. Une double comptabilité devra être prise en charge par un appui technique spécifique pour suivre l'exécution budgétaire dans les services déconcentrés. Le manuel de procédures entérinera et fixera les contours et les acteurs de ces opérations comptables en doublon du traitement manuel opéré dans les régions et les préfectures qui n'offre pas une transparence comptable suffisante.

5. Synthèse des actions dédiées à l'accélération de la scolarisation des filles (financement GEA)

Tenant compte du rôle fondamental de l'éducation dans la construction des bases d'une société plus égalitaire, le programme intègre des actions visant à agir sur l'ensemble des maillons de la chaîne transformationnelle, justifiant la mobilisation du financement de l'Accélérateur de l'éducation des filles (GEA).

Le programme combine des interventions visant :

- . **De façon spécifique, les filles, pour améliorer à court et moyen termes leur parcours scolaire** (accès, rétention dans le système éducatif et réussite scolaire). Ces interventions prévoient :
 - . **La mise en place de conditions d'hygiène aux normes, avec des sanitaires séparés garçons/filles et sécurisés, ainsi que l'aménagement de points d'eau, et la sécurisation de l'espace lors de la construction ou la réhabilitation d'écoles primaires.** L'amélioration des infrastructures sanitaires dans les écoles est un facteur clé pour faciliter la scolarisation des filles, leur garantissant dignité et confort, tout en réduisant l'absentéisme pendant les périodes de menstruation et pouvant encourager les familles à scolariser leurs filles.
 - . **La distribution de kits d'hygiène aux filles de CM**, accompagnée de sensibilisations sur l'hygiène et la santé, permettra aux filles de mieux gérer leurs menstruations, réduisant ainsi leur absentéisme et favorisant une continuité dans l'apprentissage, ce qui améliorera leurs résultats scolaires. Ce type de ressources leur offre aussi la dignité et le confort nécessaires

pour participer pleinement aux activités scolaires, et renforcer leur confiance en elles.

- . **La sensibilisation au harcèlement et aux VBG**, avec pour objectif de réduire les comportements abusifs, d'informer les élèves sur leurs droits, de reconnaître les comportements inacceptables, de créer une dynamique collective au sein des communautés pour protéger les filles comme par exemple la création de groupes de défenses qui se chargent de recenser et signaler / réclamations les cas de violence par numéro vert aux services de sécurité de proximité (police, gendarmerie, unité de l'OPROGEM office de protection du genre et des mœurs, ...), de déconstruire les stéréotypes de genre et de promouvoir des comportements plus respectueux. Ces sensibilisations pourront également renforcer la collaboration école/famille sur ces sujets.
- . **La mise en place d'un dispositif de mentorat/tutorat en STEM pour les filles de CM**, permettant de renforcer leurs compétences dans ce domaine par un soutien personnalisé, tout en renforçant leur motivation et confiance.
- . **De façon plus large, les élèves, tant garçons que filles, les personnels éducatifs, les familles et les communautés**, pour réduire les stéréotypes de genre et in fine améliorer l'égalité de genre dans le système éducatif et la société, afin que les filles aient non seulement accès à l'éducation et soient également encouragées à y exceller. Ces interventions comprennent :
 - . **L'intégration d'un module dédié aux enjeux de genre et leur prise en compte de façon transversale dans le curriculum, les manuels, ainsi que dans les programmes de formation initiale et continue des enseignants.** Cela vise à éliminer les stéréotypes de genre et à former les enseignants à la pédagogie inclusive, les sensibiliser aux différentes formes de violences et mécanismes pour prévenir et répondre à ces situations, aux stratégies pour encourager la confiance et l'engagement des filles dans leur éducation...
 - . **La prise en compte des questions de genre dans l'encadrement pédagogique des enseignants.** Les inspecteurs, encadreurs pédagogiques et directeurs seront formés aux pratiques inclusives, à reconnaître et déconstruire les stéréotypes de genre et à l'importance de créer des espaces d'apprentissage sûrs et respectueux. Il sera recherché que lors des visites de classe, ils puissent s'assurer que les enseignants mettent en œuvre des stratégies qui favorisent l'engagement des filles.
 - . Le soutien au projet de recherche-action WILL (*Women in Learning Leadership - Advancing Gender-Responsive Education using Evidence*) pour identifier des actions concrètes à mener dans le cadre de ce programme pour **favoriser le recrutement et l'évolution des carrières des femmes dans la profession enseignante et dans la direction d'établissement scolaire** ;
 - . **Des sensibilisations sur les menstrues, mariages et grossesses précoces.** L'objectif est de limiter le poids des traditions vis-à-vis des mariages

précoces et de renforcer les mécanismes de lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que l'information sur la santé sexuelle et reproductive. Ce sujet reste encore souvent tabou dans de nombreuses communautés et aussi au sein des écoles, où le personnel n'est généralement pas formé pour aborder ces questions.

Plusieurs approches seront combinées pour favoriser une transformation positive en faveur de l'éducation des filles : amélioration des infrastructures, révision de curricula, formation des enseignants et encadreurs aux enjeux de genre, sensibilisation, mobilisation d'expertises genre, identification de temps dédiés pour en parler à tous les niveaux, et mise en place d'activités de suivi. C'est l'ensemble de ces interventions qui permettra de se situer dans une approche transformationnelle.

Le programme aura ainsi un impact direct sur les 1 059 781 filles scolarisées actuellement au primaire en Guinée⁶³, en visant leur maintien dans le système scolaire ainsi que l'amélioration de leurs apprentissages. Il devrait également soutenir la scolarisation de plus de 156 000 filles supplémentaires d'ici 2028, selon les projections de données⁶⁴. Il est ainsi attendu une augmentation des taux d'accès et d'achèvement du primaire pour les filles, et une amélioration du pourcentage de filles ayant atteint le seuil suffisant de compétences en lecture et en mathématiques en fin de scolarité du primaire (cf. cadre de résultats).

Le Programme veillera à inclure l'ensemble des acteurs impliqués dans la scolarisation des filles : familles, groupements et associations au niveau communautaire, équipes pédagogiques (encadreurs pédagogiques, directeurs, enseignants), cadres de l'administration, ainsi que les élèves filles et garçons.

6. Modalités d'exécution du programme : le Fonds Commun de l'Éducation

6.1. Modalité d'exécution des fonds du GPE 2020-2024

Le précédent financement du GPE a été exécuté à travers le Fonds Commun de l'Éducation (FCE). Il se présente sous la forme d'une aide budgétisée exécutée par les structures nationales, selon les dispositions législatives et réglementaires des finances publiques de la Guinée avec toutefois quelques dérogations pour mieux gérer les risques fiduciaires. Il répond aux exigences et aux critères de l'alignement tels que définis et souhaités par le GPE dans sa Charte. Pour garantir l'affectation des ressources du BAS/FCE au secteur de l'éducation, il a été créé en Loi de finances 2020, en conformité avec la Loi organique relatives aux lois de finances publiques n°2012-12 du 06 août 2012, un budget d'affectation spéciale (BAS) par ministère en charge de l'éducation. Ces budgets permettent d'isoler les crédits du BAS/FCE de ceux du budget général de l'état (BND). Les liquidités du fonds sont aussi isolées dans des comptes bancaires à la Banque centrale de la République

⁶³. Annuaire statistique Enseignement primaire 2022-23, MEPUA.

⁶⁴. Modèle de simulation du ProDEG, 2019.

de Guinée (BCRG) et au Trésor. Les dépenses du BAS/FCE sont payées à partir d'un compte d'opération dédié et de ses sous-comptes. La traçabilité comptable et financière est complète et les ressources du fonds ne sont pas fongibles avec celles de l'État.

6.2. Manuel de procédures et modes opératoires

Un manuel de procédures a été conçu au moment de la création du FCE en 2020. Il rappelle, dans le détail, les règles nationales d'exécution des crédits du fonds, ainsi que toutes les procédures d'exécution des dépenses des EPA/EPs, des structures centrales, déconcentrées et décentralisées. Il précise aussi les arrangements spécifiques que les Partenaires ont souhaités pour gérer les risques fiduciaires et de contre-performance notamment. Les avis de non-objection, ainsi que le schéma de compte à compte bancaire font partie de ces dispositions qui renforcent la traçabilité et l'affectation des financements. Des audits externes viennent compléter des contrôles a priori et posteriori sur la chaîne de la dépense et les marchés publics.

En seconde instance, le manuel fixe des procédures d'opération. Elles ont été conçues lorsqu'il manquait dans le système éducatif des process ou des procédés réglant l'exercice de fonctions stratégiques comme la planification et le rapportage des activités, ou encore la déconcentration et la décentralisation du système éducatif. Ces procédures sont à la fois des process et des règles qui sont opposables aux structures et personnels de l'éducation en charge de l'exécution du BAS/FCE.

6.3. Planification, programmation budgétaire, exécution des activités du programme

La mise en œuvre du programme sera alignée sur le cycle de planification, de programmation budgétaire, d'exécution, de rapportage et de suivi-évaluation de l'État et les procédures du manuel du BAS/FCE. La planification est initiée par un cadrage annuel des partenaires visant à fixer les priorités en termes d'objectifs et d'opérations pour l'année N+1, de crédits alloués à chaque ministère. Ces priorités font référence au ProDEG et au document de programme du GPE. Une fois ce cadrage communiqué aux ministères, les directions centrales préparent leurs plans d'action annuel budgétisés (PAAB), précisent dans ce cadre les activités qu'elles souhaitent conduire et les crédits à inscrire dans chaque BAS. Les projets de PAAB des trois Ministères font l'objet d'échanges avec les PTF du FCE, d'ajustements, puis d'une validation par les Partenaires. Une fois les plans validés, le budget de chaque ministère peut être stabilisé. Les activités sont transformées en lignes de crédits spécialisées selon la nomenclature budgétaire en vigueur (spécialisation économique, fonctionnelle, administrative...).

En principe, la planification du BAS/FCE avec les ressources du GPE est réalisée en vis-à-vis de la planification du secteur de l'éducation, qui inclut les activités financées par le budget général (BND) avec les ressources intérieures, les appuis

budgétaires généraux et les activités des projets exécutés dans des unités de gestion (hors circuit intégré de la dépense publique). Une fois la Loi de finances votée, les activités sont exécutées en mobilisant les crédits au fil de l'année budgétaire.

Les services déconcentrés - IRE, DPE, DCE, CFC et DSEE - appliqueront les procédures de planification décrites dans ce document et fixées dans le manuel de procédures du BAS/FCE. Les crédits qui leur seront délégués (les ressources affectées à ces structures) seront évalués pour chaque pallier territorial à l'aide de critères prenant notamment en charge le nombre d'enseignants et d'écoles, mais aussi la situation des scolarisations. Ces critères détermineront des enveloppes budgétaires, accompagnées d'un cadrage resserré des activités, qui orienteront la définition des paquets minimum d'activités des IRE, DPE/DCE, DSEE. Les CFC se verront attribuer par la direction de la formation continue des volumes de crédits correspondant à un total de jours / homme de formation continue à dispenser dans l'année, ainsi que les thèmes de formation. Ces paquets minimums d'activités (PMA) seront définis et reconduits chaque année, afin d'alléger et simplifier le processus de planification, mais aussi de considérer que des activités récurrentes sont nécessaires au bon fonctionnement du système éducatif sur ces territoires. Ces activités sont notamment les suivantes :

- . Encadrement et suivi administratif des établissements scolaires ;
- . Encadrement pédagogique des enseignants et formation continue (conseil dans la salle de classe et regroupement en présentiel pour des temps de formation).

Même si le contenu des activités pourra évoluer, leur financement restera dans l'ensemble stable, puisqu'il s'agit de frais de déplacement pour se rendre dans les écoles, de consommables pour produire et mettre à la disposition des enseignants des documents pédagogiques ou administratifs, des perdiem lorsque des rencontres avec les personnels sont organisées en présentiel.

En principe, chaque service déconcentré oriente, supervise et consolide le travail des structures sous sa tutelle. Ainsi, les IRE suivent les DPE/DCE et CFC, les DPE/DCE suivent l'activité des DSEE et les DSEE suivent les activités des écoles élémentaires, voire des établissements d'enseignement secondaire. Les rapports des structures seront consolidés par leur tutelle, qui en font une synthèse pour l'autorité hiérarchique directe. Le format de cette synthèse sera quantitatif dans un premier temps. Les procédures du manuel du FCE seront révisées pour préciser en lien avec la collecte des données de base, les relations techniques et administratives entre les structures déconcentrées, et leurs contenus, dont le développement sera nécessaire.

6.4. Rapportage technique et financier

Le rapportage de l'utilisation des fonds du programme se fera en trois temps, comme par le passé. Au terme du trimestre, il est prévu un rapportage budgétaire, comptable (mise au paiement) et financier des ressources du programme

exécutées dans le BAS/FCE (extraits des comptes de liquidités). Au terme du semestre, les ministères rapporteront de l'exécution des activités et des budgets du programme. C'est un rapport spécifique qui consolidera toutes les activités réalisées avec les ressources du BAS/FCE. Il sera présenté un point sur l'exécution des crédits et des ressources. Ce rapport semestriel ne rendra pas compte des activités réalisées avec les ressources intérieures et celles des projets exécutés dans des unités de gestion.

Au terme de l'année budgétaire, les ministères produiront chacun un rapport annuel de performance qui se réfère au ProDEG. Il rendra compte des avancées de sa mise en œuvre, de l'atteinte des objectifs et des ressources consommées pour les obtenir. Ce rapport de performance sera consolidé dans un rapport sectoriel produit par le Secrétariat Technique pour la Coordination et le Pilotage du ProDEG (ST/CP). Il intégrera les réalisations des trois ministères en charge de l'éducation et de la formation, ainsi que toutes les activités du secteur, quelle que soit la source de financement.

6.5. Capacités d'absorption et d'exécution, mesures de régulation budgétaires

Le Fonds Commun de l'Éducation dispose d'un important potentiel d'absorption des fonds du GPE et des partenaires, car les modes opératoires suivants ont été fixés dans le manuel de procédures :

- . La déconcentration des ressources jusque dans les délégations scolaires de l'enseignement élémentaire, soit la possibilité au total de financer (i) 8 inspections régionales de l'éducation, (ii) 33 directions préfectorales de l'éducation, (iii) 6 directions communales de l'éducation (Conakry) et (iv) 45 Centres de formation continue de proximité, (v) 457 délégations scolaires de l'enseignement élémentaire implantés dans toutes les communes du pays ;
- . La décentralisation des ressources avec des transferts aux communes pour la construction et l'équipement des salles de classe via l'ANAFIC ;
- . La décentralisation des ressources du fonds vers les établissements publics sous la tutelle des ministères en charge de l'éducation et de la formation, comme l'INRAP ou encore les CFP pour la confection des mobiliers scolaires.

Mais ces modes opératoires, traduits en procédures ou procédés dans le manuel, n'ont pas été utilisés pleinement durant la période 2020-2024. Certains ne sont pas fonctionnels depuis le lancement du BAS/FCE. Les crédits n'ont pas été mis à la disposition des DSEE. Seules 20 % des ressources du FCE ont été déconcentrées vers les IRE et les DPE/DCE. Dans le domaine de la décentralisation, plusieurs années ont été nécessaires pour financer l'ANAFIC et assurer un transfert des ressources du BAS/FCE aux communes. Ce faible degré de déconcentration et de décentralisation, ou en creux la forte centralisation des ressources du Fonds commun et donc des ressources du précédent financement du GPE, a provoqué une charge de travail trop importante dans les directions centrales, et des difficultés d'exécution, comme en témoigne le taux d'exécution du BAS/FCE entre 2020 et

2022 de 26%⁶⁵. Le report systématique des crédits non consommés, sans les annuler et les réaffecter, a encore amplifié cette spirale centralisatrice. Elle est la cause principale de la contre-performance opérationnelle et budgétaire du BAS/FCE. Enfin, les importants retards pris par le SNIES pour la réalisation des constructions scolaires ont beaucoup contribué à la faible absorption des financements extérieurs du Fonds.

Le renforcement de la déconcentration et de la décentralisation des opérations et des ressources du programme, déjà amorcé durant la période précédente, est la seule option crédible pour gagner en performance. Ces réformes sont pertinentes et impératives pour doter le système éducatif de capacités d'action bien supérieures à celles disponibles à ce jour. Assurer une formation continue de masse des enseignants et du conseil pédagogique pour chacun d'eux dans la salle de classe ne peut pas se faire sans approfondir ces réformes institutionnelles. C'est un objectif central et transversal de ce futur programme.

En plus de la contribution envisagée du programme à ces réformes, des mécanismes de régulation des crédits du BAS/FCE devront être définis et appliqués. Trois mesures sont à prendre pour que le programme s'exécute dans les délais de sa conception :

- . Limiter les reports de crédits aux investissements et dans ce cadre aux marchés attribués dont les contrats sont signés ;
- . Annuler tous les crédits courants et les crédits d'investissement non adossés à des contrats signés, même si les marchés sont en cours de passation ;
- . Réallouer les crédits tombés en annulation vers d'autres activités et d'autres acteurs plus à même de les exécuter.

7. Cadre de dépenses

Le montant des financements du GPE sollicités dans le cadre de la présente requête⁶⁶, représente 40 MEUR⁶⁷, dont :

- o 30,8 MEUR au titre du STG, dont 20 % seront mobilisés sous réserve de l'atteinte des indicateurs déclencheurs. La part complémentaire liée à l'atteinte ces indicateurs sera soumise à la levée d'une condition suspensive pour son décaissement, conformément à la convention que l'Etat Guinéen signera avec l'AFD ;
- o 9,2 MEUR au titre du GEA.

⁶⁵. Rapport annuel de performance du secteur de l'éducation de 2022, communiqué le 16 avril 2024.

⁶⁶. Suite aux échanges avec le GPE dans le cadre des commentaires du QARIII, il a été convenu de reporter la soumission de la requête afférente au guichet du SCG, en attendant de clarifier, d'ici décembre 2024, la stratégie, le format, la dimension et les coûts du nouveau dispositif d'Assistance Technique aux services de mise en œuvre. Il est d'ores et déjà prévu que l'AFD mobilise une contribution de 2,5 MEUR pour l'AT.

⁶⁷. Pour rappel, la devise de financement retenue par l'agent partenaire, en concertation avec les autorités nationales est l'euro, comme pour la précédente requête ESPIG. Le montant en euros a été confirmé avec le GPE sur la base du taux en vigueur au moment de la préparation de ce Programme - soit 0,92276 EUR.

7% de ces financements seront affectés à l'agent partenaire pour assurer sa supervision (cf. Partie 7 rôle de l'agent partenaire).

Ces nouveaux financements du GPE seront mis en œuvre sur une période de 4 ans et intégrés au FCE/BAS (hors supervision).

Ces financements du GPE seront complétés dans les prochains mois par les ressources de l'UNICEF (1 million de dollars US) et de l'AFD (14 millions d'euros). Le tableau suivant présente l'ensemble des contributions escomptées à ce jour pour la phase II du FCE ; le FCE reste ouvert à tous les PTF désirant y contribuer.

Tableau 3 : Financements FCE – Phase II

Partenaires	Contributions (EUR)
GPE STG	30,80
GPE GEA	9,22
GPE SCG ⁶⁸	1, 83
AFD	14,00
UNICEF	0,91
TOTAL	56,76

L'ensemble de ces financements mobilisés pour la 2^{ème} phase du FCE appuieront la poursuite de la mise en œuvre du ProDEG dans son ensemble. De façon indicative, la répartition entre les BAS et les autres dépenses en termes d'appui technique et de supervision se présente comme suit :

Tableau 4 : Cadre de dépenses indicatif global - FCE Phase II

	GNF	EUR
BAS - MEPUA	334 477 515 000	36 792 527
BAS - METFPE	90 735 316 000	9 980 885
BAS - MESRSI	27 273 000 000	3 000 030
<i>Appuis techniques</i>	<i>39 423 182 727</i>	<i>4 336 550</i>
<i>Supervision</i>	<i>24 091 000 000</i>	<i>2 650 000</i>
TOTAL	516 000 013 727	56 760 002

S'agissant d'un fonds commun, dans lequel les ressources des partenaires sont fongibles entre elles, il sera veillé à ce qu'un montant à minima égal au montant des financements du GPE soit orienté vers le MEPUA, le METFPE et le MESRSI⁶⁹ :

- **Au niveau du MEPUA** : les financements appuieront en priorité le primaire (construction/réhabilitation de salles de classe, mise en œuvre de paquets d'activités dans les écoles des zones prioritaires, formation continue des enseignants et encadrement pédagogique, dotation en manuels scolaires et réforme curriculaire). En se concentrant sur le primaire, le Programme veillera à ne pas exclure les élèves des classes préprimaires lorsqu'il en existe au niveau des écoles primaire (ex. cantine), et essaiera de favoriser l'implantation

⁶⁸. Montant à confirmer, en lien avec la requête qui sera déposée sur le SCG.

⁶⁹. Voir détail en annexe 1.

systématique de salles préprimaires dans les nouvelles écoles construites. De façon plus limitée, les financements soutiendront la formation continue et l'encadrement pédagogique au collège. Enfin, la gestion des ressources humaines enseignantes constituera un axe important du Programme.

- . **Au niveau du METFPE**, les financements soutiendront les prérogatives en matière de formation initiale des enseignants (ENI) et de coordination sectorielle (appui au ST/CP et travaux annuels de planification/rapportage). Ces actions seront sensibles au genre avec la prise en compte de ces enjeux dans la mise à jour du curriculum de formation initiale et la formation des formateurs, et le renforcement de l'intégration des enjeux de genre dans les organes de pilotage et de coordination, jusqu'au niveau des comités régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux.

Les **financements du guichet GEA** sont principalement affectés à :

- . Des appuis à la réforme curriculaire et au renforcement des capacités des enseignants (formation initiale et continue, encadrement pédagogique) incluant à la fois des modules dédiés aux enjeux de genre et une intégration transversale de ces enjeux ;
- . Le soutien d'un projet de recherche-action pour identifier des actions concrètes à mener dans le cadre de ce programme visant à favoriser le recrutement et l'évolution des carrières des femmes dans la profession enseignante et dans la direction d'établissement scolaire ;
- . La sensibilisation sur les menstrues, les mariages et les grossesses précoces, ainsi que la sensibilisation au harcèlement et aux VBG ;
- . La mise en place de conditions d'hygiène aux normes (sanitaires séparés garçons/filles, aménagement de points d'eau) et la sécurisation des espaces dans des écoles primaires construites ou réhabilitées par le programme ;
- . La distribution de kits d'hygiène aux filles de CM ;
- . Le mentorat/tutorat en STEM aux filles de CM.

Il est possible de différencier deux types d'activités :

- . Les activités qui ciblent exclusivement les filles : 100 % du budget de l'activité est imputé sur les ressources du GEA
- . Les activités de formation ou de révision des curricula et manuels impliquant la prise en compte du genre : 20 % du budget de l'activité est imputé sur les ressources du GEA ; ce pourcentage variant selon la place plus ou moins centrale de la notion de genre.

D'autres actions importantes en soutien à la scolarisation des filles ne sont pas comptabilisées au titre du financement GEA. Elles incluent la mise en place de cantines scolaires, la distribution de kits scolaires et la sensibilisation des communautés sur l'importance de la scolarisation et un certain nombre de thématiques (hygiène, nutrition, suivi scolaire...) dans les sous-préfectures prioritaires. Les activités d'alimentation scolaire et de distribution de kits scolaires bénéficient, dans une logique d'équité, à la fois aux garçons et aux filles des sous-préfectures prioritaires. Elles représentent toutefois un levier significatif pour la

scolarisation des filles, comme le confirment de nombreuses études. Cet impact sera d'autant plus fort et transformateur, lorsqu'il sera associé aux autres actions proposées (sensibilisations, distribution de kits d'hygiène...).

Le détail des montants et interventions est donné en annexe, dans le budget sous fichier Excel. Les dépenses éligibles seront celles issues des planifications annuelles. Sont exclues des dépenses éligibles, le soutien aux établissements scolaires à but lucratifs, ceux-ci ne seront pas directement appuyés par le programme.

Des indications sur les montants annuels et les allocations par niveau (central, déconcentré, décentralisé) pour les financements STG/GEA sont fournies ci-après.

Tableau 5 : Cadre de dépenses global indicatif sur la période pour les ressources du GPE (STG/GEA)

Ministère	Niveau	2025	2026	2027	2028	Total GNF	dont GEA GNF	Total EUR
TOTAL		28 367 007 411	114 099 352 411	148 072 716 411	73 363 818 411	363 902 894 644	83 772 691 000	40 029 318
FCE/ STG-GEA		22 344 280 000	108 076 625 000	142 049 989 000	67 341 091 000	339 811 985 000	83 772 691 000	37 379 318
TOTAL MEPUA		21 844 280 000	106 665 135 000	140 218 499 000	65 749 601 000	334 477 515 000	83 372 691 000	36 792 527
MEPUA	Préscolaire	-	7 298 000 000	7 298 000 000	1 680 000 000	16 276 000 000	-	1 790 360
MEPUA	Primaire	17 966 180 000	91 533 110 000	127 618 699 000	61 754 801 000	298 872 790 000	82 653 246 000	32 876 007
MEPUA	Collège	-	1 941 225 000	2 489 000 000	950 000 000	5 380 225 000	350 445 000	591 825
MEPUA	Transversal	3 878 100 000	5 892 800 000	2 812 800 000	1 364 800 000	13 948 500 000	369 000 000	1 534 335
Total METFPE		500 000 000	1 411 490 000	1 831 490 000	1 591 490 000	5 334 470 000	400 000 000	586 792
METFPE	ENI	-	300 000 000	720 000 000	980 000 000	2 000 000 000	400 000 000	220 000
METFPE	ST/CP	500 000 000	1 111 490 000	1 111 490 000	611 490 000	3 334 470 000	0	366 792
Frais de supervision GPE		6 022 727 411	6 022 727 411	6 022 727 411	6 022 727 411	24 090 909 644		2 650 000

Les ressources actuelles du FCE viendront compléter les financements présentés ici pour 2025 et pourront couvrir des postes de dépenses indiqués comme « sans ressources » pour 2025 dans ce cadre de dépenses. De plus, inscrit dans une approche sectorielle, le FCE continuera de soutenir les 3 ministères du secteur (y compris le MESRSI). Les ressources de l'AFD et de l'UNICEF seront complémentaires à ces financements du GPE et couvriront également d'autres postes dépenses (ex. développement de la formation professionnelle et technique, de l'enseignement supérieur...) – Cf. page 52 : cadre de dépenses indicatif global.

Tableau 6 : Indications sur la répartition des ressources du GPE selon les niveaux central, déconcentré et décentralisé (en %)

Niveau	Allocation indicative (%)
Central	30
Déconcentré (IRE/DPE)	37
Décentralisé CT-ANAFIC	22
Décentralisé Associations	11
Total	100

8. Modalités de pilotage et de suivi

Les mécanismes de pilotage et de suivi de ces nouveaux financements du GPE qui alimenteront le Fonds commun de l'Éducation, s'inscriront dans le cadre partenarial en place pour le ProDEG, ainsi que celui prévu pour le Pacte de Partenariat, tout en tenant compte des faiblesses actuelles identifiées dans les modes de gouvernance afin de les renforcer. La mise en œuvre de ce programme sera adossée à un dialogue sectoriel continu, et le FCE participera à la poursuite du renforcement du dialogue sur les politiques et les résultats du système éducatif, ainsi qu'à une meilleure coordination sectorielle de l'aide. Positionné en vis-à-vis du budget de l'État et des projets extra-budgétaires, le FCE doit en effet s'inscrire dans une logique de complémentarité et d'additionnalité des autres financements, ce qui nécessite des outils et des mécanismes de dialogue et de coordination efficaces.

8.1. Modalités de pilotage

8.1.1. Alignement sur le cadre partenarial et les outils de pilotage nationaux

Le pilotage et la coordination du FCE, et donc des financements faisant l'objet de ce document, s'appuieront sur les instances de pilotage et de coordination sectorielles existantes en Guinée, à savoir :

- . Au niveau central : le comité Interministériel de Pilotage et de Coordination de l'Éducation (CIPC), le Secrétariat technique pour la coordination et le pilotage (STCP), et le Groupe Sectoriel Éducation (GSE) ;
- . Au niveau déconcentré : les comités régionaux (CRPE), préfectoraux (CPPE) et sous-préfectoraux (CSPEF) de pilotage de l'éducation et de la formation.

De façon plus précise, ces instances interviendront de la façon suivante :

Au niveau central :

- . **Le Comité Interministériel de Pilotage et de Coordination de l'Éducation (CIPC) :** Avec une présidence tournante annuelle entre les trois ministres du secteur, le CIPC est responsable de la coordination de la mise en œuvre du ProDEG au niveau politique (regroupant les décideurs nationaux et principaux partenaires du secteur). Il a pour objectif de valider les propositions et conclusions des autres instances. Les orientations et stratégies de mise en œuvre du Pacte ont également été validées par les autorités étatiques via le CIPC. Le CIPC continuera d'assurer le pilotage politique et le suivi des financements du Fonds commun sectoriel, qui incluent ces financements du GPE. Il rend compte au conseil interministériel et au conseil des ministres.
- . **Le Groupe sectoriel de l'Éducation (GSE) :** Mécanisme de dialogue technique sectoriel multipartite et de coordination, il est piloté par les Secrétaires Généraux avec une présidence tournante alignée sur celle du CIPC. Il regroupe les Secrétaires Généraux des Ministères en charge de l'Éducation et de la Formation et leurs équipes, ainsi que les PTF du secteur, les membres du ST/CP, des représentants de la Présidence et de la Primature, du Ministère en charge de

l'Action Sociale, des représentants des ONG, syndicats d'enseignants, patronat et la société civile. Le dialogue sectoriel entre le Gouvernement et les Partenaires du secteur doit permettre de suivre conjointement la mise en œuvre du ProDEG à travers les programmes et projets y contribuant, dont les financements du GPE faisant l'objet du présent document. Le GSE est une instance fonctionnelle, toutefois le nombre de réunions tenues par an a été fluctuant ces dernières années. Les six réunions attendues n'ont pas toujours été tenues (2021 – 3 réunions, 2022 – 5 réunions, 2023 – 2 réunions). Il était également envisagé la mise en place de sous-groupes thématiques, dédiés aux grands chantiers du ProDEG nécessitant une coordination technique fine. Bien que la définition de ces sous-groupes ait été réalisée, ces sous-groupes n'ont jamais été fonctionnels. Il est proposé, en lien avec le Pacte, de **relancer les sous-groupes thématiques, tout en les restructurant pour en retenir un nombre plus restreint**, qui pourrait être de trois, et porter sur les thématiques sectorielles suivantes :

- . Qualité et pertinence des enseignements-apprentissages ;
- . Genre-équité et inclusion ;
- . Gouvernance et pilotage.

Chacun de ces sous-groupes pourrait être co-présidé par une direction ou un service national et un représentant de la société civile active en éducation. De plus, tenant compte de l'expérience passée, il semble important que les sujets de ces sous-groupes soient identifiés en GSE, avec une forme de « commande » au sous-groupe et un suivi par le ST/CP et le chef de file. Ces sous-groupes pourront aussi permettre de diffuser les résultats issus d'activités spécifiques en soutien à l'apprentissage collectif qui seraient menées sur le FCE ou via de l'assistance technique thématique mobilisée. Par exemple, la structuration et le suivi du fonctionnement de certaines modalités, dont le souhait serait qu'elles soient suivies par l'ensemble des partenaires du secteur pourraient faire l'objet de présentations dans ces instances (ex. mode opératoire pour la formation continue, modalité révisée de financement des cantines) pour une meilleure coordination de l'aide.

. **Le Secrétariat Technique pour la coordination et le Pilotage (ST/CP) :** En appui au CIPC, cette instance technique récente a été mise en place lors du démarrage du ProDEG. Le secrétariat accompagne notamment la programmation, le suivi et le pilotage sectoriel (consolidation des rapports annuels de performance, organisation des revues sectorielles annuelles et des rapports de suivi des recommandations). Piloté par un secrétaire technique permanent, il est composé de membres issus des trois ministères du secteur, bien que plusieurs d'entre eux n'assurent pas véritablement aujourd'hui leur responsabilité au sein du ST/CP. Le Pacte de partenariat prévoit d'ailleurs que le ST/CP soit restructuré et renforcé en ressources humaines afin de mener efficacement les missions et les activités relevant du Pacte. Le rattachement institutionnel du ST/CP pourrait également être revu, avec un ancrage à plus haut niveau. Dans le cadre du lancement du Fonds commun en 2020, le ST/CP a bénéficié d'une assistance technique perlée en coordination sectorielle de 2021 à début 2024, mobilisée par Expertise France et financée directement par l'AFD. En raison de la rupture

de cet accompagnement et du niveau d'appropriation des enjeux de coordination sectorielle par le STCP, le renforcement de capacités pourrait se poursuivre dans certains domaines, en fonction des besoins identifiés sur la base de l'évolution des ressources humaines de la structure, ou encore sur le perfectionnement des outils de planification et de rapportage, inclusifs de l'ensemble des sources de financements et des activités, garantie d'une meilleure structuration de l'aide, et pour assurer une coordination avec les comités de pilotage locaux (voir infra). Enfin, le ST/CP pourra continuer à bénéficier de moyens logistiques (fournitures, carburant...) et de prestations de formation, éligibles aux financements du FCE.

Au niveau déconcentré :

Il est également attendu que le pilotage du FCE soit intégré dans les mécanismes de pilotage locaux prévus par le ProDEG en lien avec les responsabilités des acteurs déconcentrés et décentralisés. Depuis 2017, des comités régionaux (CRPE), préfectoraux (CPPE) et sous-préfectoraux (CSPEF) de pilotage de l'éducation et de la formation existent. S'ils ont bien fonctionné jusqu'en 2019, appuyés par des projets tels que le FOCEB, leur fonctionnement a ensuite souffert – malgré la stratégie retenue dans le ProDEG – d'un manque de ressources pour la plupart⁷⁰.

Malgré ces difficultés, ces comités demeurent des instances adaptées pour assurer le pilotage à ces niveaux. Cette année, en 2024, le FCE a commencé à soutenir le fonctionnement de ces comités, en prenant en charge l'organisation de deux sessions par an et par comité. Il est donc attendu de poursuivre la redynamisation de ces comités à travers le soutien à leur fonctionnement via le FCE, et, si nécessaire par l'actualisation des textes les régissant, tout en prenant en compte leur articulation avec le niveau central, à construire en lien avec le ST/CP par exemple. Cet appui aux comités locaux de pilotage apparaît d'autant plus important compte tenu du renforcement attendu de l'effectivité des rôles et missions des services déconcentrés et des communes, en lien avec les modalités retenues dans la mise en œuvre des actions de ce Programme. Ces comités organiseront au moins deux sessions annuelles, dont une fera office de « revue sectorielle décentralisée », ayant des objectifs de planification et de pilotage. Cela permettra de discuter de la planification et du suivi des taux de réalisation des activités des services déconcentrés (IRE, DPE/DCE) sur la base des crédits mis à leur disposition, notamment sur le budget général de l'État, et le FCE, ainsi qu'aux communes à travers l'ANAFIC pour les constructions scolaires. Le dialogue sur le renforcement de l'appropriation des procédures et des outils, ainsi que le suivi du renforcement de capacités des acteurs (en planification, gestion financière et rapportage) à travers les assistances techniques prévues auprès de ces structures, pourra également être discuté dans ces instances.

⁷⁰. L'UNICEF a appuyé le fonctionnement des comités sous-préfectoraux dans les communes de convergence.

Les outils de pilotage du FCE s'aligneront sur les outils du ProDEG, et notamment :

- . **Le plan d'action sectoriel**, incluant toutes les sources de financement et toutes les activités du continuum éducatif. Ce plan d'action est actuellement disponible mais dans l'exercice les services des ministères isolent les activités financées par le budget général de l'État et le FCE/BAS. Ce document doit être complété en intégrant de façon détaillée les actions prévues sur Budget de l'État et sur les financements d'autres PTF. Tenant compte de la réforme du Budget Programme, il est attendu que le PAAB du FCE soit progressivement intégré directement au PAAB qui sera préparé sur le Budget de l'État. Ce document doit être suffisamment précis et standardisé pour servir d'outil de pilotage sectoriel.
- . **Le rapport de performance annuel du secteur**, qui présente au cours de l'année N, les réalisations de l'année N-1 toutes approches incluses (Budget de l'État, FCE/BAS et projets d'autres partenaires). Ce rapport fait aussi un suivi des indicateurs par programme et sous-programme du ProDEG, et analyse les écarts entre les prévisions et les réalisations. Avec le Pacte de Partenariat, ce rapport devra intégrer un suivi des indicateurs du Pacte et des avancées des facteurs favorables. Sa production, coordonnée par le ST/CP est totalement dépendante de la disponibilité des données techniques, financières et statistiques et leurs analyses au niveau de chacun des ministères du secteur. De plus, en miroir des difficultés lors de la planification, la collecte des données opérationnelles et financières issues de l'exécution de certains projets, est difficile. Une attention sera à porter dans ce sens, pour permettre la préparation de ces rapports dans les délais requis.
- . **Des revues sectorielles annuelles, accompagnées de rapports de suivi des recommandations**, organisées généralement en avril/mai pour contribuer à la planification des plans d'actions et lois de finances N+1, elles associent les représentants des ministères sectoriels, du STCP, des PTF et de la société civile. Elles sont des moments de dialogue important qui permettent à la fois de présenter les réalisations techniques et financières du secteur en lien avec les objectifs du ProDEG. Elles permettent enfin de présenter et de faire un suivi régulier des recommandations des audits externes et d'autres diagnostics réalisés, et d'identifier conjointement les mesures correctives à mettre en place pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du programme décennal.

Une expertise pourra être mobilisée sur le FCE pour appuyer le renforcement du fonctionnement de ces organes tant au niveau central que déconcentré, ainsi que pour le renforcement des outils de planification et de rapportage sectoriels, et notamment :

- . En appui à la redynamisation des espaces locaux de pilotage de l'éducation, à travers le soutien à la redéfinition des comités régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux (leur rôle, leur positionnement par rapport aux organes de dialogue centraux et la remontée d'information), l'identification des conditions de réussite à leur bon fonctionnement, et l'organisation de renforcement de capacités ;

- En appui à la consolidation des processus de pilotage sectoriels, en agissant sur les processus et les délais de préparation des rapports de performance des ministères et donc du rapport de performance du secteur, l'évolution de leur contenu pour mieux les positionner comme aide à la décision. Du renforcement de capacités sera prévu pour le ST/CP, ainsi qu'au niveau des ministères du secteur.

8.1.2. Comité FCE

Lors de la mise en place du Fonds commun de l'éducation, il avait été proposé de compléter le dispositif de coordination et de pilotage sectoriel en créant un « Comité technique FCE » chargé en particulier de réguler le fonctionnement du Fonds et d'effectuer un suivi régulier et spécifique de son exécution technique et financière. Ce comité était rattaché au groupe sectoriel de l'éducation. Il est aujourd'hui proposé d'en faire une instance autonome, dont certaines conclusions pourront toujours être partagées au GLPE. Présidé par le ministère du Budget, et co-présidé par un des PTF du FCE, il réunit les représentants des trois ministères sectoriels, les ministères des Finances et du Budget, les PTF du FCE et le ST/CP. Lors de la dernière réunion de ce comité, il a également été décidé de l'élargir à un représentant de la Banque centrale. Ce comité continuera d'exercer ses missions visant à améliorer le fonctionnement du FCE ou de lever des blocages tant opérationnels, que budgétaires, comptables ou financiers. Il est attendu qu'il se réunisse tous les deux mois, mais cette fréquence est rarement tenue. Une attention particulière devra être portée lors de cette nouvelle phase pour garantir que le comité se réunisse dans les délais prévus, afin qu'il puisse remplir efficacement son rôle de régulation. La tenue de réunions régulières est essentielle compte tenu des objectifs d'amélioration de la mise en œuvre attendus sur cette nouvelle phase du FCE. Au regard des faiblesses actuelles en termes de rapportage sur le FCE, la qualité et la complétude du rapportage, technique comme financier, figureront parmi les priorités qui seront suivies lors de ces réunions. De plus, ces comités permettront d'échanger sur les difficultés rencontrées, d'explorer des pistes de solution sans attendre de suivre les taux d'exécution en lien avec les données budgétaires et comptables, de faire le suivi des recommandations issues des audits financiers, de surveiller que le renforcement de capacités sur les fonctions de gestion remplit ses objectifs...

8.2. Modalités de suivi-évaluation

Le suivi-évaluation des résultats visés par ces financements sera effectué à plusieurs niveaux.

- Suivi des indicateurs clés du ProDEG et du Pacte de Partenariat.** Dans une logique d'alignement, le suivi sera effectué à partir d'un ensemble d'indicateurs⁷¹ issus

⁷¹. Cf. Annexe 2 – Cadre de résultats.

de la liste des indicateurs clés du ProDEG⁷² et du Pacte (désagrégés par sexe et niveau géographique, autant que nécessaire). Ce suivi se fera tel que prévu par le dispositif de suivi-évaluation du ProDEG, incluant les rapports de performance annuels de chaque ministère et sectoriels, les missions conjointes de terrain, les aide-mémoires des revues sectorielles conjointes, les annuaires statistiques des ministères, ainsi que les évaluations intermédiaires et finales du ProDEG.

- **Suivi d'un ensemble d'indicateurs de processus en lien direct avec ce Programme.** En complément du suivi des indicateurs clés du ProDEG et du Pacte de partenariat, il sera important de vérifier la trajectoire suivie sur les indicateurs de processus prévus sur les axes soutenus par ce financement, tels que présentés en annexe 1⁷³. Les indicateurs seront autant que nécessaire désagrégés par sexe et par région. **Un suivi particulier de l'évolution des indicateurs des sous-préfectures prioritaires sera également attendu. De plus, le déploiement d'outils de collecte de données et de remontée de données au niveau des services déconcentrés sera important pour s'assurer de la mise en œuvre des activités.** L'ensemble de ce suivi permettra une prise de décision informée et une adaptation rapide des stratégies pour atteindre les objectifs du programme.
- **Rapports techniques semestriels du FCE :** Des rapports techniques semestriels seront produits sur le FCE, détaillant les avancées, et consolidant les informations provenant des niveaux déconcentrés et décentralisés. (Cf. Partie 5.2.2 Rapportage technique et financier)
- **Missions de supervision de l'AFD.** L'AFD, agent partenaire, réalisera des missions de supervision deux fois par an – qui seront réalisées en coordination avec les autres PTF du FCE pour évaluer la mise en œuvre des financements, et dialoguer sur l'appréciation de la trajectoire d'atteinte des résultats. Une des missions permettra notamment de participer à la revue sectorielle annuelle. Les conclusions seront consignées dans un aide-mémoire, partagé aux autorités guinéennes. Ces missions de supervision pourront être coordonnées avec les missions prévues en amont de la revue sectorielle annuelle.

⁷². Notamment pour ces financements, il s'agira des Programmes 1-Amélioration de l'accès et de l'équité à l'enseignement général, 2-Qualité et pertinence des enseignants et apprentissage, et 6-Gouvernance et pilotage du ProDEG. A noter, il est prévu à la suite de l'évaluation de la première phase du ProDEG, et tenant compte du modèle de simulation mis à jour, une actualisation du cadre de résultats du ProDEG.

⁷³. Il est important de rappeler que la modalité alignée de financement impose que le programme s'inscrive dans les documents de politique et de stratégie sectoriels du pays, en l'occurrence le ProDEG et le Pacte de partenariat, et utilise les outils de suivi sectoriels déjà en place. Cette approche garantit non seulement un alignement optimal avec les outils existants, mais permet également une meilleure harmonisation avec les priorités nationales, renforçant ainsi l'efficacité, la pertinence et la pérennisation des interventions. A titre d'exemple, le programme prévoit une série d'activités pour contribuer à améliorer les apprentissages des élèves au cycle primaire (distribution de manuels scolaires, renforcement de la formation initiale et continue, et de l'encadrement pédagogique des enseignants, etc.). Le suivi-évaluation de ces activités (dites « de processus ») se fera de façon spécifique dans le cadre de ce programme. Le suivi-évaluation de l'indicateur (de « résultat ») portant sur l'amélioration des apprentissages des élèves au primaire, se fera dans le cadre du ProDEG, qui prévoit de le faire sur la base de l'évaluation du PASEC 2025. L'évaluation de cet indicateur s'inscrit dans le cadre national et est soutenue par un financement du BAS/FCE, pour renforcer les capacités du Service National de l'Évaluation des Acquis des Apprentissages (SNEAA) du MEPUA pour mener à bien et pérenniser cet exercice.

- **Évaluations spécifiques.** Enfin, des évaluations spécifiques de certains dispositifs pourront être programmées et réalisées pour analyser en détail leur impact et leur efficacité dans l'atteinte des objectifs fixés.

Les principales conclusions issues du suivi-évaluation seront partagées aux instances sectorielles (CIPC et GSE).

9. Cartographie des risques et modalités de mitigation

9.1. Gestion du risque opérationnel

9.1.1. Rappel des causes

Avec un taux moyen d'exécution de 26 % sur la période 2020-2022, les ministères sectoriels, avec leurs structures centrales et déconcentrées, ont été peu performants pour mettre en œuvre les activités soutenues par le BAS/FCE. La contre-performance est réelle et s'explique par :

- Un retard répété dans la définition du PAAB consécutif à un démarrage tardif du cycle de planification, une faible maîtrise du processus d'arbitrage et de validation des activités, des échanges trop longs décrochés du cycle de la Loi de finances initiale provoquant (i) une validation du PAAB au courant de son année d'exécution, (ii) des crédits en tension avec les activités, pas ou mal inscrits en Loi de finances, (iii) un démarrage très tardif de l'exécution du PAAB et des BAS du FCE ;
- Des capacités insuffisantes de passation des marchés notamment en matière d'infrastructures et de manuels scolaires (lenteur dans la préparation et la mise en œuvre des marchés, difficultés liées au paiement des fournisseurs) ;
- Une faible déconcentration et décentralisation des crédits bien que prévues dans le manuel de procédures du BAS/FCE (DSEE pas subventionnées, transfert tardif des financements à l'ANAFIC, faible déconcentration des crédits vers les IRE, DPE/DCE) ;
- Des lenteurs lors des paiements des marchés par la BCRG. Ils sont la probable conséquence de l'utilisation ponctuelle de la trésorerie du BAS/FCE, pour pallier les besoins de financement à très court terme de l'État avec une reconstitution tardive des liquidités prélevées ;
- Des reports systématiques des crédits non utilisés au bénéfice des mêmes structures qui n'ont pas été en mesure de les consommer dans les délais, la création d'une bulle de crédits non consommés, risquant d'être perdue pour le système éducatif.

9.1.2. Les mesures de mitigation des risques opérationnels

Des mesures de réduction des risques doivent être envisagées pour chaque cause de contre-performance identifiée.

Une contre-performance globale dans l'exécution du programme. Pour éviter les difficultés passées, l'AFD réalisera des missions de supervision périodiques visant à anticiper les blocages éventuels et résoudre les difficultés opérationnelles. Ces missions auront aussi pour objectif d'ajuster les appuis techniques en fonction des résultats obtenus, de les recentrer si nécessaires sur des priorités actualisées, issues de constats ou d'analyses partagées. Entre deux missions de supervision, l'AFD assurera un pilotage renforcé des appuis techniques et de leurs contributions concrètes à la bonne exécution du programme. Ce travail sera possible grâce à (i) une information en continue des approches, outils, process proposés par les assistants techniques pour vérifier leur alignement et adéquation aux besoins et capacités des institutions nationales, (ii) des temps fréquents de régulation des appuis sur la base des résultats obtenus en soutenant le MEPUA dans sa relation avec le dispositif d'appui technique, (iii) des contrôles réguliers des livrables produits et de leur utilité pour la bonne exécution du programme.

Des retards répétés dans la préparation des PAAB décrochés du cycle des Lois de finances. Un démarrage précoce de la préparation du PAAB est nécessaire avec une lettre de cadrage communiquée aux Ministères sectoriels dont le MEPUA au plus tard le 15 avril de l'année N-1. Un avant-projet de PAAB pourra être présenté avant le 15 mai. Il sera simplifié et accompagné d'une première maquette budgétaire qui présentera les grandes actions, dépenses et crédits suivants :

- . La construction et l'équipement des salles de classe en distinguant les transferts aux communes (titre 4), les maîtrises d'ouvrage déléguées (cf. infra, titre 4) et les investissements relevant du SNIES (titre 5) ;
- . Les crédits courant à déléguer aux IRE et aux DPE/DCE (achats de biens et services) ;
- . Les crédits à transférer au DSEE via l'ANAFIC et les communes (titre 4 à décontracter dans les budgets communaux en achats de biens et services) ;
- . Les manuels scolaires (marchés, titre 3) ;
- . Les transferts aux établissements publics nationaux dont l'INRAP (titre 4).

Les arbitrages de cet avant-projet de PAAB et ses lignes de crédits se feront en amont de la préparation de loi des finances. Les crédits stabilisés pourront être inscrits dans le système de gestion budgétaire dès son ouverture. Ils représenteront en référence à la note de cadrage 90% du budget annuel du programme exécuté à travers le BAS/FCE. Les activités restant à inscrire, en majorité des activités courantes des directions centrales, des biens et services, seront intégrées dans le projet définitif de PAAB et arbitrées avant la présentation de la Loi de finances au Parlement. Les inscriptions budgétaires seront alors actualisées et finalisées.

Des capacités insuffisantes de passation des marchés. L'engorgement des marchés d'infrastructures au SNIES sera limité par un mixe des maîtrises d'ouvrage décentralisées (cf. infra), directes et déléguées. Moins de marchés seront donc à passer par le SNIES. Une régulation sera opérée au terme de l'année budgétaire si des retards sont constatés. Les marchés non préparés et non lancés seront annulés. Les crédits seront réalloués vers d'autres dépenses. Cette mesure évitera la reconduction de crédits auprès de structures disposant de capacités insuffisantes pour les exécuter. Il sera privilégié au lancement du programme et chaque fois que possible les marchés de « contrat cadre » pluriannuels, pour disposer ensuite de procédures d'acquisition publique simplifiées à l'instar des marchés subséquents et des bons de commande.

Le retard dans la réalisation des salles de classe par le SNIES. Les capacités du SNIES n'ont pas été suffisantes ces dernières années pour construire les salles de classe planifiées. La diversification des maîtrises d'ouvrage sera une priorité du futur programme en s'appuyant sur des partenariats avec les ONG internationales disposant de capacités dans ce domaine et en amplifiant la décentralisation de la maîtrise d'ouvrage aux collectivités locales via l'ANAFIC. Un projet de convention de financement pour la construction d'écoles primaires sur les fonds actuels du FCE/BAS est en cours de discussion entre le MEPUA et l'ONG Plan International. Cette approche partenariale sera approfondie avec les ONG pour que l'exécution des crédits d'investissement ne soit plus un facteur freinant la mise en œuvre du programme. Des critères d'éligibilité à ces financements seront définis incluant une analyse des capacités d'exécution et de gestion des organismes candidats (cf. section en infra sur les risques fiduciaires).

Des reports systématiques de crédits non utilisés au bénéfice des mêmes structures qui n'ont pas été en capacité de les consommer. Ces reports autorisés largement dans le manuel de procédures seront dorénavant alignés sur les dispositions législatives et réglementaires de la Loi organique relative aux lois de finances publiques de 2012 : un plafonnement des reports à 10% des crédits inscrits et qui ne concernent que les dépenses d'investissement. La reprogrammation des crédits se fera lors des Lois de finances rectificatives ou par réintégration des crédits selon les dispositions nationales en vigueur et déjà pratiquées pour le BAS/FCE.

Une très faible déconcentration et décentralisation des crédits. Un ratio de déconcentration et décentralisation des crédits du BAS/FCE, précisant les dotations aux IRE, DPE/DCE et DSEE et les subventions au CDE, sera fixé pour toute la durée du programme. Ce ratio sera rappelé chaque année dans la lettre de cadrage communiquée par les Partenaires aux ministères sectoriels concernés. Son respect sera vérifié lors de l'avis de non-objection donné sur le PAAB national. Cette mesure garantira une allocation opportune des ressources aux acteurs locaux de l'éducation et des taux d'exécution satisfaisants du BAS/FCE.

9.2. Gestion du risque fiduciaire

Le tableau ci-après présente les risques fiduciaires attachés à la gestion du BAS/FCE au courant de l'exécution du prochain financement du programme financé par le GPE. Ces risques ont été identifiés sur la base (i) des difficultés de programmation et de gestion vécues de 2020 à 2024, qui n'ont pas toutes trouvées de réponses concrètes pour les résoudre, (ii) de l'actualisation sur la base de l'expérience des risques déjà analysés au lancement du programme précédent, (iii) du manuel de procédures et des difficultés de son application, (iv) des orientations déconcentrées et décentralisées du futur programme. Les risques détaillés ci-dessous sont ceux dont la survenance est certaine puisqu'ils n'ont cessé de se produire ces dernières années. Ils sont majeurs, hypothèquent le bon fonctionnement du fonds et doivent trouver des solutions.

Constats, causes et risques	Degré de risque	Survenance	Mesures d'atténuation
<p>Programmation budgétaire et PAAB. Le budget du BAS/FCE n'est pas préparé dans les délais du cycle de la Loi de finances car l'élaboration du plan d'action annuel accuse chaque année un retard important. Il est dû à une faible maîtrise des échéances de planification, des délais d'élaboration trop longs, des arbitrages difficiles à réaliser, des modifications fréquentes et hors délai des activités. Le risque déjà survenu est de ne pas disposer au démarrage de l'exécution de la LFI d'un budget en adéquation avec le plan d'action, ou de ne pas disposer de budget du tout comme cela s'est produit pour l'année 2024. Les activités, quelle qu'elles soient, ne peuvent alors être réalisées dès le début de l'année civile.</p>	Très élevée	Certaine	<p>Il est proposé de communiquer la lettre de cadrage au plus tard le 1 avril de l'année N-1 pour l'année N. Son contenu devra être suffisamment directif et précis pour constituer un premier budget qu'il sera possible d'inscrire par défaut en LFI dans les délais du cycle de la Loi de finances. Ce budget sera constitué à minima des lignes de crédits suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Construction scolaires et équipements destinés aux communes ✓ Dotations en « achats de biens et services » aux IRE et DPE/DCE ✓ Dotations via l'ANAFIC aux DSEE ✓ Manuels scolaires le cas échéant ✓ Subventions en transfert à l'INRAP pour la réforme curriculaire <p>Ce budget pourra être retravaillé et arbitré par le MEPUA/MEF dans les limites du temps disponible de la planification. Le principe de la « non-consolidation » des PAAB des IRE, DPE/DCE et DSEE sera appliqué. Il sera privilégié une description des activités que ces services devront réaliser au courant de l'année avec une ventilation</p>

			précise des crédits par paquet d'activités et nature économique de dépenses.
<p>Lenteur dans l'exécution budgétaire par le jeu des reports systématiques des crédits. L'exécution du FCE durant les 4 dernières années a montré que la possibilité de reporter des crédits pour reconduire des activités qui n'avaient pas été réalisées au terme de l'année budgétaire provoquait (i) une bulle de crédits non consommé, (ii) des taux d'exécution du fonds très bas, (iii) des risques importants pour la Guinée de perdre les ressources du GPE. Ces reports au bénéfice des mêmes structures qui ne les ont pas consommés sont contre-productifs. Ils sont une prime à la contre-performance et à la centralisation des ressources, ils réduisent les résultats opérationnels du programme dans tous les domaines.</p>	Très élevée.	Certaine	<p>Pour améliorer le taux d'exécution budgétaire, puis éviter la sous consommation des ressources du GPE, les mesures suivantes seront mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une déconcentration accrue car nécessaire des ressources du fonds en appliquant pour la réalisation du PAAB le principe de subsidiarité. Aucune activité relevant d'un service déconcentré ne pourra être réalisée par une structure centrale. ✓ Une budgétisation annuelle base « 0 » c'est-à-dire sans crédit à reporter hormis les contrats de marchés signés et engagés dans le système intégré de gestion, faisant l'objet d'un ordre de service ou d'un bon de commande ✓ Une reprogrammation vers d'autres chapitres budgétaires (structure de l'éducation) des crédits sans emploi au terme de l'année budgétaire ✓ Un examen des capacités des structures et des mesures de renforcement comme préalables à des dotations additionnelles de crédits, dans le cas contraire la reconduction pour chaque structure des crédits engagés de l'année N pour l'année N+1 sans majoration supérieure à 10% ✓ Une régulation budgétaire et réallocation en cours d'année des crédits courants (achat de biens et services) lorsque le rythme de leur consommation est inférieur de 50% au rythme annuel exprimé en taux d'exécution trimestriel (25%, 50% ; 75% 100% au terme de l'année budgétaire)

<p>Insuffisance du rapportage budgétaire et comptable des crédits du BAS/FCE, centraux et délégués dans les IRE, DPE/DCE. Il n'a pas pu être rapporté depuis 2020 avec fiabilité et exhaustivité de l'exécution des crédits délégués dans les IRE et DPE/DCE. Les rapports budgétaires sont construits sur la base d'une égalité de montant entre les crédits délégués et les crédits exécutés, ce qui ne correspond pas la réalité de l'exécution de ces ressources dans les services déconcentrés régionaux, préfectoraux et communaux (Conakry). Ces données incomplètes ont biaisé tous les rapports budgétaires et financiers du BAS/FCE dont la production accusait systématiquement des retards.</p>	Très élevée	Certaine	<p>Il sera mis en place durant le prochain programme une unité de centralisation comptable assurant une double comptabilité du fonds à côté du système national de gestion. Elle aura pour tâche de collecter toutes les données budgétaires et financières naissant de l'exécution du fonds, de soutenir la préparation des rapports financiers trimestriels et annuels d'exécution financière, de collecter les extraits de comptes bancaires, de faire les rapprochements comptables aux fins de contrôle de l'exécution du fonds, de préparer les audits externes. Toutes les demandes d'engagement et de mandatement seront saisies sous un logiciel de gestion. Ces données seront rapprochées des logiciels nationaux. Un dispositif d'appui technique fera un suivi de chaque dossier de dépense auprès des DAF et des services déconcentrés. Il veillera à ce que les données comptables soient communiquées au fil de l'exécution des activités. La cellule de centralisation comptable sera domiciliée au MEPUA, relayée dans les régions par un réseau d'assistants techniques.</p>
<p>Retard dans les paiements des marchés pour des montants supérieurs à 1 milliards de francs guinéens. Ces retards seraient la conséquence d'une position nette du trésor (PNT) défavorable et conduisant à la suspension de tous les paiements à la BCRG au courant de l'année budgétaire. Le problème est déjà ancien et n'a pas trouvé de solution. Il a considérablement freiné les marchés de manuels scolaires et</p>	Très élevée	Certaine	<p>Il sera mis en place dès le démarrage du prochain financement du GPE avec l'appui de la cellule de centralisation comptable des indicateurs de suivi des délais de paiement rapportés aux montants à payer. Dans le cas où, comme observés durant ces dernières années, des délais de plusieurs mois seront nécessaires pour payer des montants supérieurs à 1 milliards de franc guinéen, un compte de liquidités sera ouvert dans une banque primaire de Conakry pour prendre en charge ces paiements. Il sera abondé directement par les Partenaires du fonds sur la base d'une prévision de dépenses des marchés passés,</p>

d'infrastructures. Le blocage des comptes du BAS/FCE ne peut qu'être une conséquence de l'utilisation des liquidités du fonds pour satisfaire aux besoins ponctuels de trésorerie de l'État. Cette situation est contraire aux dispositions des conventions de financement. Elle porte préjudice à l'exécution du programme financé par le GPE et les partenaires du Fonds commun.			signés et engagés. Sa gestion relèvera d'un comptable public assignataire désigné par le Trésor. Ces dispositions spécifiques, les conditions d'ouverture du compte et de sa gestion seront précisées dans les conventions de financement entre l'Agent partenaire et la partie nationale.
Gestion irrégulière des financements octroyés aux ONG internationales pour la construction des salles de classe et leur équipement. Ce risque est celui de règles ou de leur application imparfaite dans les domaines de la passation des marchés et de l'exécution des dépenses par l'ONG partenaire. Une comptabilité défectueuse, naissant d'une collecte imparfaite des données de base, de leur enregistrement et sécurisation est aussi une source probable de dysfonctionnement élevant les risques fiduciaires.	Modéré	Faible	Avec des appuis techniques il sera défini au lancement du programme des critères d'éligibilité des ONG qui prendront en charge la robustesse (i) de leurs règles et processus de passation des marchés de construction et d'équipement, (ii) de leurs règles, processus et outils de gestion comptables, (iii) des mécanismes de contrôle interne a priori et posteriori, (iv) des outils et des processus de collecte des données de base et de rapportage. Les dossiers de candidature des ONG internationales seront examinés à l'aune de ces critères. Les conventions de financement seront organisées par tranches conditionnées à l'atteinte de résultats physiques et financiers. Des missions périodiques de supervision communes seront organisées avec le MEPUA et les services financiers de l'Etat. Des audits externes seront réalisés au courant et au terme de l'exécution des conventions passées avec le MEPUA.

L'AFD a également lancé des études d'actualisation des risques, notamment des risques fiduciaires⁷⁴ à l'issue de 4 ans d'exercice et d'évolution du contexte du pays et du secteur financier qui pourront compléter et affiner les éléments présentés ci-dessus.

⁷⁴ . L'étude est en cours, avec une remise de livrable prévue avant la fin d'année 2024.

9.3. Rôle de l'agent partenaire

En tant qu'agent partenaire, l'AFD veillera à ce que les fonds du GPE soient correctement gérés et participera au dialogue technique avec les acteurs nationaux, en lien avec les autres partenaires du secteur. L'AFD exercera en effet une responsabilité financière et fiduciaire des fonds octroyés par le GPE. L'AFD conclura un accord avec le gouvernement de la Guinée pour la mise à disposition des fonds au sein du FCE et s'assurera du suivi des procédures prévues à cette convention et des règles relatives aux décaissements et justification des fonds, à travers notamment la mobilisation d'audits externes annuels en maîtrise d'ouvrage directe AFD. La gestion du risque fiduciaire, au cœur du métier de l'AFD, a été prise en compte lors de la définition de ce Programme par une analyse du fonctionnement actuel du FCE, des risques fiduciaires, et des capacités des entités nationales à gérer ces financements. Cela a permis d'identifier des recommandations à suivre pour cette nouvelle phase. Un certain nombre de contrôles sera également effectué par l'agent partenaires, à travers notamment des avis de non-objection notamment sur la planification annuelle, les plans de passation de marchés, et aux étapes clés de certains marchés qui seront passés dans le cadre du financement. Enfin, en tant que membre régulier du GSE, l'AFD continuera à promouvoir le dialogue sectoriel et à assurer un suivi concerté de l'exécution du ProDEG et du Pacte, aux côtés notamment de l'UNICEF (co-partenaire du FCE, et chef de file) et du ST/CP, entité technique de coordination du secteur.

L'AFD poursuivra son soutien au renforcement des capacités nationales, en mobilisant un nouveau dispositif d'assistance technique, qui sera financé sur ressources propres AFD (2,5 MEUR) et sous réserve sur une partie des financements du GPE pour le renforcement de capacités (SCG)⁷⁵. Le montant de l'enveloppe sera précisé à l'issue de l'étude sur le dispositif d'appui technique.

Les frais de supervision proposés s'élèvent à 7% des montants effectivement alloués par le GPE pour lesquels l'AFD est agent partenaire (soit 2,65 MEUR). Ils ont pour **double objectif i) d'appuyer la supervision du Programme et d'assurer sa surveillance fiduciaire et ii) d'accompagner la mise en œuvre**. Ces frais serviront à :

- Renforcer le dispositif de supervision de l'AFD, en finançant la prise en charge d'un **expert en charge de la supervision et du suivi opérationnel du Programme, positionné au niveau de l'Agence AFD de Conakry, pendant la durée du programme**. Dans la continuité du poste actuel, cet expert collaborera avec les acteurs de mise en œuvre de ces financements, notamment le MEPUA, les acteurs du niveau déconcentré, l'ANAFIC, le ST/CP et aussi l'UNICEF (autre PTF du FCE et chef de file), pour assurer le suivi du Programme. Il produira des analyses sur les projets de planification et l'état d'exécution technique et financière du Programme. Il s'assurera de la cohérence des activités mises en œuvre et de leur alignement avec les orientations du Pacte et du ProDEG. Il

⁷⁵. La sollicitation des ressources du SCG fera l'objet d'une requête distincte à celle présentée ici.

travaillera au sein du Pôle Education Formation de l'Agence et le responsable d'équipe projet au siège. Il assurera, jusqu'en septembre 2029 les activités de clôture, dont la validation des derniers audits.

- . Couvrir les dépenses liées aux diverses **missions de dialogue et de suivi** qui auront lieu tout au long du Programme par l'équipe AFD de Conakry, le responsable d'équipe projet au siège, ainsi que d'autres experts du siège qui pourront être amenés à venir en mission en Guinée dans le cadre de ce Programme.
- . **Mobiliser de l'expertise complémentaire** pour la supervision, tels que de l'expertise en infrastructure, gestion environnementale et sociale, etc.
- . Couvrir les dépenses d'**audits annuels et d'évaluations** de ce Programme.
- . Faire face à d'éventuelles difficultés pendant la mise en œuvre.

Annexes

Annexe 1. Cadre de dépenses indicatif global des ressources AFD, GPE et UNICEF

Annexe 2. Cadre de dépenses des ressources STG/GEA (GPE)

Annexe 3. Cadre de résultats

Annexe 4. Liste des membres de l'ETN

Annexe 5. Principaux entretiens et consultations menés

Annexe 6. Liste de présence à l'atelier de Kindia

Annexe 1. Cadre de dépenses indicatif global des ressources AFD, GPE et UNICEF

Cadre de dépenses global indicatif (GPE, UNICEF, AFD)								
Ministère	Niveau	Thématique	2025	2026	2027	2028	Total GNF	Total EUR
TOTAL			48 922 825 682	155 455 170 682	196 408 534 682	115 213 482 682	516 000 013 727	56 760 002
TOTAL MEPUA			21 844 280 000	106 665 135 000	140 218 499 000	65 749 601 000	334 477 515 000	36 792 527
MEPUA	Préscolaire	-	-	7 298 000 000	7 298 000 000	1 680 000 000	16 276 000 000	1 790 360
MEPUA	Primaire		17 966 180 000	91 533 110 000	127 618 699 000	61 754 801 000	298 872 790 000	32 876 007
MEPUA	Collège	-	-	1 941 225 000	2 489 000 000	950 000 000	5 380 225 000	591 825
MEPUA	Transversal		3 878 100 000	5 892 800 000	2 812 800 000	1 364 800 000	13 948 500 000	1 534 335
Total METFPE			7 700 000 000	26 411 490 000	31 911 490 000	24 712 336 000	90 735 316 000	9 980 885
METFPE	Développement formation/promotion emploi		7 200 000 000	25 000 000 000	30 000 000 000	23 080 846 000	85 280 846 000	9 380 893
METFPE	ENI	-	-	300 000 000	800 000 000	1 020 000 000	2 120 000 000	233 200
METFPE	Gouvernance (ST/CP)		500 000 000	1 111 490 000	1 111 490 000	611 490 000	3 334 470 000	366 792
Total MESRSI			3 500 000 000	6 500 000 000	8 400 000 000	8 873 000 000	27 273 000 000	3 000 030
MESRS	Gouvernance et développement ens. sup (dont ISSEG)		3 500 000 000	6 500 000 000	8 400 000 000	8 873 000 000	27 273 000 000	3 000 030
Appuis techniques			9 855 795 682	9 855 795 682	9 855 795 682	9 855 795 682	39 423 182 727	4 336 550
Supervision			6 022 750 000	6 022 750 000	6 022 750 000	6 022 750 000	24 091 000 000	2 650 010
	Financements FCE - Phase II							
	Partenaires	Contributions (EUR)						
	GPE STG	30,80						
	GPE GEA	9,22						
	GPE SCG	1,83						
	AFD	14,00						
	UNICEF	0,91						
	TOTAL	56,76						

Annexe 2. Cadre de dépenses des ressources STG/GEA (GPE)

Cadre de dépenses indicatif (ressources STG/GEA)											Genre	
Ministère	Niveau	Thématique	2025	2026	2027	2028	Total GNF	dont GEA GNF	Total EUR	Exécution	sensible	part GEA
TOTAL			28 367 030 000	114 099 375 000	148 072 739 000	73 363 841 000	363 902 985 000	83 772 691 000	40 029 328			
FCE/ STG-GEA			22 344 280 000	108 076 625 000	142 049 989 000	67 341 091 000	339 811 985 000	83 772 691 000	37 379 318			25
TOTAL MEPUA			21 844 280 000	106 665 135 000	140 218 499 000	65 749 601 000	334 477 515 000	83 372 691 000	36 792 527			25
MEPUA	Préscolaire		-	7 298 000 000	7 298 000 000	1 680 000 000	16 276 000 000	-	1 790 360			0,00
MEPUA	Préscolaire	Infrastructures	-	5 618 000 000	5 618 000 000	-	11 236 000 000	-	1 235 960	Central (40) - Décentralisé CT-ANAFIC (60)	x	0,00
MEPUA	Préscolaire	Cantines scolaires	-	1 680 000 000	1 680 000 000	1 680 000 000	5 040 000 000	-	554 400	Décentralisé Association	x	0,00
MEPUA	Primaire		17 966 180 000	91 533 110 000	127 618 699 000	61 754 801 000	298 872 790 000	82 653 246 000	32 876 007			28
MEPUA	Primaire	Curriculum	3 086 000 000	7 189 840 000	2 798 849 000	2 258 861 000	15 333 550 000	3 066 710 000	1 686 691	Central	x	20,00
MEPUA	Primaire	Manuels	-	6 000 000 000	14 400 000 000	-	20 400 000 000	-	2 244 000	Central		0,00
MEPUA	Primaire	Formation continue	1 030 000 000	9 527 470 000	12 189 450 000	3 725 780 000	26 472 700 000	5 238 540 000	2 911 997	Déconcentré	x	19,79
MEPUA	Primaire	Encadrement pédagogique	5 339 000 000	4 889 000 000	8 262 000 000	8 262 000 000	26 752 000 000	4 350 400 000	2 942 720	Déconcentré	x	16,26
MEPUA	Primaire	Infrastructures	1 791 180 000	19 880 000 000	47 260 000 000	25 620 000 000	94 551 180 000	15 534 236 000	10 400 630	Central (40) - Décentralisé CT-ANAFIC (60)	x	16,43
MEPUA	Primaire	Cantines scolaires	-	10 080 000 000	10 080 000 000	10 080 000 000	30 240 000 000	-	2 744 280	Décentralisé Association	x	0,00
MEPUA	Primaire	Kits scolaires/sensibilisation	3 360 000 000	9 996 000 000	8 988 000 000	8 316 000 000	30 660 000 000	-	3 372 600	Déconcentré	x	0,00
MEPUA	Primaire	Scolarisation des filles	3 360 000 000	23 970 800 000	23 640 400 000	3 492 160 000	54 463 360 000	54 463 360 000	5 990 970	Central/Déconcentré	x	100,00
MEPUA	Collège		-	1 941 225 000	2 489 000 000	950 000 000	5 380 225 000	350 445 000	591 825			7
MEPUA	Collège	Formation continue	-	1 002 225 000	750 000 000	-	1 752 225 000	350 445 000	192 745	Déconcentré	x	20,00
MEPUA	Collège	Encadrement pédagogique	-	939 000 000	1 739 000 000	950 000 000	3 628 000 000	-	399 080	Déconcentré		0,00
MEPUA	Transversal		3 878 100 000	5 892 800 000	2 812 800 000	1 364 800 000	13 948 500 000	369 000 000	1 534 335			3
MEPUA	Transversal	Gestion RH	2 636 300 000	4 651 000 000	1 571 000 000	123 000 000	8 981 300 000	369 000 000	987 943	Central	x	4,11
MEPUA	Transversal	Coordination locale	1 241 800 000	1 241 800 000	1 241 800 000	1 241 800 000	4 967 200 000	-	546 392	Déconcentré		0,00
Total METFPE			500 000 000	1 411 490 000	1 831 490 000	1 591 490 000	5 334 470 000	400 000 000	586 792			7
METFPE	ENI		-	300 000 000	720 000 000	980 000 000	2 000 000 000	400 000 000	220 000			20
METFPE	ENI	Formation initiale au primaire	-	300 000 000	720 000 000	980 000 000	2 000 000 000	400 000 000	220 000	Central	x	20,00
METFPE	ST/CP		500000000	1111490000	1111490000	611490000	3 334 470 000	0	366 792			-
METFPE	ST/CP	Pilotage et coordination (central)	500 000 000	1 111 490 000	1 111 490 000	611 490 000	3 334 470 000	-	366 792	Central		0,00
Frais de supervision GPE			6 022 750 000	6 022 750 000	6 022 750 000	6 022 750 000	24 091 000 000		2 650 010			-

Annexe 3. Cadre de résultats

Le suivi des résultats accompagnés par le FCE reposera sur le cadre de résultats du ProDEG⁷⁶ et du Pacte de partenariat – indicateurs présentés en gris dans les matrices ci-dessous (non spécifiques à ce programme). Les progrès par rapport à la théorie du changement seront évalués de façon holistique, à travers le suivi du ProDEG et du Pacte dans une démarche d'alignement avec les outils existants. Le renseignement de ces indicateurs s'effectuera ainsi en cohérence avec le rapportage prévu pour le suivi de ces documents stratégiques. Pour soutenir le dialogue sur les processus en appui aux résultats attendus du ProDEG et du Pacte, ces indicateurs sont complétés par des indicateurs de processus en lien avec les stratégies soutenues par les financements de ce programme présentés dans la matrice de suivi.

Rappel des indicateurs du ProDEG

Les indicateurs et cibles suivants, issus du ProDEG, seront particulièrement suivis dans le cadre du dialogue de politique publique du secteur, en lien direct avec ce programme. Il est important de souligner que les cibles indiquées ci-dessous correspondent à celles des indicateurs de performance du ProDEG, qui n'ont pas été actualisées depuis son endossement. Leur mise à jour respectera les principes d'alignement et sera effectuée lors de l'évaluation à mi-parcours du ProDEG, prévue pour la fin d'année 2024 ou début 2025. Par ailleurs, plusieurs données, ainsi que certaines cibles, ne sont pas disponibles. D'autres indicateurs pourront y être ajoutés. Cela devra être réexaminé dans le cadre de la mise à jour du cadre de résultats du ProDEG, afin de garantir que toutes les cibles puissent être renseignées et suivies.

	Indicateurs	Valeur actuelle	Cibles			Vérification			
			2025	2026	2027	2028	Sources	Structure responsable	Fréquence
Sous – programme 1.1 : Accès équitable au préscolaire									
	Taux brut de scolarisation en dernière classe du préscolaire	19,8 % (2022)	47,5 %	48,6 %	49,7 %	50,8 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
	Indice de parité filles/garçons du taux brut de scolarisation	0,94 (2022-23)	0,99	1,00	1,00	1,00	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
	Pourcentage d'enfants du préscolaire public bénéficiant de cantine scolaire	7 % (2022)	77,0 %	77,0 %	77,0 %	77,0 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Sous – programme 1.2 : Accès équitable et achèvement du primaire									
	Taux net de scolarisation au primaire *	97% (2022-23)	93,1%	94,4 %	95,8 %	97,2 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
	Ratio élèves par salle de classe au primaire	47,7 (2022-23)	44,7	44,6	44,4	44,3	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle

⁷⁶ Le cadre de résultat du ProDEG devrait être actualisé en fin d'année 2024/début 2025 et intégrer la prise en compte des indicateurs du Pacte.

Pourcentage de salles de classe du public en bon état	95,6% (2022-23)	96,0 %	96,8 %	97,6 %	98,4 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Taux d'achèvement du primaire *	83,8% (2022-23)	88,4 %	90,7 %	93,1 %	95,4 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Indice de parité filles/garçons dans le taux d'achèvement	0,89 (2022-23)	0,94	0,95	0,97	0,98	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Pourcentage d'enfants scolarisés au primaire (public et communautaire) bénéficiaires de la cantine scolaire	7,8 % (2022-23)	18,6 %	19,9 %	21,2 %	22,5 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Sous – programme 1.4 : Accès et équité au collège								
Taux de scolarisation au collège	45 %	69,0 %	71,5 %	73,6 %	76,4 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Indice de parité filles/garçons dans le TBS du collège	0,69	0,85	0,88	0,92	0,95	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Sous – programme 1.5 : Promotion de l'éducation inclusive, y compris les FA								
Pourcentage de salles de classe du primaire public disposant de rampe d'accès	Non collecté	10,9 %	11,8 %	12,6 %	13,4 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Pourcentage d'établissements du primaire public disposant de latrines adaptées pour les enfants en situation de handicap moteur	Non collecté	ND	ND	ND	ND	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Sous – programme 1.7 : Santé et sécurité scolaires								
Proportion d'écoles primaires publiques disposant de latrines fonctionnelles	80,9 % (2022-23)	88,1%	89,5 %	90,9 %	92,3 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Proportion d'écoles primaires publiques disposant de points d'eau	57 % (2021-22)	41,2 %	43,0 %	44,7 %	46,5 %	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Sous – programme 2.1 : Révision et adaptation des curricula/programmes								
Pourcentage de programmes du primaire révisés et implémentés	0 (2022)	100 %	100 %	100 %	100 %	Rapport d'activité	INRAP	annuelle
Pourcentage d'enseignants ayant bénéficié d'une formation aux nouveaux curricula	0 (2022)	100 %	100 %	100 %	100 %	Rapport d'activité	INRAP	annuelle
Sous – programme 2.3: Formation initiale et continue des enseignants/éducateurs y compris dans les méthodes pédagogiques innovatrices								
Pourcentage des enseignants polyvalents formés (préscolaire et primaire)	ND (2022)	80 %	85 %	90 %	95 %	Rapport d'activité	ENI	annuelle
Pourcentage des enseignants polyvalents formés dans au moins deux disciplines (secondaire)	ND (2022)	75 %	80 %	85 %	90 %	Rapport d'activité	ISSEG	annuelle
Pourcentage des enseignants ayant suivi une formation continue pertinente (en lien avec le plan de	ND (2022)	33 %	33 %	33 %	33 %	Rapport d'activité	SNFPP	annuelle

formation)								
Sous-programme 2.4. Encadrement des enseignants : appui et contrôle								
Pourcentage d'enseignants inspectés/visités	ND (2022)	ND	ND	ND	ND	ND		annuelle
Sous-programme 2.5. Conditions d'apprentissage								
Ratio manuels/élève au primaire *	1,4 (2022-23)	5,0	5,0 (*Pacte : 2)	5,0 (*Pacte : 2)	5,0	Annuaire statistique MEPUA	BSD/MEPUA	annuelle
Taux de réussite des élèves dans les évaluations standardisées (nationales et ou internationales)*	(*Pacte : Lect : 24.9 Maths : 38.9 (2019) ⁷⁷	(*Pacte : Lect : 34 Maths : 45)	-	(*Pacte : Lect : 50 Maths : ≥ 60)	-	Rapport	PASEC	tous les 4 ans
Sous-programme 6.2 Déconcentration, décentralisation, et partenariats (implication des communautés et des autres parties prenantes)								
Pourcentage du budget de l'éducation exécuté par les structures déconcentrées	13,93 % (2022)	ND	ND	ND	ND	Rapport d'activité	DAF MEPUA	annuelle
Pourcentage des structures décentralisées ayant un plan de développement de l'éducation	ND	ND	ND	ND	ND	Rapport d'activité	DAF MEPUA	annuelle
Sous-programme 6.5 Gestion des RH (recrutement, affectation, motivation, fidélisation, gestion de carrières...)								
Degré d'aléa dans l'affectation des enseignants du primaire (national)	17 % (2022)	11,3 %	10,7 %	10,0 %	9,3 %	Rapport d'analyse	BSD/MEPUA	annuelle
Sous-programme 6.6 Gestion des ressources financières								
Pourcentage du budget national hors service de la dette alloué au secteur de l'éducation et de la formation	ND	17,2 %	18,0 %	18,8 %	19,6 %	Loi de finances	STCP	annuelle
Pourcentage du budget des collectivités alloué au secteur de l'éducation et de la formation	ND	ND	ND	ND	ND	Loi de finances	STCP	annuelle
Taux d'exécution du budget de fonctionnement (hors salaires et hors transferts sociaux) dans le secteur	ND	ND	ND	ND	ND	Rapport d'activité	DAF/ ministères du secteur	annuelle
Sous-programme 6.8 : Renforcement des compétences de l'administration (cadre normatif, poste-profil, évaluation, équipement, formations...)								
Pourcentage de cadres ayant bénéficié de formation en administration et gestion de l'éducation	ND	ND	ND	ND	ND	Rapports	DRH/ministères du secteur	annuelle

⁷⁷ Le Rapport PASEC2019 note que pour la Guinée, il n'y a pas de différences significatives entre les scores des garçons et des filles.

ND : Non disponible

Rappel des indicateurs du Pacte

Les indicateurs du Pacte qui figurent également parmi ceux du ProDEG sont signalés par un astérisque (*) dans le tableau précédent. Seuls les indicateurs du Pacte qui ne sont pas déjà repris et qui font l'objet d'un suivi particulier dans le cadre de ce programme sont présentés ci-dessous. Il est recommandé, pour faciliter le suivi, d'intégrer ces indicateurs au cadre de résultats du ProDEG lors de sa prochaine mise à jour, d'autant que tout comme pour le ProDEG, c'est le ST/CP qui doit assurer le suivi-évaluation. Par ailleurs, les données pour les années de référence indiquées comme non disponibles doivent être un signal d'alerte, afin de mettre en place un mécanisme efficace de collecte de données.

#	Indicateurs clefs	Référence (2019 / 2020)	Performances visées		Dont Femmes / Filles	
			2025	2027	2025	2027
Axe 1 : Alignement du système de recrutement, de formation (initiale et continue) et d'allocation des enseignants sur les standards requis						
1	% nouveaux Enseignants diplômés (ENI, ISSEG et équivalent) en situation de classe dans l'EDB	ND*	50%	75%	30%	40%
2	Nombre d'enseignants ayant suivi une formation continue au niveau déconcentré (IRE)	11 974	16 000	21 000	30%	40%
Axe 2 : Revalorisation socio-administrative de la fonction pour mieux attirer et fidéliser les enseignants, notamment les femme						
3	Disponibilité du document de Politique de la Profession Enseignante	Non	Oui			
4	Nombre de femmes promues à des postes de responsabilité dans l'éducation de base	< 20 %	20%	≥ 30%		
Axe 3 : Amélioration de l'environnement et des conditions d'apprentissage pour une éducation de base (EDB) pertinente, réussie et équitable						
6	Nombre d'écoles ayant introduit les contenus digitaux dans les enseignements-apprentissages	02	50	≥ 100		
7	% d'élèves filles ayant bénéficié de programmes de sensibilisation sur les VBG, les mariages et grossesses précoces	ND*	50%	100%		
Axe 4 : Amélioration de l'environnement et des conditions d'apprentissage pour une éducation de base (EDB) pertinente, réussie et équitable						
10	% de filles ayant atteint le seuil suffisant de compétences en lecture et en maths en fin de scolarité primaire	Lect : 24.9 Math : 38.9 ⁷⁸	Lect : 34 Math : 45	Lect : 50 Math : ≥ 60		

* ND : Non disponible

⁷⁸. Le Rapport PASEC2019 note que pour la Guinée, il n'y a pas de différence significative entre les scores des garçons et des filles.

Matrice de suivi du Programme

Cette matrice de suivi, spécifique au Programme, permettra de suivre la réalisation des activités prévues pour les deux guichets (STG et GEA) et servira également de guide pour les travaux de planification annuelle afin de s'assurer que les résultats visés suivent la trajectoire prévue.

	Indicateurs	Valeur/ année de référence	Cibles					Vérification		
			2025	2026	2027	2028	Total	Sources	Structure responsable	Fréquence
Gestion RH enseignants	Campagne d'information sur le fonctionnement du système de recrutement des enseignants organisée au niveau déconcentré auprès des acteurs impliqués	0	1	1	1	1	4	PV des séances au niveau régional, préfectoral et sous-préfectorale	DRH/MEPUA	Annuelle
	Système digitalisé de gestion des enseignants disponible et fonctionnel – intégrant un module de mutation des enseignants	ND	Mobilisation d'une expertise	0	Disponible	Disponible		Application	DRH/MEPUA	Ponctuelle
	Modèle de simulation d'un système de revalorisation des carrières des enseignants conçu	ND	Mobilisation d'une expertise	0	Disponible	Disponible		Modèle de simulation	DRH/MEPUA	Ponctuelle
	Texte portant statut particulier des enseignants du pré-universitaire disponible	ND	ND	ND	ND	1	1	Texte publié	DRH/MEPUA	Ponctuelle
	Etude WILL disponible et partagée au GSE (incluant les recommandations à inclure au STG)	0	1	-	-	-	1	Rapport de l'étude et PV du GSE	STCP	Ponctuelle

	Indicateurs	Valeur/ année de référence	Cibles					Vérification		
			2025	2026	2027	2028	Total	Sources	Structure responsable	Fréquence
Formation / encadrement pédagogique	Curriculum de formation initiale des enseignants du primaire (ENI) révisé, tenant compte des exigences du COC et intégrant de façon transversale les enjeux de genre	0	0	0	0	1	1	Curriculum	DNFPPE/ENI	Ponctuelle
	Avec un module de formation dédié au genre	0	0	0	0	1	1	Module de formation spécifique dans le curriculum	DNFPPE/ENI	Ponctuelle
	Mode opératoire pour le déploiement des actions de formation continue des enseignants, selon une approche hybride	0	Conception	1	1	1	1	Manuel d'opération	DNFPPE	Ponctuelle
	Nombre d'enseignants du primaire, bénéficiant de formation continue		Mise à jour et/ou conception des modules ⁷⁹	Lancement et réalisation des formations	Poursuite des formations	Poursuite des formations		Modules de formation Taux de participation Liste de présence Rapports de formation	DNFPPE/ IRE/ DPE	Semestrielle
	Enseignants	0		3 000	6 700	6 406	16 106 ⁸⁰			
	Hommes	0		1 841	4 110	3 929	9 880			
	Femmes	0		1 159	2 590	2 477	6 226			
	Formation continue des enseignants du secondaire 1 ^{er} cycle, en didactique du français et des mathématiques		Mise à jour et/ou conception des outils	Lancement et réalisation des formations	Réalisation des formations	Réalisation des formations		Modules de formation Fiches de présence aux journées pédagogiques Rapports de formation	DNESGT	Semestrielle
	Enseignants	0		2 559	2 559	2 559	2 559 ⁸¹			
	Hommes	0		1 878	1 878	1 878	1 878			
	Femmes	0		680	680	680	680			

⁷⁹ . Didactique du français, des mathématiques, création de matériel pédagogique, évaluation des apprentissages et enjeux de genre.

⁸⁰. L'organisation de la formation, ainsi que les effectifs des cohortes par année, ne seront confirmés qu'une fois le mode opératoire pour le déploiement des actions de formation continue disponible.

⁸¹. Sur le 1^{er} cycle du secondaire, la formation continue s'appuyant sur la redynamisation des groupes techniques et des journées d'animation pédagogique, il est prévu que cela concerne chaque année l'ensemble des enseignants de français et mathématiques.

	Indicateurs	Valeur/ année de référence	Cibles					Vérification		
			2025	2026	2027	2028	Total	Sources	Structure responsable	Fréquence
	Nombre de DSEE ayant reçu une subvention pour réaliser leurs activités de formation et encadrement pédagogique des enseignants par le Programme	0		<i>Démarrage avec partie ou totalité des DSEE</i>	457	457	457	Rapport des DSEE	DAF/MEPUA	Semestrielle (à partir de 2026)
	Nombre de DSEE équipées en motos par le Programme	0	0	100	100	0	200	PV de réception	IGE	Semestrielle (à partir de 2026)
	Plateforme de suivi des formations disponible	ND	<i>Mobilisation d'une expertise</i>	<i>Conception</i>	Disponible	Disponible		Plateforme	IGE	Ponctuelle
Manuels	Nombre de manuels de français et de mathématiques acquis par le Programme et distribués aux écoles	0	<i>Préparation du marché d'acquisition</i>	<i>Processus d'acquisition en cours</i>	400 000⁸²	0	400 000	PV de réception Enquête de vérification	BSD/MEPUA	Semestrielle
Infrastructures	Plan type de construction/réhabilitation des écoles primaires actualisé (avec les fonctionnalités minimales), et prenant en compte les normes de genre, inclusion et gestion environnementale et sociale	ND	Disponible	Disponible	Disponible	Disponible		Plan-type endossé par le MEPUA et le GSE	SNIES/MEPUA	Ponctuelle
	Nombre d'écoles complètes construites et/ou réhabilitées par le Programme avec les commodités requises		<i>Identification des sites / Répartition des projets par MOA/ Mobilisation des MOE</i>	<i>Réalisation des études préalables Mobilisation des entreprises travaux</i>	<i>Avancement des travaux</i>	<i>Réception provisoire des salles et mise en fonctionne- ment</i>	<i>Réception provisoire des salles et mise en fonctionne- ment</i>	Rapports des MOA Rapport des MOE PV de réception	SNIES/MEPUA	Semestrielle
	Nombre de salles de classe du primaire	0	0	0	90	90	180			

⁸². L'acquisition de manuels en une seule commande permet de réduire les coûts unitaires grâce à l'effet de volume, tout en mutualisant les frais de transport, ce qui la rend plus économique que des achats étalés – justifiant ainsi le choix d'une cible sur une seule année.

	Indicateurs	Valeur/ année de référence	Cibles					Vérification		
			2025	2026	2027	2028	Total	Sources	Structure responsable	Fréquence
	construites/réhabilitées et équipées									
	Nombre de logements enseignants construits	0	0	0	20	20	40			
Zones prioritaires	Nombre d'élèves des écoles situées dans les sous-préfectures prioritaires bénéficiant de nutrition scolaire par le Programme (inclus élèves du préprimaire)	0	Mise en place du mode opératoire 6 mois de prise en charge 29 400	29 400	29 400	29 400	117 600	Rapport DNCS Manuel d'opération Rapports des associations	DNCS/MEPUA	Semestrielle
	Garçons		15 880	15 880	15 880	15 880	63 520			
	Filles		13 520	13 520	13 520	13 520	54 080			
	Nombre d'élèves dans les écoles des sous- préfectures prioritaires bénéficiant de kits scolaires	-	25 200	25 200	25 200	25 200	100 800	Rapports ST-GE Rapports IRE/DPE PV de réception et distribution	ST-GE MEPUA	Semestrielle
	Garçons		13 610	13 610	13 610	13 610	54 440			
	Filles		11 590	11 590	11 590	11 590	46 360			
	Nombre de communautés sensibilisées sur les thématiques pour la scolarisation, le maintien, la réussite des élèves – inclus nutrition et hygiène	-	140	140	140	140	560	Rapports ST-GE Rapports de sensibilisation des prestataires / Outils	ST-GE MEPUA	Semestrielle
Scolarisation des filles	Nombre de latrines réhabilitées dans les écoles des sous- préfectures prioritaires	-	Identification des écoles / passation des marchés	70	70	0	140	Rapports des MOA, des MOE PV de réception	SNIES/MEPUA	Semestrielle
	Nombre de points d'eau aménagés dans les écoles des sous- préfectures prioritaires	-	Identification des écoles / passation des marchés	70	70	0	140	Rapports des MOA, des MOE PV de	SNIES/MEPUA	Semestrielle
	Nombre de filles de CM bénéficiant de kits d'hygiène dans les sous- préfectures prioritaires	-	8 400	8 400	8 400	8 400	33 600	PV de réception et distribution	ST-GE MEPUA	Semestrielle

	Indicateurs	Valeur/ année de référence	Cibles					Vérification		
			2025	2026	2027	2028	Total	Sources	Structure responsable	Fréquence
	Nombre de bénéficiaires sensibilisés à la prévention du harcèlement et aux VBG en milieu scolaire	-	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>		Rapports de sensibilisation des prestataires / Outils	ST-GE MEPUA	Semestrielle
	Enseignants		840	840	840	840	3 360			
	Hommes		520	520	520	520	2 080			
	Femmes		320	320	320	320	1 300			
	Elèves		25 200	25 200	25 200	25 200	100 800			
	Garçons		13 610	13 610	13 610	13 610	54 440			
	Filles		11 590	11 590	11 590	11 590	46 360			
	Nombre de bénéficiaires sensibilisés à la gestion des menstrues, et à la prévention des mariages et grossesses précoces	-	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>	<i>[sur la base de 140 écoles]</i>		Rapports de sensibilisation des prestataires / Outils	ST-GE MEPUA	Semestrielle
	Enseignants		840	840	840	840	3 360			
	Hommes		520	520	520	520	2 080			
	Femmes		320	320	320	320	1 300			
	Elèves		25 200	25 200	25 200	25 200	100 800			
	Garçons		13 610	13 610	13 610	13 610	54 440			
	Filles		11 590	11 590	11 590	11 590	46 360			
	Nombre de filles de CM bénéficiant du dispositif de tutorat / mentorat	0	8 400	8 400	8 400	8 400	33 600	Rapports ST-GE Rapports d'activités	ST-GE MEPUA	Semestrielle

Il est à noter que les cibles visées au niveau des écoles des sous-préfectures prioritaires seront affinées une fois le ciblage des écoles réalisé et les données réelles des effectifs prises en compte.

Président

- . Dr. Facinet Conté, Secrétaire Général du MESRI – Président du GSE

Vice-présidents

- . Dr. Youssouf Boundou Sylla, Secrétaire Général du MEPUA
- . Dr. Julien Bongono, Secrétaire Général du METFPE

Rapporteurs

- . Ibrahima Kalil Camara (ST/CP du ProDEG)
- . Oumar Sy (ST/CP du PRODEG, agent de liaison du GPE)

Membres :

1. Djéné Mady Condé (DGA / BSD MEPUA)
2. Mouctar Blondiaux (DNA / SNEAA MEPUA)
3. Abdoulaye A. Camara (DN / ESTG MEPUA)
4. Salématou Tounkara (ST/GE MEPUA)
5. Fassou Camara (IGE MEPUA)
6. Pr. Mamadou Cellou Diallo (DG / ISSEG MESRI)
7. Mohamed Traoré (DGA / BSD MESRI)
8. Aissatou M'Bara Diallo (Chef de service ST/GE MESRI)
9. Mahmoud Condé (Conseiller principal METFPE)
10. Dr. Alhassane Baldé (DN / DNEPPE METFPE)
11. Moussa Samoura (DNA / DNEPPE METFPE)
12. Fatoumata Dabo (OSC)
13. Thiapato Barry (IRE / Conakry MEPUA)
14. Pascal Bamou Lama (Direction Générale du Budget)
15. Thierno Ibrahima Barry (ACCT / DGTC / MEF).

Annexe 5. Principaux entretiens et consultations menés

Une série d'entretiens et de réunions ont été menés dans le cadre des travaux de préparation du Document de Programme, dont les principaux sont consignés dans le tableau ci-dessous, en plus de trois ateliers thématiques de deux jours chacun sur i) la carrière enseignante, ii) l'équité et iii) la scolarisation des filles, ainsi que d'un atelier de production du Document réalisé à Kindia du 30 avril au 4 mai avec l'équipe technique nationale, des représentants régionaux, des partenaires techniques et financiers (notamment la Banque mondiale, l'UNICEF, Plan Guinée, ChildFund, Programme CLE), et la société civile.

Carrière enseignante	ST/CP, I. K. Camara, O. Sy DRH MEPUA, M. Konaté et son équipe BSD MEPUA, D. Condé IGE MEPUA, F. Camara et M. Yattara SNEAA, M. Blondiaux DNFPPE, A. Balde et M. Samoura IRE Conakry, T. Barry Expertise France - AT, S. Tounkara CNG/EPT, F. Dabo	27/03 Atelier thématique 22 et 23/04
Curricula et manuels	INRAP, M. Bah DNES, A. Camara SNFCPE, F. Condé et A. Bah DNFPPE, A. Balde et M. Samoura ISSEG, M. Diallo IGE MEPUA, M. Yattara DNEP, M. Sacko	26/03
Formation initiale et continue	ST/CP, O. Sy DNEP, S. Sanok DNFPPE, A. Balde et M. Samoura ISSEG, M. Diallo IGE MEPUA, M. Yattara	28/03
Évaluation des apprentissages	SNEAA, Directeur, M. Diakité SNEAA, D. adjoint, M. Blondiaux ST/CP, I. K. Camara	28/03
Genre	ST/GE MEPUA, S.Tounkara et son équipe ST/GE METFPE, A. Aoibra et son équipe ST/GE MESRSI Club des jeunes filles leaders de Guinée, H. Diallo CNG – EPT / FEG – FAWÉ, C.A Traoré DNEF, A. Tagbo Expertise France - AT, S. Tounkara ST/CP, I. K. Camara, O. Sy UNICEF, G. Havyarimana, D. Gamy et F. Fofana Plan International Guinée, G. Diallo Programme CLE, M. Bah	28/03 Atelier thématique 26 et 27/04
Cantine et subvention écoles	DEF MEPUA, P. Touré et son équipe DNCS MEPUA, S. Kaba et son équipe DNAENFPLN, D. Momo et son équipe	
Equité et vulnérabilités	BSD MEPUA, DG L. Bangoura et son équipe ST/CP, I. K. Camara, O. Sy ST/GE MEPUA, S. Tounkara et son équipe Société civile	27/03 Atelier thématique 24 et 25/04
Décentralisation	ANAFIC siège ANAFIC Kindia	7-8/05 3/05

Infrastructures	SNIES BSD MEPUA	9/05
Planification et Rapportage technique et financier	Réunion MEPUA BSD DG, L. Bangoura et son équipe ST/CP, I. K. Camara Expertise France, AT, S. Tounkara	26/03
	Réunion METFPE DG/BSD, B. Condé DGA/BSD, A. Touré DAF/chef comptable K. Koné Expertise France – AT, H. El Hallam ST/CP, I.K. Camara	28/03
	Réunion MESRSI DGA BSD, M. Traore et son équipe DAF, chef comptable Expertise France, AT, N. Ben Zemouri DG recherche DG innovation	29/03
Pilotage et coordination sectorielle	STCP, I. K. Camara, O. Sy	25/03, 6/05, 10/05
Société civile	CNG/EPT, Présidente (F. Dabo) et son équipe FSPE, R. Baldé FEGUIPAE, J. Soumah et son équipe FEPA, Y. Kourouma SLELG, M. D Barry LGL, M. Savané FOSCAO, S. Marega ONEB, E. L. Diallo et son équipe AGUIRAD, S. Maréga ATE, A. Savané Pamoja, S. Sylla CAUG, K. Bangoura CFLG, H. Diallo ACCEF, M. Camara AFLEC, B. Camara RAMGUI, Y. Soumah APFE, I. Dioly	27/03 + participation aux 3 ateliers thématiques du 22 au 27/04

Annexe 6. Liste de présence à l'atelier de Kindia (du 30 avril au 4 mai)

Fiche de Présence Atelier de rédaction du programme (STG & GEA)										
Lieu: <u>MOSARI-KINDIA</u>						Date du <u>30/04/2024</u> au <u>05/05/2024</u>				
N°	Prénoms et Nom	Service	Contact	Provenance	Email	Jour 1	Jour 2	Jour 3	Jour 4	Jour 5
1	Ibrahim Kall Camara	ST/CP	622347373	Conakry	ibrahimkall@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
2	Mohamed Traoré	MESRS	628056977	Conakry	mohamed.traore@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
3	Hamadou Droube Diallo	MESRS	628335658	Conakry	hamadou.droube@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
4	Sékou Ahmed Tidiane Diallo	ST/CP-Proj	627883811	Conakry	sekou.ahmed.tidiane@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
5	LE LEM Louiane	ADP		Conakry	lelem@ictd.net	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
6	Adeline SEURAT	IND		Conakry	adeline.seurat@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
7	Thierno Dumar Sow	INRAP	622333514	Conakry	thierno.dumar.sow@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
8	Jonas SAGNO	ChildFund	62237216	Conakry	osagnoschildfund.org	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
9	Fanta FOFANA	UNICEF	626-58-1381	Conakry	f.fofana@unicef.org	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
10	Fatimata DABO	CNE/EPT	62251622	Conakry	fatimadabob@yahoo.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
11	Hamadou Attahou Bah	SEA/ISS	628445834	Conakry	h.attahou@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
12	Simbo TOUNICATA	DAT/EF	61010343	Conakry	simbo.tounicata@yahoo.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
13	Hassimou Diallo	AFD	626563514	Conakry	hassimou.diallo@afd.fr	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
14	Moussa ADUMBOUYA	AFD	628894090	Conakry	adumbouya@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
15	Denis Gamy	UNICEF	622200741	Conakry	dgamy@unicef.org	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
16	Thiapatte Barry	MEPM-A	623130108	IDE/ENK	barrythiapatte@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
17	Gumina Diallo	IND	628376183	Conakry	gumina.diallo@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
18	Aboubacar Diallo	Ind. Bamb	621195801	Kindia	aboubacar.diallo@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
19	Mariama Diallo Barry	EP/Applicat	628508428	Kindia	mariamadiallo765@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés
20	Manary A. Kite	IDE/ENK	62221009	Kindia	contongrand@gmail.com	Prés	Prés	Prés	Prés	Prés

	Prénoms et Nom	Service	Contact	Provenance	Email	Jour 1	Jour 2	Jour 3	Jour 4	Jour 5
22	Moussa SANDOURA	DNFPPE	622414012	Conakry	sangbetazghay@yahoo	S.Pom	S.Pom	S.Pom	S.Pom	S.Pom
23	Alhassane Diomi DIALLO	IRET/Kindia	25746726	Ki-Sia	alhassandiom@gmail.com	Diomi	Diomi	Diomi	Diomi	Diomi
24	Mamadou Salim Diallo	BM	62232839	Conakry	mdiallo21@webkry	M.Diallo	M.Diallo	M.Diallo	M.Diallo	M.Diallo
25	Mouctar Blondiaux	SNEAA	628776672	Conakry	mblondiaux1982@gmail.com	M.Blondiaux	M.Blondiaux	M.Blondiaux	M.Blondiaux	M.Blondiaux
26	Bah Nene Heriane	Programme CLE	62068332	Conakry	mlaheriane@yahoo	B.N.Heriane	B.N.Heriane	B.N.Heriane	B.N.Heriane	B.N.Heriane
27	Salimata Toukour	Genet	628718147	Chery	salimata1605@gmail.com	S.Toukour	S.Toukour	S.Toukour	S.Toukour	S.Toukour
28	Oumar SY	ST/CI	628285205	CKry	oumar1605@yahoo	O.SY	O.SY	O.SY	O.SY	O.SY
29	Fassou Camara	IGE	628395617	CKry	fassou62@yahoo	F.Camara	F.Camara	F.Camara	F.Camara	F.Camara
30	Joseph Gourmou	ANAFIC	620658754	Kindia	jgourmou1605@gmail.com	J.Gourmou	J.Gourmou	J.Gourmou	J.Gourmou	J.Gourmou
31	Abdoulaye A. Cra	DNESGT	622295250	Conakry	aacramon164@gmail.com	A.A.Cra	A.A.Cra	A.A.Cra	A.A.Cra	A.A.Cra
32	Daniel Tinguiano	BSA	622198005	Conakry	danielm92012@yahoo.com	D.Tinguiano	D.Tinguiano	D.Tinguiano	D.Tinguiano	D.Tinguiano
33	Yahaya Diallo	BSA	628448121	Conakry	yahayadiallo72@gmail.com	Y.Diallo	Y.Diallo	Y.Diallo	Y.Diallo	Y.Diallo
34	AISSATOU DIALLO	DNESGT	628234060	Conakry	astondiallo72@gmail.com	A.Diallo	A.Diallo	A.Diallo	A.Diallo	A.Diallo
35										